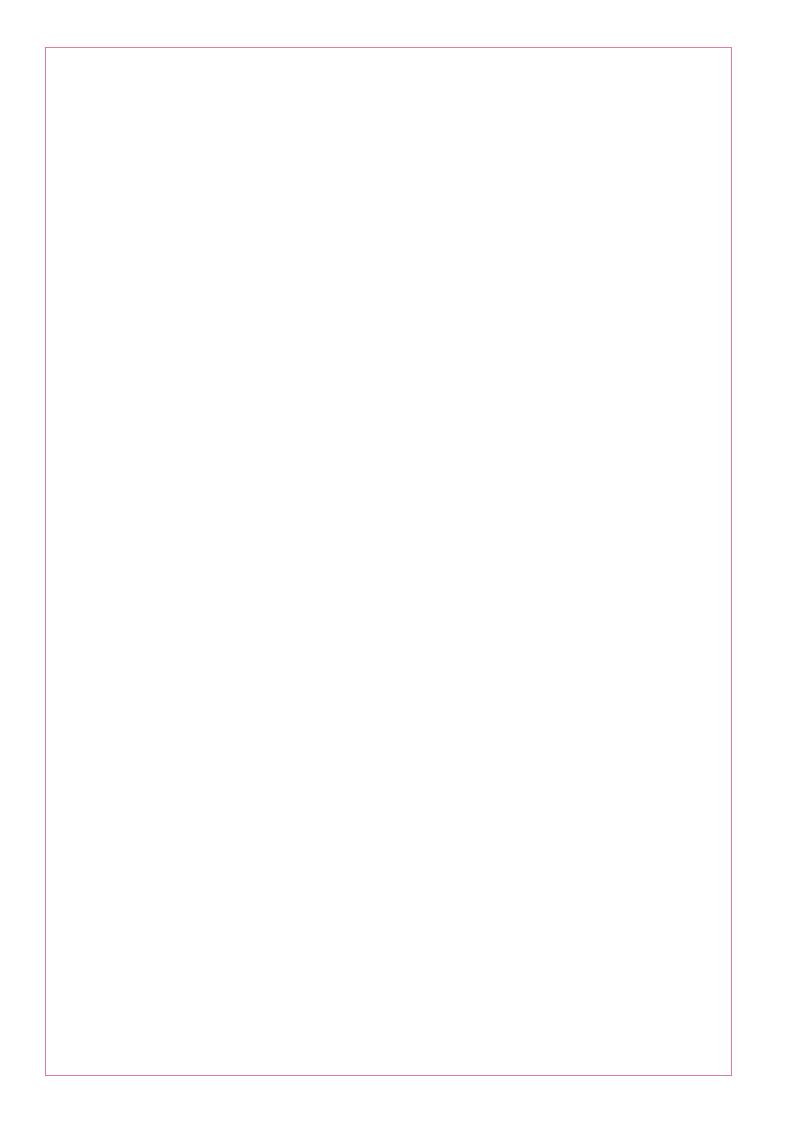






RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019





« L'Inrap réalise les diagnostics et les fouilles d'archéologie préventive. Il assure l'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie. »

Article L 523.1 du Code du Patrimoine



Sommaire

Avant-propos

page

Introduction

page 7

Chiffres clés

page 8

Les étapes de la chaîne opératoire de l'archéologie préventive

page 12

Nous fouillons, c'est votre histoire

page 19

Auvergne – Rhône-Alpes

page 20

Bourgogne – Franche-Comté

page 20

Centre – Île-de-France

page 32

Grand Est

page 38

Grand Ouest

page 44

Hauts-de-France

page 50

Midi-Méditerranée

page 56

Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

page 62

La conduite des missions

page 69

Le contrat d'objectifs et de performance 2019-2022

page 71

La politique partenariale

page 72

Le bilan de l'activité page 74

Les diagnostics

page 77

Les fouilles

La programmation scientifique et culturelle

page 84

L'international

page 90

Les ressources humaines

page 92

La gestion financière et comptable

page 95

Annexes

page 99

Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2019

age 100

Composition du conseil scientifique

au 31 décembre 2019

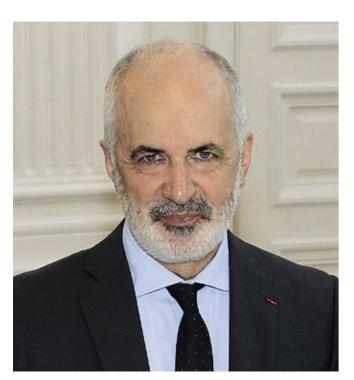
page 101

Travaux et délibérations du conseil d'administration et du conseil scientifique

page 102

Organigramme au 1^{er} juillet 2020

page 104



Dominique Garcia Président de l'Inrap

Avant-propos

En 2019, avec la réalisation de près de 2000 diagnostics, l'Inrap a confirmé sa capacité à accompagner la progression du nombre de prescriptions émises par les services de l'État. Cette mission s'est exercée tant dans le domaine terrestre que dans l'espace maritime, dans l'hexagone et en outre-mer, et s'est parfois appuyée sur la mise en œuvre de méthodologies nouvelles, notamment d'études géophysiques raisonnées.

Le nombre de fouilles a également augmenté et a permis la préservation par l'étude d'ensembles remarquables dont certains sont déjà des références scientifiques comme l'hypogée néolithique de Saint-Memmie, la nécropole étrusque d'Aléria ou le village carolingien de Coulanges. En parallèle, les moyens attribués à la recherche ont permis à nos chercheurs une large participation aux programmes menés en partenariat avec le CNRS, l'Université, le ministère de la Culture et les collectivités.

Dans le domaine de la valorisation, cette année, ce sont près de 2,4 millions de nos concitoyens qui à Paris et dans les territoires ont bénéficié de 1 100 manifestations culturelles, dont plus de 150 000 jeunes de moins de 18 ans qui ont été sensibilisés à l'archéologie grâce à une action de médiation directe réalisée par un de nos chercheurs. La réussite de la saison « Temps modernes » a permis de mettre en lumière un patrimoine original et sensible, notamment des sites des deux derniers conflits mondiaux. Les Journées nationales de l'archéologie ont rassemblé des passionnés partout en France mais aussi en Europe, comme en a témoigné une journée d'échanges qui s'est tenue au siège de l'UNESCO.

Grâce à une organisation renforcée et un investissement fort de ses agents, l'Inrap aura en 2019 consolidé l'ensemble des missions patrimoniales, scientifiques et culturelles qui lui sont confiées mais aussi son modèle économique et social : des acquis forts dont on sait aujourd'hui qu'ils seront essentiels pour surmonter la crise de ces derniers mois.



Daniel Guérin Directeur général délégué de l'Inrap

Introduction

Comment ne pas évoquer, ici, la grave crise sanitaire et désormais économique à laquelle nous sommes, tous, aujourd'hui, confrontés ? L'Institut s'est employé à y faire face en veillant tout à la fois à la préservation prioritaire de la santé de ses agents et à la poursuite de ses missions de service public.

La situation critique que nous traversons démontre, s'il en était besoin, l'impérieuse nécessité de disposer d'un établissement solide, capable de faire face aux aléas du quotidien comme aux crises majeures. À cet égard, le plan stratégique engagé depuis trois ans offre à l'Inrap des bases plus solides et donc une meilleure capacité de résilience.

Ainsi, en 2019, l'établissement a renforcé son niveau d'activité opérationnelle. La forte progression de son chiffre d'affaires – plus 20 % depuis 2017 – alliée à une maîtrise de ses charges ont contribué à confirmer son retour à l'équilibre.

L'adaptation continue de son organisation, de ses outils de gestion et de ses moyens lui permettent de mieux s'adapter aux variations de l'activité d'aménagement. Le développement de ses partenariats, son dialogue constant avec les services de l'État et les aménageurs contribuent à renforcer la confiance essentielle entre les acteurs de la chaîne archéologique.

L'ensemble de ces actions, engagées dans la durée, visent à doter l'Institut de tous les moyens pour remplir pleinement – et de façon pérenne – ses missions. Mais elles ne seraient rien sans l'engagement de ses personnels qui en font la richesse et en sont la première des forces.

Chiffres clés

le budget **157** millions d'euros les diagnostics

1788 diagnostics terrestres et subaquatiques réalisés



Dé en os, xiie siècle, Orléans (Loiret). © Denis Gliksman, Inrap



Dépôt monétaire

époque gauloise,

Ifs (Calvados).



Effigies d'ancêtres, печег siècle avant notre ère, Paule (Côtes-d'Armor)

les personnels

2237

collaborateurs

au 31 décembre 2019 dont 1959 en CDI et 266 en CDD.



Statuettes en terre

la formation

jours de formation pour 1276 agents.

1951

rapports de diagnostics remis à l'État.

75716

journées de travail consacrées aux diagnostics dont 654 pour les diagnostics sous-marins et subaquatiques.

Peigne en os, IXe-Xe siècle, Orléans (Loiret). © Denis Gliksman, Inrap



les fouilles

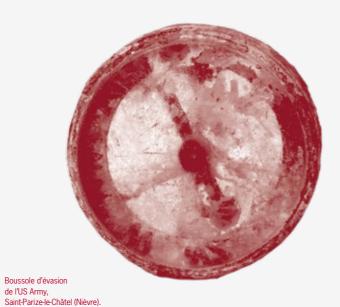
227

fouilles réalisées

(phase terrain terminée au 31 décembre 2019).

183

rapports de fouilles remis à l'État et aux aménageurs.



la valorisation

Près de

2400 000

visiteurs ont bénéficié d'actions de valorisation dans la France entière avec plus de 1100 initiatives en régions.

Près de 1116 000 visiteurs

ont découvert les **24 expositions** coproduites par l'Inrap.

Près de 8 000 auditeurs

ont participé à 134 conférences.

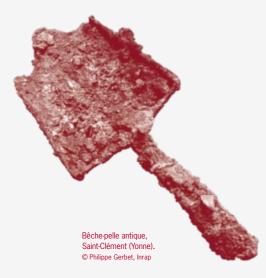
Plus de 8 600 visiteurs (tous publics confondus, scolaires, aménageurs, élus) ont participé aux 205 visites de chantiers organisées par l'Inrap.

169

rapports de fouille Inrap examinés par les commissions territoriales de la recherche archéologique. **92,31%** ont recueilli un avis favorable.

129916

journées de travail consacrées aux fouilles.



la recherche



21280

© Denis Gliksman, Inrap

journées de travail consacrées à la recherche

dont **570** aux activités internationales et **273** aux fouilles programmées.

468 agents membres d'une des 22 unités mixtes de recherche partenaires de l'Inrap.

165 agents de la filière scientifique et technique titulaires d'une thèse.

628 publications scientifiques.





Près de 157 500 visiteurs ont bénéficié des 468 initiatives mises en place par l'Inrap dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine, de la Fête de la Science et des Journées nationales de l'archéologie.

Près de 153 600 jeunes

de moins de 18 ans ont été sensibilisés à l'archéologie grâce à une action de médiation de l'Inrap.

Près de 1600 élèves issus de 66 classes,

dans 25 communes ont bénéficié d'un Parcours en éducation artistique et culturelle (Péac), dans le cadre de 25 programmes pédagogiques différents.

Plus de 960000 visites sur inrap.fr

4031 journées de travail dévolues aux actions de valorisation et de communication.

Les étapes de la chaîne opératoire de l'archéologie préventive

vues à travers l'exemple de Dijon.

Diagnostiquer



Le **diagnostic**, prescrit par l'État, détecte, caractérise, circonscrit et date d'éventuels vestiges par des sondages sur la surface d'un projet d'aménagement.

À Dijon, entre 2014 et 2015

L'Inrap a réalisé trois diagnostics archéologiques dans le cadre de l'aménagement de la future Cité internationale de la gastronomie et du vin par Dijon Métropole. Menés à l'emplacement de l'ancien Hôpital général, ces sondages ont permis de dévoiler un pan important du passé médiéval et moderne d'un secteur situé au cœur de la vie des Dijonnais. Vestiges de l'hôpital du Saint-Esprit, de l'hôpital Sainte-Anne ou des quais de l'Ouche ont affleuré pour faire revivre les faubourgs de la ville et ce quartier à vocation hospitalière.



Fouiller

Selon les résultats du diagnostic, l'État peut prescrire une **fouille** archéologique préventive dont les découvertes permettent de comprendre l'évolution du site.

À Dijon, de 2016 à 2018

l'Inrap a mené quatre fouilles qui ont permis de renouveler la connaissance du Dijon urbain et périurbain. Celles-ci ont mis en valeur les dynamiques territoriales et l'identité sociale des habitants du Faubourg d'Ouche au fil des siècles et fait revivre le passé du faubourg du Moyen Âge au début du XIX^e siècle. En mettant au jour les vestiges de la rive gauche de la rivière Ouche, comblée au début des années 1960, et ses aménagements, les archéologues ont apporté de nouveaux éclairages sur la vie des populations qui vivaient et travaillaient dans ce secteur, sur l'évolution de ses aménagements (berges et ponts) et sur les activités liées à la rivière: lavoirs, pêcheries, moulins, bains, auberges...

Les scientifiques ont aussi pu observer les traces

de l'ancien Hôpital du Saint-Esprit. Cette institution médiévale de fondation ducale était consacrée à l'accueil des pèlerins et des enfants abandonnés, avant de devenir Hôpital général sous Louis XIV. Vestiges de la Chapelle, de la salle des malades ou du logis du Commandeur comptent parmi les nombreuses structures identifiées. Lors de la troisième campagne de fouilles, les archéologues ont fouillé les vestiges de l'Hostel Sainte-Anne, institution consacrée, au XVII^e siècle, aux orphelines de parents décédés de la peste. Des fondations de loges renvoient quant à elles à l'aménagement, au XVIII^e siècle d'un secteur destiné à accueillir les « aliénés ». Une occasion unique, pour les chercheurs, d'explorer des thématiques rarement abordées en archéologie.





Étudier

Les archéologues **exploitent et interprètent les données** relevées sur le terrain puis rédigent un rapport qu'ils partagent avec la communauté scientifique.

À Dijon, des études variées

La variété des vestiges et des éléments découverts sur le site de l'Hôpital général a donné lieu à de nombreuses études. Céramologues, archéozoologues, spécialistes du métal, numismates ou encore géomorphologues ont été sollicités pour comprendre l'histoire du site. De nombreux prélèvements ont aussi été réalisés, notamment à des fins d'études parasitologiques: ces analyses, mises en regard avec les données issues des fouilles réalisées non loin de là, sur le cimetière d'hôpital du pont des Tanneries, documenteront la « culture » du soin et de l'assistance au sein d'un des plus anciens et des plus importants hôpitaux bourguignons, des thématiques au cœur de cette campagne de fouilles. Divers éléments organiques (bois, graines ou éléments en cuirs) ont également fait l'objet d'une étude approfondie dans le cadre d'une collaboration avec le Laboratoire chrono-environnement de l'université de Bourgogne-Franche-Comté.

Partager

Des actions culturelles, scientifiques et éducatives — ateliers scolaires, visites de chantier, conférences, expositions, multimédias, publications... — permettent de transmettre les connaissances archéologiques récentes au plus large public.

À Dijon, de 2016 à 2019

L'Inrap et Dijon Métropole ont organisé, en 2016 et 2017, deux portes ouvertes à destination du grand public. Près de 4000 personnes ont fait le déplacement pour découvrir les vestiges situés rue du Faubourg Raines et dans la Cour Berrier. En collaboration avec Eiffage, ces fouilles ont également été valorisées dans le cadre de la Maison du Projet, un lieu d'exposition installé dans l'ancienne Chapelle de l'hôpital général. Le succès de plusieurs conférences et du village de l'archéologie réalisé en 2018 lors des Journées nationales de l'archéologie ont montré le vif intérêt des Dijonnais pour ce chantier de grande ampleur, situé au coeur de la Ville.



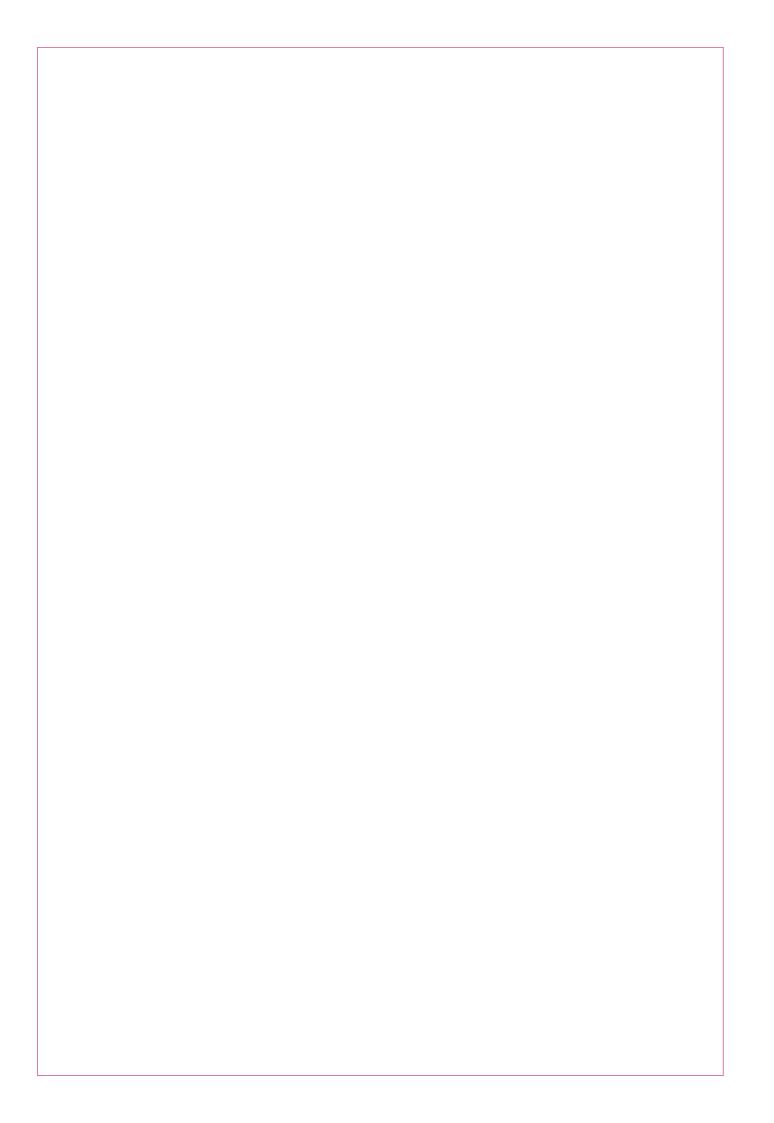


Conserver

Les expérimentations au sein des centres de conservation et d'étude (CCE) de l'État, engagées en 2017 à la demande du ministère de la Culture, se sont poursuivies en 2019. Les équipes de l'Inrap se sont investies aux côtés des agents de l'État dans la gestion et le fonctionnement des CCE de Toulouse, Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Poitiers, Nîmes, Orléans et Saint-Denis de La Réunion.

Une diversité de vestiges à conserver

Ces fouilles ont livré un abondant mobilier. Les protocoles de conservation préventive ont été appliqués rigoureusement et en collaboration avec des laboratoires spécialisés. Des objets en bois et en cuir ont été mis au jour dans un puits, sur le site de l'ancien Hôpital du Saint-Esprit. Extraits de leur milieu humide, ces éléments organiques fragiles sont exposés à la détérioration et nécessitent des traitements spécifiques menés par le laboratoire Arc Nuclear. Des objets en plomb ou en étain ont été étudiés par le Centre de restauration et d'études archéologiques municipal (CREAM) de Vienne et seront probablement inclus dans des projets d'exposition. Tel est le cas des enseignes de pèlerinages, témoins du passage des pèlerins à l'Hôpital du Saint-Esprit ou sur les quais de l'Ouche. Ce travail de conservation, suivi de près par le gestionnaire de collection, fait l'objet d'une réflexion collective, afin de préserver l'histoire du site et de la diffuser au plus grand nombre.





Nous fouillons, c'est votre histoire



Auvergne-Rhône-Alpes





DIAGNOSTIC **RHÔNE**

DÉCOUVERTE
PUY-DE-DÔME

RÉCIT **PUY-DE-DÔME** Direction régionale **Bron**

Directeur régional

Philippe Julhes
—

3 centres de recherches archéologiques (Bron, Valence, Clermont-Ferrand)

182 agents

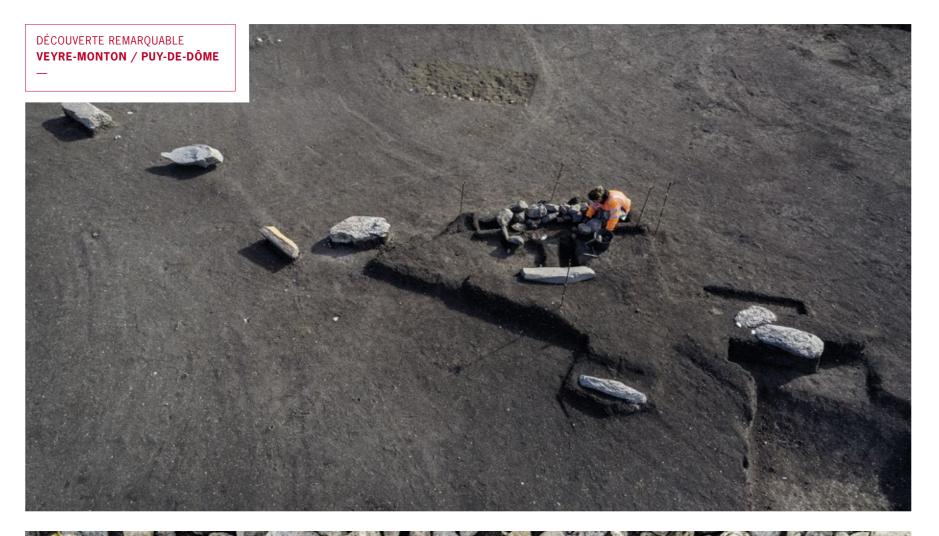
DIAGNOSTIC CALUIRE-ET-CUIRE / RHÔNE

Les armées napoléoniennes à Caluire-et-Cuire: organiser la résistance

Véronique Monnoyeur-Roussel, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« La découverte faite lors du diagnostic, vraisemblablement seule en son genre, complète les récits sur ce moment historique. » Les connaissances sur la bataille éclair de Caluire-et-Cuire en janvier 1814 restent encore assez parcellaires. Un diagnostic archéologique a apporté de nouveaux éclairages sur la défense de Lyon pendant la Campagne de France, avant l'abdication de Napoléon ler.

C'était inattendu. Dans ce secteur au nord de Lyon jusqu'alors peu investigué, des routes gallo-romaines connues laissaient espérer des vestiges antiques. Mais finalement, la fouille de 4 des 28 tranchées creusées dans une parcelle de 1,5 hectare devant accueillir une iardinerie, a permis de donner des informations supplémentaires sur un événement militaire de la Campagne de France. Début 1814, Napoléon tente depuis un an d'arrêter l'avancée de la sixième coalition qui comprend notamment l'Empire d'Autriche. Passés par la Suisse, les ennemis conduits par le général Bubna menacent son accès nord. Dépêché sur place par l'Empereur français, le maréchal Augereau constate la faiblesse des troupes et va chercher des renforts, laissant sur place le général Musnier chargé de « tenir ». La découverte faite lors du diagnostic, vraisemblablement seule en son genre sur ce moment historique, complète les récits qui relatent que, dans la seule journée du 17 janvier, les Français creusent trois « coupures retranchées ». Les archéologues ont découvert l'une d'elles, qui, traversant de facon rectiligne la parcelle, témoigne d'un système défensif mis en place précipitamment à proximité des voies d'accès. L'ouvrage de 7 mètres de large et 3 de profondeur se poursuit probablement au-delà des 140 mètres de long mis au jour. Creusé dans le substrat morainique - amas de débris rocheux apportés par les glaciers -, il montre le travail colossal déployé en à peine une journée par les soldats aidés par les habitants, soit, d'après les textes, des milliers de personnes. Le profil vertical de la paroi côté nord, face à l'ennemi, rend périlleux le franchissement de l'obstacle; celui sur le bord opposé est quant à lui oblique. Une exploration plus approfondie lors d'une fouille et l'étude du mobilier – monnaies, céramiques, balles de mousquet – permettraient de préciser l'objectif, le type d'aménagement défensif et, le cas échéant, de connaître avec plus d'exactitude les forces engagées ainsi que le déroulement des combats eux-mêmes. Sur d'autres zones, des vestiges témoigneraient peut-être de l'ampleur de la bataille entre des forces très inégales : environ un millier d'hommes et deux cents chevaux côté autrichien, contre une centaine de Français. Momentanément, le système défensif s'avère efficace car l'assaut du 18 janvier est repoussé et l'armée ennemie recule. Une victoire de courte durée puisque la ville de Lyon se rendra finalement en mars. ____





Des mégalithes dans le centre de la France

Si les ensembles mégalithiques de ce type se concentrent principalement en Bretagne, le site de Veyre-Monton, dans le Puy-de-Dôme, prouve que ces constructions se sont également répandues dans le centre de la France. Cette fouille témoigne de la pérennité d'un site mégalithique, entretenu et transformé pendant des millénaires.

Les hommes ont fréquenté ce lieu du Néolithique moyen (vers 4500 avant notre ère) à la fin de l'âge du Bronze (800 avant notre ère) et c'est donc sur un lieu de passage qu'un ensemble mégalithique rare a été découvert. Alignés sur 150 mètres de la parcelle fouillée et se poursuivant probablement au-delà, une trentaine de menhirs scandent l'espace de façon rectiligne en direction d'un col. Les blocs proviennent de différents sites proches, suggérant la participation de plusieurs communautés ; puis, ils ont été couchés et enfouis, ce qui est interprété comme une volonté de les faire disparaître du paysage. L'un d'eux est composé de calcaire et non de basalte comme les autres, une roche plus tendre qui a été sculptée en silhouette féminine : une tête, matérialisée par une éminence arrondie, surmonte des épaules esquissées, deux petits seins et un chevron en V, très érodé, qui évoque des bras ou une ceinture sur l'abdomen. Ce type de statue est unique dans le centre de la France. Beaucoup plus tard, un cairn rectangulaire a été construit pour accueillir en son centre la sépulture d'un homme de grande taille dont la tombe monumentale montre l'importance. L'étude scientifique en cours révélera les multiples secrets de ce site.

Quand ce bâtiment a-t-il précisément été érigé ? Les énigmes demeurent

- 1 Fouille de l'alignement de menhirs.
- 2 Sépulture au centre du cairn.

© Denis Gliksman, Inrap

nombreuses. +

LE GÉNÉRIQUE

DÉPARTEMENT

Puy-de-Dôme

AMÉNAGEUR

DE L'AMÉNAGEMEI Travaux liés à l'élargissement de l'autoroute A75

RESPONSABLE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUE by Thomson IIPE
Parisot, Marielle
mont (responsables
ecteurs), Marcel
ard, Jean-Baptiste
erne, Jean Cayrol,

rielle Rialland, Sébastien Taloi onsables Nicolas Tardy, Gaëlle arcel Tendraien, Gérard Verne otiste

RÉCIT **GERGOVIE / PUY-DE-DÔME**

Le Musée archéologique de la Bataille.

© Pictures Fabryc, CD63

Musée archéologique de la Bataille de Gergovie : raconter l'histoire

Qui n'a pas appris à l'école que Vercingétorix le Gaulois repoussa, de Gergovie, en 52 avant notre ère l'envahisseur romain Jules César ? Ce dernier en retrace d'ailleurs le siège dans ses écrits sur La Guerre des Gaules.

En partenariat avec les collectivités locales, l'Inrap a collaboré étroitement à la mise en place du projet de ce musée. Pendant 5 ans, un archéologue a ainsi travaillé avec les équipes muséales pour présenter une collection d'objets arvernes emblématiques découverts à Gergovie et sur le site de la Bataille. Les connaissances apportées par l'archéologie au Musée archéologique de la Bataille (MAB) de Gergovie inauguré en octobre 2019, ont permis de recontextualiser l'histoire, de remettre en question l'idée recue d'une nation gauloise et de donner une vision renouvelée de ce que fut le peuple des Arvernes dans l'actuelle région clermontoise, du IIIe au Ier siècle avant notre ère. Résultat : un musée perché sur le plateau où se tint la bataille, belvédère naturel sur la plaine où le mobilier archéologique dialogue avec des dispositifs multimédias.



Une vision élargie du contexte archéologique local

Si le nom de Gergovie est bien connu des Français, le site archéologique lui-même reste assez méconnu. Bien qu'exploré depuis le XVIII^e siècle, il n'a été fouillé que sur quelques milliers de mètres carrés. Ce site est protégé au titre des Monuments historiques, d'où le peu d'interventions archéologiques qui y sont conduites. Depuis une trentaine d'années l'Inrap mène, en revanche, de nombreuses fouilles alentour qui permettent aujoud'hui d'avoir une bonne connaissance de l'environnement de Gergovie. Au fil des opérations conduites, ce sont des campagnes gauloises, dont l'exploitation est déjà rationnelle et intensive, qui sont révélées. Le phénomène urbain est également bien documenté depuis la fondation, au début du IIIe siècle avant notre ère, de la première ville arverne jusqu'à celle de la cité romaine d'Augustonemetum (l'actuelle Clermont-Ferrand), à la fin du I^{er} siècle avant notre ère, en passant par le développement des trois oppida de Corent, Gergovie et Gondole. Enfin, on doit à l'épisode même du siège de Gergovie un ensemble de vestiges qui trouvent peu de parallèles en France.

Yann Deberge,

responsable de recherches archéologiques Inrap et commissaire scientifique de l'exposition permanente présentée au MAB

L'Inrap garant de l'exactitude scientifique

L'ambition de notre musée est à la fois de donner à voir et à comprendre. Nous ciblons un public familial au sens large, mais aussi des étudiants français et étrangers ainsi que des scolaires. Notre scénographie combine les technologies numériques, propres à séduire particulièrement les jeunes, et la médiation scientifique humaine qui permet tout autant de vulgariser que d'intéresser les érudits friands d'objets archéologiques. L'ensemble restant bien entendu conforme à la rigueur scientifique. C'est d'autant plus important que nous voulons véritablement « raconter l'histoire » ; un dialogue s'établit entre l'environnement naturel du bâtiment, juché sur un plateau dont on comprend la difficulté d'accès en 52 avant notre ère, et l'intérieur, source de connaissances et de récit. À cet égard, le concours de l'Inrap m'apparaît fondamental: garant de l'exactitude scientifique de la scénographie, par exemple pour les supports numériques qui sont présentés, le commissaire scientifique apporte aussi des éclairages complémentaires et nuancés s'appuyant sur les observations et l'étude des vestiges. J'envisage à présent une collaboration pérenne avec l'Inrap qui permette d'enrichir les collections ou d'organiser des expositions temporaires avec le fruit des investigations archéologiques à venir. Car nous souhaitons vivement que ce musée incite à accentuer les recherches dans notre environnement encore insuffisamment fouillé.

Frédéric Nancel directeur du MAB

La tête de proue du développement économique et touristique

Nous nous sommes beaucoup investis dans ce musée et nous en sommes très fiers. Outre la communauté de communes qui représente 40 000 habitants, le projet a réuni l'État, la Région, le Département et bien entendu l'Inrap pour son savoir-faire scientifique. Grâce à cet équipement de grande qualité, nous nourrissons des ambitions de développement touristique et donc économique : nous voulons attirer 40 000 visiteurs au musée cette année ce qui, à terme, dynamisera les secteurs hôtelier et de restauration aux alentours, dans le respect du paysage. Car nous disposons maintenant de deux atouts qui forment un couple : nous sommes un lieu d'histoire qui s'inscrit dans un environnement splendide, culture et nature représentant, indépendamment ou de façon complémentaire, une source d'attraction et de rayonnement de notre territoire. Le plateau de Gergovie n'est pas seulement celui de la Bataille, il est aussi un observatoire exceptionnel pour contempler la beauté du paysage d'Auvergne. Nous envisageons de poursuivre dans cette voie en élargissant l'offre culturelle sur l'archéologie puisque nous sommes riches en vestiges. Déjà le Département projette des « bus archéologiques » pour une visite des grands sites, dont le musée serait le point d'orgue. Et qui sait, grâce à la bonne volonté des acteurs, les fouilles pourraient se développer sur le plateau et attirer un public encore plus large.

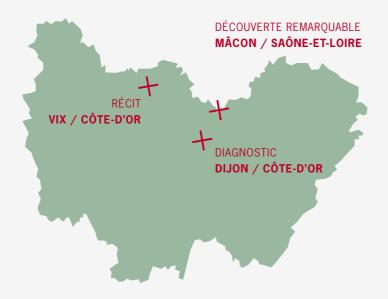
Pascal Pigot, président de Mond'Arverne Communauté

« l'envisage à présent une collaboration pérenne avec l'Inrap qui permette d'enrichir les collections ou d'organiser des expositions temporaires avec le fruit des investigations archéologiques à venir. »

Frédéric Nancel, directeur du MAB



Bourgogne – Franche-Comté





DIAGNOSTIC CÔTE-D'OR

DÉCOUVERTE
SAÔNE-ET-LOIRE

RÉCIT **CÔTE-D'OR** Direction régionale **Dijon**

— Directeur régional Laurent Vaxelaire

3 centres de recherches archéologiques (Dijon, Passy, Besançon)

119 agents

DIAGNOSTIC

DIJON / CÔTE-D'OR

Un dépôt de monnaies exceptionnelles de la fin du XVe siècle découvert à Dijon

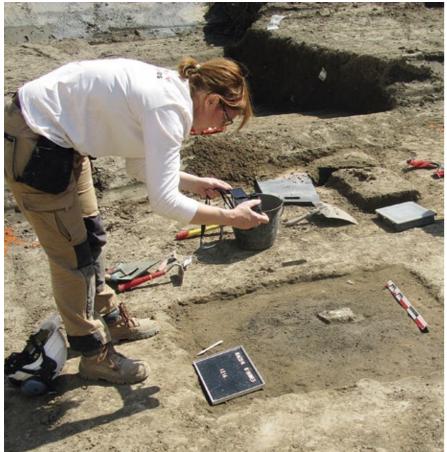
Stéphane Alix, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« Quoique le trésor reste relativement modeste, seul un membre de la bourgeoisie ou de la petite noblesse a pu ainsi thésauriser et ce, vraisemblablement, pour du négoce avec l'étranger. » Leur propriétaire les avait bien dissimulés : une trentaine de pièces d'or et d'argent de la fin du XV^e siècle ainsi qu'un médaillon de mariage, enfermés dans une petite boîte de bronze. Que raconte ce trésor découvert aux abords de l'abbaye Saint-Bégnine dans l'actuel centre de Dijon ?

Au travers d'une galerie de portraits, c'est l'histoire des grands d'Europe, des princes et papes italiens (Milan, états pontificaux, Ferrare, Venise...), des états du Saint-Empire (duché de Savoie, Palatinat...) ou d'Angleterre qui est relatée. En frappant les monnaies à leur effigie, ces puissants démontrent leur prestige, un effet renforcé par le titre* en or et argent des pièces. Sur les 34 pièces exhumées, un unique exemplaire a été retrouvé émanant de l'évêché de Lausanne (1494) tandis que seulement deux, figurant Louis XI, proviennent du royaume de France. Quoique le trésor reste relativement modeste, seul un membre de la bourgeoisie ou de la petite noblesse a pu ainsi thésauriser et ce, vraisemblablement pour du négoce avec l'étranger. Ceci à l'heure où le riche duché de Bourgogne s'étend de la région de Genève aux Pays-Bas et où le commerce bat son plein, avec pour corollaire une circulation monétaire internationale. Ce trésor revêt aussi une dimension sentimentale puisque le coffret contient aussi un médaillon de mariage que s'échangeaient les époux dans ce milieu social. Ce bijou en or porte des initiales émaillées en vert et blanc, reliées par une cordelette. Ce type de dépôt en numéraire est assez fréquent à l'époque non seulement pour se prémunir des vols – un texte retrace d'ailleurs les démêlés judiciaires d'un père et son fils à ce sujet mais aussi parce que les rois de France confisquent les pièces étrangères de valeur pour les fondre et leur substituer leur propre monnaie. Au-delà de cette révélation numismatique inattendue, les archéologues ont pu observer l'évolution urbaine de Dijon. Les traces d'un habitat du début du Moyen Âge, surmontées de celles d'un bâti maçonné de l'Époque moderne, racontent l'histoire de la construction de la ville : deux bourgs, autour de l'abbaye Saint-Bégnine d'une part et du castrum (palais des ducs) d'autre part, réunis dans la même enceinte à partir du XII^e siècle. Et dans un niveau plus profond, les archéologues ont mis au jour les vestiges d'une nécropole antique du IVe siècle dont ils soupçonnaient l'existence... sans jamais l'avoir prouvée.

^{*} Titre ou aloi d'une monnaie : rapport de la masse d'un métal fin à la masse totale de l'alliage qu'il compose.







Une enceinte carolingienne sous les jardins du couvent du XVII^e siècle

Bien avant l'édification du couvent des Minimes à partir de 1625, Mâcon s'était étendue vers le sud. C'est ce que les archéologues de l'Inrap ont découvert en fouillant le jardin de l'établissement conventuel.

À l'issue du diagnostic préalable, les archéologues disposaient d'indices encore imprécis sur les différentes phases d'occupations du jardin du couvent des pénitents. Grâce à la fouille, l'organisation du jardin du XVIIe siècle est apparue avec un réseau d'allées délimitant des parcelles de cultures ; l'une d'elles, accolée à la façade sud du bâtiment, ponctuée de pilastres, de plus de 50 mètres de long, faisait office de galerie couverte menant, depuis un escalier à deux niveaux de jardin successifs. Plus profondément enfouies, les fortifications de la ville médiévale se caractérisent par une muraille, une tour et une courtine d'artillerie du xvI^e siècle. De manière plus inattendue, les archéologues ont décelé dans des « terres noires » – organiques –, des bâtiments sur poteaux de bois ayant des fonctions d'habitation, d'artisanat (forge...), économique (grange?), protégés par un grand fossé taluté et palissadé. Ceci révèle, dès l'époque carolingienne, une extension significative de la ville vers le sud, liée à des facteurs économiques favorables et une volonté du comte ou de l'évêque. C'est sur un terrain ouvert que les frères Minimes s'installent indiquant qu'après la période carolingienne, Mâcon s'est resserrée autour de la ville du Bas Empire ou organisée autour d'autres pôles d'attraction.

- 1 Vue aérienne du chantier à proximité
- de l'église Saint-Pierre. © Com'Air, Inrap
- 2 Relevé photographique. © Gilles Rollier, Inrap
- **3** Mise au jour d'une céramique, issue du remplissage d'un silo carolingien.

© Gilles Rollier, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

DÉPARTEMENT

AMÉNAGEUR

SCCV Mâcon

| -

L'AMÉNAGEMENT
Construction d'un parkin
souterrain dans le cadre
d'un ensemble immobilie

RESPONSABLE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES Gilles Rollier

NATURE DE

Estelle Belay, Christo Bontemps, Stéphane Brouillaud, Carole Fossurier, Yann Franz Bérangère Guégan-Gu Quentin Guérin, Johan Lecornué, Élodie Leg Noguès, Pierre Quenton, Aude Raspail, Dominique Sordoillet.

RÉCIT VIX / CÔTE-D'OR

Vix : nouvelle fouille, nouvelle découverte

Le village de Vix en Côte-d'Or connaît une renommée internationale. La tombe princière celte qui y a été retrouvée en 1953 présente en effet un intérêt exceptionnel. Une nouvelle fouille a permis aux archéologues de mieux comprendre son contexte et de contribuer à la dynamique du territoire de la communauté de communes du Pays du Châtillonnais.

La Dame de Vix inhumée vers 500 avant notre ère reposait sur un char, parée de bijoux dont un torque (collier), chef-d'œuvre d'orfèvrerie de l'époque. À ses côtés, un colossal vase de bronze, appelé « cratère », entièrement décoré. Ce trésor est présenté au Musée du Pays du Châtillonnais. De nombreuses investigations ont été menées depuis la découverte, notamment sur le mont Lassois qui surplombe le village. Mais d'août à novembre 2019, c'est le lieu même de la sépulture qui a été fouillé par l'Inrap et le laboratoire de recherche Artehis (Archéologie, Terre, Histoire, Sociétés) rattaché à l'université de Bourgogne. L'occasion pour la communauté de communes, l'Inrap et Artehis de présenter les nouvelles découvertes. Résultat : plus de 2 000 visiteurs venus de la France entière durant quatre journées portes ouvertes, un espace consacré à cette actualité au sein du musée et une augmentation de 10 % de la fréquentation de ce dernier.

Vue zénithale de la fouille. © Denis Gliksman, Inrap



De la légende à la science

Quoique spectaculaire par le mobilier extraordinaire exhumé, la fouille conduite en 1953 par René Joffroy et Maurice Moisson reste largement lacunaire. L'archéologue s'était concentré sur la tombe en elle-même, vite remblayée, mais avait négligé le tumulus, tertre monumental qui, à l'époque celtique, s'élevait à six mètres de hauteur, un véritable signal dans le paysage. Que restait-il à découvrir sur ce site emblématique ? Avec la fouille de 2019 nous avons rendu « concrète » la découverte initiale en documentant de façon plus méthodique son environnement. Dans les terres des remblais d'il y a 66 ans, nous avons retrouvé des vestiges oubliés, fibules en bronze et en fer, fragments osseux (vertèbre, dent) et surtout le seul élément de décor encore manquant sur le fameux « cratère ». Le tumulus et ses abords ont ainsi livré une manne d'informations. Ainsi, la colossale quantité de pierres nécessaire à la construction a été extraite non loin et acheminée par voie fluviale sur la Seine toute proche. Par ailleurs, un podium rectangulaire jouxtant le tumulus a pu servir de socle à deux statues découvertes à proximité du site. L'une d'elles figure-t-elle la princesse ? Notre étude participera à l'approfondissement de la connaissance de la culture celtique hallstattienne du centre-ouest de l'Europe, vers 500 avant notre ère.

Bastien Dubuis,

responsable de recherches archéologiques, Inrap

La transdisciplinarité : un enrichissement scientifique

Notre laboratoire de recherche Artehis, sous la tutelle de l'université de Bourgogne, du CNRS et du ministère de la Culture et en partenariat avec l'Inrap, auquel nous sommes associés depuis longtemps, rassemble environ 80 archéologues, historiens, historiens de l'art et spécialistes des sciences de la Terre. Il entretient des liens importants avec une centaine de partenaires du territoire. Cette diversité illustre notre vocation : les spécialistes collaborent sur des problématiques définies communément afin de faire jaillir des connaissances scientifiques enrichies par cette multidisciplinarité. Ainsi, l'opération menée à Vix est très représentative de cette démarche. Aux archéologues se sont en effet adjoints des géo-archéologues, spécialistes de la géomorphologie, qui ont déterminé la provenance et le mode de transport des matériaux d'édification du tumulus. Ils ont dégagé de la sorte une vision dynamique de sa construction. Leurs observations ont complété celles des archéologues et le rapport scientifique qui en découlera approfondira notre réflexion sur « la fabrique du paysage », l'un de nos axes de recherche. C'est particulièrement important compte tenu de la réputation internationale de Vix.

Sabine Lefebvre,

professeur d'histoire romaine, directrice de l'unité mixte de recherche 6298 Artehis

La complémentarité des acteurs est la condition du succès

Notre communauté de communes, une des plus vastes de France, se situe au confluent des départements de l'Yonne, de l'Aube et de la Haute-Marne. Pour nous, le site de Vix représente l'emblème et la fierté du territoire : les Parisiens ont leur Tour Eiffel, nous avons notre vase! Cela constitue aussi un triple atout : notoriété, tourisme et donc développement économique. Les habitants de nos 107 communes sont curieux des fouilles mais cet intérêt va bien au-delà. Nous détenons un capital à faire fructifier et le musée du Pays du Châtillonnais, dont nous sommes propriétaire et gestionnaire, en est un des piliers. Nous voulions aller plus loin et c'est pourquoi la communauté de communes a acquis il y a sept ans le terrain sur lequel a eu lieu la fouille. Nous poursuivions deux objectifs : nous assurer qu'aucun vestige n'avait été oublié durant les investigations initiales, et enrichir les connaissances et les collections du musée. Quant aux actions de valorisation, elles avaient évidemment pour but de drainer des touristes. Mais rien n'aurait été possible sans une implication commune de tous les acteurs : Drac, Artehis, Inrap – par ses archéologues et par sa communication - et bien entendu les équipes du musée qui ont fourni un énorme travail.

Jérémie Brigand,

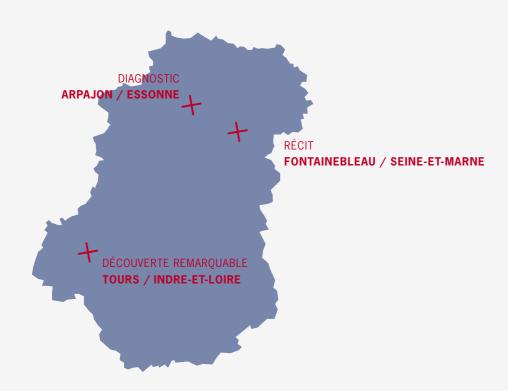
maire de Massingy et président de la communauté de communes du Pays du Châtillonnais

« Rien n'aurait été possible sans une implication commune de tous les acteurs : Drac, Artehis, Inrap et bien entendu les équipes du musée qui ont fourni un énorme travail. »

Jérémie Brigand, maire de Massingy et président de la communauté de communes du Pays du Châtillonnais



Centre – Île-de-France





DIAGNOSTIC **ESSONNE**

DÉCOUVERTE
INDRE-ET-LOIRE

RÉCIT

SEINE-ET-MARNE

Direction interrégionale **Pantin**

Directrice interrégionale

Marie-Christiane Casala

6 centres de recherches archéologiques (La Courneuve, Pantin, Croissy-Beaubourg, Chartres, Saint-Cyren-Val, Tours)

351 agents

DIAGNOSTIC

ARPAJON / ESSONNE

_

Arpajon et l'Orge, une longue histoire commune

Vincent Goustard, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« Les archéologues ont révélé les origines médiévales d'un pont franchissant l'Orge, stratégique pour les échanges entre Paris et la Loire. » À la faveur de la requalification du centre-ville, des diagnostics archéologiques éclairent l'histoire d'Arpajon, de l'Antiquité à l'Époque moderne, dont l'Orge semble un élément structurant.

Dès la Gaule romaine, la ville paraît prospère car elle constitue un point d'étape sur l'importante voie qui relie les cités de Cenabum (Orléans) et de Lutecia (Paris). Elle se situe au croisement de plusieurs voies provinciales qui convergent vers l'un des rares ponts sur l'Orge. Durant les diagnostics de 2018 et 2019, les archéologues s'intéressent particulièrement à la rive gauche de la rivière encore largement méconnue. Pour la première fois, ils identifient la voie gallo-romaine dont le tracé originel paraît d'une remarquable pérennité. Cela suggère l'existence d'un pont dès l'Antiquité dont les sources littéraires du haut Moyen Âge se font l'écho. Dans ce secteur au sud de l'Orge, les vestiges des premières occupations médiévales, des Mérovingiens à l'An Mil, faisaient défaut. Contre toute attente, de nombreuses sépultures ont été exhumées sous l'actuelle chaussée et le long de l'église; l'activité funéraire mérovingienne, matérialisée par des sarcophages de plâtre, s'est poursuivie à l'époque carolingienne. Quelques indices attestent la présence d'un édifice probablement cultuel, détruit vers les XI^e-XII^e siècles sans doute lors de travaux de reconstruction de l'église Saint-Clément par les moines bénédictins de Saint-Maur-des-Fossés qui s'implantent ici au XIe siècle. Le fossé défensif encerclant l'édifice au milieu du XVIe siècle rappelle un épisode tragique ayant fait plusieurs centaines de morts rapporté par d'anciens chroniqueurs. Plus près de la rivière, les vestiges médiévaux retrouvés – fosses, puits, murs, escalier d'accès à des caves - témoignent d'un élargissement des chaussées entre le Moyen Âge et l'Époque moderne, période durant laquelle les limites de parcelles sont réalignées et les bâtiments sur rue reconstruits. Sur le versant, les activités funéraires laissent place à une activité artisanale liée à la marne. Enfin, des plans de l'Ancien Régime représentaient un pont franchissant l'Orge dont la fonction était stratégique pour les échanges entre Paris et la Loire. Son origine restait néanmoins inconnue. En étudiant le mobilier et les méthodes constructives des vestiges retrouvés à son ancien emplacement, les archéologues ont révélé les origines médiévales de l'ouvrage. 1





Caserne Beaumont de Tours: autopsie de cimetières

Un cimetière du IXe siècle antérieur à une abbaye des XIe-XVIIIe siècles et des tombes contenant des corps mutilés du XIXe: par leurs époques comme leurs destinations, les espaces funéraires de l'ancienne caserne constituent une curieuse découverte.

Entre Loire et Cher, l'abbaye de Beaumont a été érigée en 1002 par le trésorier de celle de Saint-Martin qui attirait bien des pèlerins. Dans l'espace des jardins dévolu aux cultures, un cimetière rassemblant hommes, femmes et enfants a pourtant préexisté du IXe au Xe siècle. La diversité de cette population indique un espace funéraire destiné à des laïcs, probablement des villageois inhumés à proximité de la chapelle de Notre-Dame-des-Miracles mentionnée dans les textes. Plus étonnant encore et dans la partie opposée à la zone précédente, 69 corps dans 48 tombes, dont certaines communes, présentent des marques de mutilations : cage thoracique ouverte, crâne manquant... Ces « blessures » sont en fait le fruit de dissections effectuées par les étudiants formés dans l'école de médecine de l'hôpital Bretonneau, mitoyen. Inhumés dans des terrains à l'époque maraîchers, ces morts ont encore beaucoup à nous raconter car très peu de cimetières de ce type ont été découverts en France. Qui léguait son corps à la science ? Quelles sont les causes des décès ? Quels soins ont été prodigués ante mortem? Quelle formation anatomique les étudiants recevaient-ils? Les questions soulevées trouveront réponse... après autopsie des archives, notamment de l'hôpital. __

- 1 Sépultures en cours de fouille.
- © Philippe Blanchard, Inrap
- **2** Fouille d'une tombe double ou les individus ont été inhumés en cercueil après prélèvement

du crâne. © Philippe Blanchard, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

_

DÉPARTEMENT Indre-et-loire

AMÉNAGEUR LaSet

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT

ZAC, aménagement mixt bureaux, commerces et logements, aménagemen paysagers et seconde ligne de tramway de l'agglomération tourrangelle

RESPONSABLE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES Philippe Blanchard

SADIL lien Anglade, Jérôme quille, Adrien Boisseau, muel David, Marielle Delémont, Denis Godignon Céline Landreau, Jérôme Livet, Yann Lozahic, Amandine Trémel, Jérôme Tricoire, Inrap et Mathieu Gaultier (Service d'archéologie du département d'Indreet-Loire).

RÉCIT FONTAINEBLEAU / SEINE-ET-MARNE

Fontainebleau avant et après François ler

Le donjon atteste les origines médiévales du château de Fontainebleau. Mais quelle est l'histoire de ce monument maintes fois remanié depuis la Renaissance ? Les archéologues sont partis à la recherche des éléments manquants et ont partagé leurs découvertes.

Inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 1981 et définitivement classé au titre des Monuments historiques en 2009, le château a été fréquenté par les rois de France du Moyen Âge au Second Empire. À partir de 2016, des diagnostics ont été menés dans la cour d'Honneur, celle des Mathurins, la cour Ovale, celle de la Fontaine et dans le jardin de Diane. Les ailes des Ministres et de la Belle Cheminée, fouillées en 2019, ont révélé de nouveaux vestiges expliquant partiellement l'évolution des bâtiments. L'Inrap a valorisé cette vaste opération en créant un multimédia dédié, disponible sur son site inrap.fr et, sur place, en organisant des activités spécifiques lors des Journées nationales de l'archéologie. L'exposition photographique toujours présentée, « Le château de Fontainebleau interrogé par l'archéologie », met en lumière le passé invisible de ce célèbre monument.

Exposition sur les découvertes archéologiques. © Solène Bonleu, Inrap



Reconstituer le puzzle

Chacun peut voir à Fontainebleau le donjon carré du XIIe siècle. Mais en dehors de celui-ci, quel est l'environnement médiéval du château? En 1259, Louis IX fonda une abbave confiée aux Mathurins. Mais où se situe-telle exactement dans l'actuelle cour d'Honneur? Les questions abondent et les investigations sont nécessaires à la compréhension de l'évolution du château. Or, nous manquons de sources antérieures à François 1er et les réaménagements nombreux jusqu'au XIX^e siècle compliquent la lecture des sous-sols. Aussi, nos observations et comparaisons avec les archives postérieures à la Renaissance procèdent-elles par touches successives. Par exemple, nous avons prouvé la conformité des gravures de l'escalier construit un siècle avant celui du Fer à Cheval aujourd'hui visible, révélé les douves et pont-levis évoqués dans les textes et que Catherine de Médicis fit ériger. D'ailleurs, le pavage et les tombes retrouvés près du donjon laissent présager une forte activité médiévale à cet endroit. Cependant, malgré la découverte de sépultures probablement liées à l'abbaye, nous ne savons pas encore situer celle-ci. Et le flux de questions est loin de se tarir!

Franck Mallet, responsable de recherches archéologiques, Inrap

L'archéologie réinterroge l'histoire du monument

L' Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (Oppic) intervient en tant que maître d'ouvrage délégué dans le cadre d'une convention signée avec l'établissement public du château de Fontainebleau en 2015 pour la mise en œuvre d'un schéma directeur de rénovation réalisé en trois phases dont la première s'achève en 2020. La Drac est particulièrement attentive à ces projets à Fontainebleau compte tenu de la présence probable de vestiges sur ce site relativement méconnu du point de vue de l'archéologie. D'où la prescription d'une série de diagnostics et fouilles sur l'emprise de nos projets. Cela exige de notre part une grande anticipation pour garantir les délais y compris lorsque les découvertes en cours de chantier doivent être protégées, ce qui impose de modifier la conception du projet comme nous l'avons fait lors des travaux de modernisation de l'aile de la Belle Cheminée. Par ailleurs et afin d'être toujours plus réactifs, nous avons signé un accord-cadre avec deux opérateurs, dont l'Inrap, pour faciliter la passation des marchés de fouilles, en cas de prescription. Au-delà de cet aspect administratif, l'archéologie réinterroge l'histoire du site et nous permet de concevoir des projets qui soient bien cohérents avec cette dernière.

Stéphane Krysinski, chef de projet, Oppic

Informer et documenter

Avec 540 000 visites par an. Fontainebleau est le quatrième château le plus visité de France. Il va sans dire que les opérations archéologiques chahutent le planning des travaux de rénovation et le parcours du public doit s'adapter à leur avancement. C'est pourquoi l'information des visiteurs est capitale. Même si la matière reste ardue, l'archéologie passionne les non spécialistes et nous l'avons constaté par exemple lors de l'intervention visible sur l'escalier du Fer à Cheval durant laquelle les visiteurs s'arrêtaient, posaient des questions. Le public a également témoigné son intérêt pour le kiosque installé à l'occasion des Journées nationales de l'archéologie et les panneaux sur les palissades de chantiers. Les enseignements apportés par les observations de terrain et les études scientifiques m'apparaissent essentiels pour documenter l'histoire du monument. Nous prévoyons d'intégrer ces nouvelles connaissances à nos futures publications sur le château. Nous l'avons déjà fait cette année dans les dossiers pédagogiques destinés aux scolaires qui représentent plus de 50 000 visiteurs annuels.

Isabelle de Gourcuff, administratrice générale du château de Fontainebleau

« L'archéologie réinterroge l'histoire du site et nous permet de concevoir des projets qui soient bien cohérents avec cette dernière. »

Stéphane Krysinski, chef de projet, Oppic



Grand Est





DIAGNOSTIC
MARNE

DÉCOUVERTE
MARNE

RÉCIT **AUBE** Direction régionale

Metz

Directeur régional

Claude Gitta

4 centres de recherches
archéologiques (Reims, Ludres,
Saint-Martin-sur le-Pré, Strasbourg)

248 agents

DIAGNOSTIC

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE / MARNE

Espaces de vie et de mort aux âges des Métaux

Yves Dal Canton, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« Les archéologues ont observé une dizaine de fosses profondes qui pouvaient servir à piéger de grands herbivores, aurochs, cervidés... » En périphérie de Châlons-en-Champagne, sur un plateau dominant la vallée de la Marne, la réalisation de 288 tranchées a permis d'attester une présence humaine millénaire.

Grâce à un repérage aérien, une zone funéraire protohistorique avait déjà pu être identifiée. La découverte de sépultures n'a donc pas surpris les archéologues. Mais ils ne s'attendaient pas à une densité si importante, sur une partie de cette emprise de 20 hectares. Rares sont en effet les sites qui révèlent lors du seul diagnostic une telle concentration: 32 enclos fossoyés circulaires de monuments funéraires remontant potentiellement de 2200 à 450 avant notre ère, soit du début de l'âge du Bronze au début du second âge du Fer. Bien que divers dans leurs gabarits, ils présentent des propriétés communes aux monuments de ce type dont un fossé de délimitation. La terre excavée a été réutilisée pour former un tertre, ou tumulus, au centre de la structure, aujourd'hui disparu, marquant ainsi la présence d'un ou plusieurs défunts. En outre, un alignement de trous de poteau sur 65 mètres de long est énigmatique car trop étendu pour correspondre à un bâtiment. Il traverse en un seul point un des enclos et semble cependant délimiter la zone funéraire. Serait-il contemporain de celle-ci ? Postérieur, matérialiserait-il le souvenir de la nécropole ? Ou antérieur, la nécropole aurait-elle été adossée à celui-ci?

Non loin de là, en bordure du plateau surplombant la Marne, des concentrations de trous de poteau, distincts de la nécropole, indiquent l'existence de plusieurs bâtiments, dont de petits greniers de stockage, et des silos excavés. Mais le diagnostic à lui seul ne peut déterminer ni l'usage ni la datation exacte des occupations qui se succèdent. Le rare mobilier céramique retrouvé atteste au moins deux phases d'occupations, l'une à la fin de l'âge du Bronze, l'autre à la fin du premier âge du Fer, mais ne suffit pas encore à expliquer dans quelle mesure la nécropole fonctionnait avec les espaces de vie découverts. Enfin, sur toute la surface sondée hors celle des sépultures, les archéologues ont observé une dizaine de fosses profondes qui pouvaient servir à piéger de grands herbivores, aurochs, cervidés... Leurs profils et typologie variés laissent à penser que les derniers chasseurs-cueilleurs nomades ont chassé sur cette zone durant une longue période, du Mésolithique il y a onze mille ans, jusqu'à l'âge du Fer. Sur cet espace où cohabitent nécropole très dense, habitat et activité de chasse, une fouille mettrait en lumière l'occupation de ce territoire selon les époques sur des milliers d'années. 🔟





Les Néolithiques et leurs morts

À Saint-Memmie, dans la Marne, la découverte d'une sépulture collective enterrée, exceptionnellement bien conservée, ouvre un champ de connaissance inédit sur les pratiques funéraires du Néolithique.

La trouvaille est inédite : un hypogée – une tombe creusée dans le sol - presque complet où gisent environ 60 individus inhumés il y a environ 3 500 à 3 000 ans avant notre ère et conservés depuis lors. L'ensemble se compose d'un couloir en pente, fort étroit (on ne peut joindre les deux pieds) menant à une antichambre qui marque un passage rituel du monde des vivants à celui des morts, elle-même suivie d'un « trou d'homme », soit une petite fenêtre par laquelle transitent les corps qui sont ensuite disposés dans une petite chambre funéraire. Si l'utilisation de l'hypogée s'est étalée dans le temps, les hommes ont veillé à l'intégrité physique des défunts dont les dépouilles ont été agencées avec soin quel que soit le sexe ou l'âge (pour moitié, il s'agit d'adultes). À cette époque les Préhistoriques se sédentarisent et ensevelissent les leurs de façon collective – sans doute les membres de leur clan – et avec des méthodes qui témoignent de leur respect. Sur les 170 structures comparables connues en Champagne, seules cinq ont été fouillées selon les règles de l'art et, pour ce que l'on en connaît, ne présentaient que des fragments corporels. L'état de conservation de ces corps associé à l'utilisation de technologies pointues de recherche, tels l'ADN et les reconstitutions 3D, laissent espérer des résultats scientifiques intéressants qui feront date. ____

1 Démarrage de la fouille à Saint-Memmie apparition des premiers ossements de l'hypogée.

2 Relevés en cours durant la fouille de la deuxième couche d'ossements de la chambre funéraire. © Estelle Bénistant, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

DÉPARTEMENT

L'AMÉNAGEMENT

AMÉNAGEUR

RESPONSABLE **ARCHÉOLOGIQUES**

Desbrosse-Degobertière Boris Marie, Cécile Laure Pecqueur, Corinne

RÉCIT TROYES / AUBE

Voyage dans l'Aube d'avant notre ère

Durant deux saisons en 2018 et 2019, à Troyes, l'exposition «ArkéAube» a attiré plus de 40000 visiteurs en quête de clés de compréhension d'un territoire et de son rayonnement.

Coproduite par le Département et l'Inrap, cette exposition événement proposait une première rétrospective sur 30 années de recherches archéologiques intenses dans l'Aube. Ses concepteurs en portant un regard sur l'évolution de cette région sur une très longue durée, du Néolithique 5300 avant notre ère jusqu'à 450 avant notre ère, ont montré que l'Homme se l'était appropriée progressivement, tirant parti de son environnement pour développer ses activités. Plus de deux cents objets issus de l'archéologie préventive, de musées locaux et nationaux ont ainsi été exposés. Avec en point d'orgue, les vestiges de la tombe princière monumentale de Lavau, découverte exceptionnelle de 2015 qui exprime la richesse du territoire aubois dans la civilisation celtique du nord de l'Europe.

Vue de l'exposition, au premier plan le chaudron découvert à Lavau, après sa restauration. © Sylvain Bordier



Transmettre, simplement mais précisément

L'exposition s'est articulée autour de trois thématiques et trois salles. Elle présentait d'abord les caractéristiques naturelles du territoire propices à son développement, l'entrée dans l'histoire par la sédentarisation humaine au Néolithique, puis les premiers échanges sources de richesse à l'âge du Bronze, enfin l'opulence princière celte de Lavau au premier âge du Fer. Traversée par la Seine, l'Aube se situe en effet au carrefour de grands axes migratoires et commerciaux vers l'Atlantique et la Manche, la Méditerranée et la péninsule italique, l'Europe centrale et la Baltique. Cette position centrale favorable aux échanges, y compris culturels, explique l'essor de ce territoire. Pour chacune des périodes abordées, nous avons focalisé l'attention sur des objets retrouvés localement et susceptibles de marquer les esprits ; par exemple les cuirasses de l'âge du Bronze exhumées à Marmesse (Haute-Marne) ou encore les tout premiers vestiges restaurés de la tombe de Lavau. Si ma connaissance de l'archéologie du département où je travaille depuis 2004 est assez complète, j'ai cependant souhaité la partager avec un comité scientifique composé des meilleurs spécialistes du secteur. De cette expérience de transmission je garde en particulier le souvenir d'un exercice stimulant, bien différent de nos rapports scientifiques : écrire simplement sans édulcorer le discours.

Vincent Riquier, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Une excellente collaboration

L'idée avait germé, fin 2014, d'un événement consacré à la compréhension de l'évolution de l'Aube du Néolithique jusqu'à une époque récente, grâce à 30 ans d'archéologie préventive. Après la découverte de Lavau, nous avons décidé de nous concentrer sur une période chronologique moins longue que prévu à l'origine. Le programme se voulait large avec, outre l'exposition, des conférences, un colloque, l'accueil de scolaires et des animations, ainsi que l'édition d'un solide catalogue rédigé par les scientifiques, pour laisser une trace. Les visiteurs nous ont rapporté leur émerveillement face aux salles sur les âges du Bronze et du Fer. Nous avons pris en charge la conception générale et la logistique, dont le commissariat général que j'assurais, et l'Inrap la partie scientifique. La collaboration a été excellente, fondée sur des relations humaines de qualité et une égale motivation de partage des connaissances. J'ai notamment apprécié l'effort des archéologues pour vulgariser le fruit de leurs recherches, car, en habitués des publications scientifiques, ils sont probablement moins familiers de l'exercice que les historiens. Et le catalogue de l'exposition en a bénéficié: avec 500 exemplaires, il représente notre deuxième record de vente.

Nicolas Dohrmann,

directeur des Archives et du Patrimoine du département de l'Aube et conservateur en chef du Patrimoine

Mieux se connaître, mieux se comprendre

Arrivé à la présidence du Département alors que le projet d'exposition était déjà engagé, j'ai d'abord été perplexe, ie l'avoue. Les interventions archéologiques sont parfois mal perçues en effet, car elles retardent des aménagements, et coûtent cher. Aujourd'hui, je peux témoigner qu'« ArkéAube » a constitué une occasion unique pour les Aubois de mesurer la densité des richesses de notre territoire et d'appréhender l'archéologie autrement. De même qu'un court extrait de film ne dit rien de la qualité de l'œuvre, de même, pour le néophyte, une découverte isolée présente peu d'intérêt. En revanche, la mise en perspective des trouvailles en livre le sens parce qu'elle déroule une histoire millénaire. Dans notre société, il y a une aspiration profonde à revenir vers l'authentique et les racines. L'exposition a répondu à ce besoin. Autre motif de satisfaction : une meilleure connaissance réciproque entre le Département et l'Inrap. Sur les sujets d'aménagement, il faut aller les uns vers les autres, dans un esprit d'ouverture, prêts à accepter des concessions. Sans que quiconque cède sur l'essentiel, il est indispensable de s'écouter et de trouver des terrains d'entente. Dialoguer, c'est se comprendre.

Philippe Pichery,

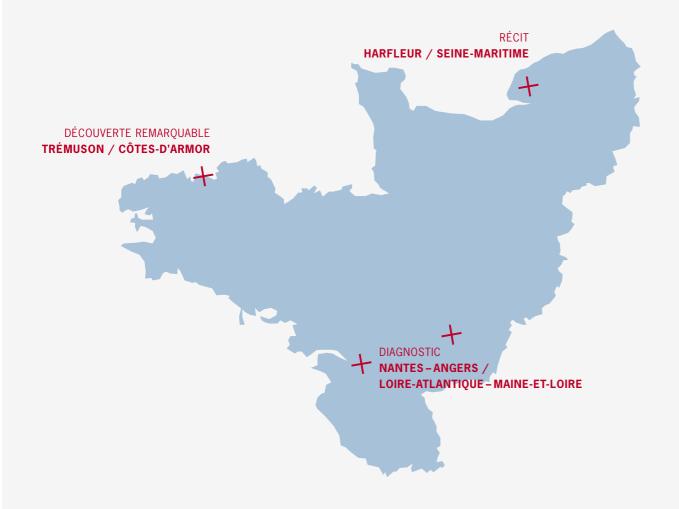
président du conseil départemental de l'Aube

« Dans notre société, il y a une aspiration profonde à revenir vers l'authentique et les racines. L'exposition a répondu à ce besoin. »

Philippe Pichery, président du conseil départemental de l'Aube



Grand Ouest





DIAGNOSTIC

LOIRE-ATLANTIQUE – MAINE-ET-LOIRE

DÉCOUVERTE CÔTES-D'ARMOR

RÉCIT

SEINE-MARITIME

Direction interrégionale **Cesson-Sévigné**

Directeur interrégional Claude Le Potier

7 centres de recherches archéologiques (Cesson-Sévigné, Bourguébus, Grand-Quevilly, Le Mans, Beaucouzé, Carquefou, Fontenay-le-Comte)

379 agents

DIAGNOSTIC

NANTES – ANGERS / LOIRE-ATLANTIQUE – MAINE-ET-LOIRE

Loire sauvage et Loire des hommes

Yann Viau,

responsable de recherches archéologiques, Inrap

« L'intervention sur les berges sablonneuses d'un fleuve réputé pour ses crues impose une organisation et des techniques inhabituelles. » Entre Nantes et Angers, la Loire va bientôt retrouver son cours naturel. Dans le passé, les hommes se sont-ils désintéressés du long fleuve capricieux ou ont-ils au contraire tenté de le dompter ? C'est la question posée par un diagnostic réalisé sur ses berges, une prouesse d'adaptation des archéologues au milieu.

Selon les directives européennes en vigueur, la Loire doit désormais s'écouler de façon naturelle. Pour ce faire, l'établissement Voies navigables de France (VNF) doit détruire les ouvrages contemporains qui régulent la navigation. S'appuyant sur une sérieuse étude documentaire, de vastes périmètres de diagnostics sur ses rives ont été définis en amont de ces opérations ; le premier, s'étendant sur 40 ha, a été investigué en 2019. L'intervention sur les berges sablonneuses d'un fleuve réputé pour ses crues impose une organisation et des techniques inhabituelles. Notamment, il faut prévoir - sans garantie d'exactitude – d'opérer en période de basses eaux, soit de mi-août à fin octobre afin d'assurer l'accès au site... et donc dans un temps contraint. Il convient aussi de garantir la sécurité des promeneurs en cadençant quotidiennement creusements, relevés d'indices et remblaiements afin que les flâneurs du soir évoluent sereinement sur un terrain plat. Pas question non plus pour les archéologues de prendre des risques en descendant en profondeur dans de petites fenêtres excavées dans du sable, instable par nature : les 400 tranchées disposées en quinconce selon un maillage régulier s'ouvraient sur 20 mètres de long (contre 300 mètres au maximum pour celles en continu) et 3 de large. Au moindre indice, le trou est élargi rapidement pour la descente dans la tranchée. Reste enfin l'interdiction de perturber des zones protégées, par exemple en période de nidification. Les résultats obtenus sont venus récompenser les efforts ainsi déployés. Nous avons pu retrouver des vestiges intéressants, en particulier des éléments de bateaux échoués et deux digues médiévales imposantes, construites sur de puissants pieux plantés dans la vase, surmontés de bois et branchages contenus dans des caissons d'argile étanches, eux-mêmes recouverts d'un grand dôme de pierres. À quoi servaient-elles? Difficile de se prononcer à ce stade, mais il pourrait s'agir d'ouvrages canalisant la navigation vers des points de contrôle où l'on récoltait l'impôt et sur lesquels venaient se greffer soit des pêcheries fixes, soit des moulins à eau. Ces découvertes démontrent que sans modifier l'environnement de la Loire comme à l'époque contemporaine, les hommes se sont adaptés à elle pour en tirer parti. D'où la question : qu'est-ce qu'un fleuve à l'état sauvage ?







Statues et seau de banquet : les marques de l'aristocratie gauloise en Bretagne

À Trémuson, commune située à quelques encablures de Saint-Brieuc, les archéologues ont découvert un grand établissement gaulois recelant un mobilier exceptionnel. Voyage dans l'aristocratie du peuple des Osismes.

Alors que l'on attendait une simple ferme, c'est une grande résidence aristocratique du peuple des Osismes, occupée du IVe au Ier siècle avant notre ère, qui a été mise au jour. Plus extraordinaire, quatre statues dont le socle taillé en pointe se fichait dans un support prévu à cet effet, ont été dégagées. Le plus remarquable de ces bustes, haut de 40,5 cm, représente la tête d'un homme portant barbe, moustache et torque (collier) au cou, à la coiffure soignée, aux traits réalistes. Contrairement aux autres objets jetés dans un puits, celui-ci a été enfoui intentionnellement, probablement dans un coffre en bois dont les archéologues ont aussi retrouvé les clous. Le dessin plus fruste des trois autres statues se focalise sur les yeux, la bouche, le nez et les oreilles. Toutes quatre semblent avoir été abritées à l'intérieur d'un bâtiment mais portent les stigmates d'un probable incendie. Que signifient-elles? Selon les archéologues, ce type de statues ne se retrouvent que dans des sites aristocratiques et traduiraient la volonté de figer dans la pierre la mémoire des ancêtres. Leur valeur tient à leur rareté : à ce jour, on en dénombre une trentaine en France. Il en est de même du petit seau de banquet en bois d'if, cerclé et décoré de volutes élégantes en bronze, retrouvé lui aussi dans le puits. L'étude ne fait que commencer.

- 1 Figure d'un aristocrate gaulois avec un torque,
- ler siècle avant notre ère. © Emmanuelle Collado, Inrap
- 2 Nettoyage d'une statue. © Stéphanie Hurtin, Inrap
- 3 Seau en bois cerclé de bronze ouvragé retrouvé au fond du puits. © Emmanuelle Collado, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

DÉPARTEMENT

AMÉNAGEUR SCI TREMU

_

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT Projet d'extension d'u plateforme multifrais

RESPONSABLE
DE RECHERCHES
ARCHÉOLOGIQUES
Stáphana Rourna

Frédéric Chandeva Agnès Cheroux, Yo Franel, Davis Gach Patrice Georges, N Gryspeirt, Claire

Delphine Mathonnat Olivier

Sophie Paranthoen, Chloé Pfister, Jean-François Royer, Philippe Boulinguiez, Vincent Pommier, Gwenaël Roy, Christophe Tardy

RÉCIT HARFLEUR / SEINE-MARITIME

Du terrain aux réseaux sociaux, une communication tous azimuts

À Harfleur, jamais fouille n'avait connu un tel retentissement. Grâce à la mobilisation conjointe de la ville et de l'Inrap, les publics ont pu découvrir les fortifications médiévales *in situ*, au travers d'un documentaire et d'une vidéo sur la chaîne YouTube.

Sur l'initiative de la commune, de nombreux Harfleurais ont visité le chantier au printemps, bénéficiant à la fois d'une contextualisation historique par la voix du responsable municipal du patrimoine et d'explications détaillées des vestiges par les archéologues qui partageaient leurs découvertes sur le système défensif de la ville. La dynamique autour de l'opération archéologique s'est poursuivie par le tournage d'un film, sélectionné au festival du film d'archéologie d'Amiens, et l'organisation d'une exposition au musée local. Dans le cadre des 10 ans des Journées nationales de l'archéologie, la youtubeuse Charlie Danger en partenariat avec l'Inrap, a réalisé une vidéo sur Harfleur diffusée sur sa chaîne spécialisée en histoire et archéologie, *La Revue des mondes* (500 000 abonnés), permettant de cibler plus spécifiquement les publics des réseaux sociaux.

Partie du rempart reconstruite à l'Époque moderne (XVIe-XVIIe siècle). Les fondations sont en blocs calcaire, tandis que l'élévation, au second plan, est en assises de silex scandées par des harpes en calcaire. © Sandrine Lalain, Inrap



La place forte d'Harfleur dans la guerre de Cent Ans

Sur un plan archéologique, la fouille a

éclairé un pan important de l'histoire de cette ville portuaire entre Seine et Manche. Et quant à l'expérience de communication, plurielle, elle était inédite! La partie de l'enceinte médiévale et moderne mise au jour montre le rôle crucial d'Harfleur durant la guerre de Cent Ans puis son déclin progressif comme place-forte iusqu'à la fin du xVIe siècle au profit du Havre, créé en 1517 sur ordre de François Ier. Au XIIIe siècle, la ville est ouverte comme l'attestent six maisons découvertes au bord d'une voie, dont au moins deux comprenaient à l'arrière des jardins débouchant sur la campagne. L'extension urbaine est stoppée à partir de 1360 par la construction de remparts liés à la menace anglaise. Une muraille s'appuyant sur un talus a été dégagée sur 80 mètres. Elle est ceinturée à l'extérieur par un fossé et complétée de tours dont l'une a été retrouvée. Les Anglais conquièrent la ville en 1415, qui ne revient au sein du royaume français qu'en 1450. La fortification est censée résister aux puissants tirs de canons qui se substituent durant cette période aux catapultes, moins précises. Cependant, les progrès de l'artillerie imposent de renforcer le système défensif : nous avons observé les restes d'un renforcement des talus internes et, au fond du fossé, les fondations d'une casemate, ouvrage fortifié avancé protégeant une tour et la base des fossés. Les remparts

continuent un temps d'être entretenus, en dépit de la création du Havre qui se substitue à Harfleur en tant que port. C'est le système défensif médiéval que Charlie Danger et son équipe voulaient illustrer avec ce chantier. J'ai trouvé le résultat très professionnel et adapté à un public de jeunes. Le ton décalé sert une bonne cause: contrecarrer les infox archéologiques et historiques!

Jean-Yves Langlois, responsable de recherches archéologiques Inrap

L'archéologie et l'histoire, ferments du « vivre ensemble »

L'archéologie tient une place importante depuis des décennies à Harfleur et nous menons des opérations programmées depuis longtemps, notamment sur le site de la Porte de Rouen. Petit à petit nous restaurons et la ville retrouve ainsi son passé glorieux. L'archéologie participe selon moi du « vivre ensemble » car les Harfleurais y trouvent un lien qui les rassemble. Les anciens nourrissent le souvenir; à nous d'entraîner les jeunes. Si les citoyens sont généralement attachés à leur ville, c'est encore plus vrai lorsque l'histoire leur donne un sentiment de continuité parce qu'elle explique le présent et trace des directions pour le futur. Il faut connaître de quoi la ville était faite pour imaginer son urbanisme à venir. Le retard d'une construction n'est rien au regard de l'importance du passé. Les témoignages archéologiques

de notre musée municipal du Prieuré illustrent notre histoire, de la Préhistoire à nos jours, et témoignent de l'importance que nous y accordons. C'est pourquoi je tenais à ce que cette fouille puisse être ouverte au public. La demande a été si forte que nous n'avons pas pu entièrement la satisfaire. Quant à moi, j'ai trouvé dans les archéologues des êtres passionnés et passionnants qui m'ont éclairée sur certains enjeux que j'ignorais. Ils m'ont en particulier appris que le remblaiement des vestiges après leur intervention ne constitue nullement une perte mais au contraire un gage de leur préservation. Je me suis beaucoup impliquée pour obtenir le label « Pays d'art et d'histoire » du Havre Seine Métropole car le patrimoine de notre territoire m'apparaît insuffisamment mis en valeur. Aujourd'hui, les prémices d'un travail sur l'archéologie le long de la Seine se font jour. Leur éclosion serait un acte politique fort auquel je crois beaucoup.

Christine Morel, maire d'Harfleur

« L'archéologie participe selon moi du vivre ensemble car les Harfleurais y trouvent un lien qui les rassemble. »

Christine Morel, maire d'Harfleur



Hautsde-France





DIAGNOSTIC
NORD

DÉCOUVERTE
SOMME

,

RÉCIT NORD Direction régionale **Glisy**

Directeur régional Pascal Depaepe

5 centres de recherches archéologiques (Villeneuve-d'Ascq, Achicourt, Glisy, Passel, Soissons)

213 agents

DIAGNOSTIC
NORD / AVESNOIS

Philippe Feray, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« Lieu de production, lieu d'utilisation votive: pour la première fois en France, une étude pourra éclairer le lien entre les deux. »

Oppidum, four artisanal, temple et ensemble carolingien: les curiosités avesnoises

Sur les contreforts des Ardennes, dans cette région rurale légèrement vallonnée qu'est l'Avesnois, les explorations archéologiques ne sont pas fréquentes. Les trouvailles carolingiennes et gallo-romaines effectuées lors d'un diagnostic ont surpris les archéologues et animé leur curiosité.

Sur 2,7 km (21 hectares) du tracé de la RN2, les archéologues espéraient bien déceler des vestiges associés à un oppidum daté du changement d'ère. En vain. Lorsqu'à 100 mètres à peine des traces attendues, un ouvrage curieux se dégage : un fossé palissadé carolingien, légèrement incurvé, comme une esquisse d'ovale, aux dimensions monumentales. Sur 85 mètres de long et 3 à 5 de large, se déploient une série d'énormes poteaux de 80 à 120 centimètres de diamètre et atteignant parfois 1,5 mètre de hauteur. Impossible dès lors d'attribuer la finalité de la construction à quelque protection contre les bêtes sauvages dans une zone rurale, comme cela a déjà été observé dans l'Oise. À priori, aucun édifice comparable n'a à ce jour été répertorié en France. La découverte interroge donc. Compte tenu de la taille, il s'agirait peut-être d'un dispositif défensif, hypothèse que permettront de vérifier de prochaines fouilles. Ainsi, deux places fortes auraient potentiellement coexisté, l'une de l'an 0, l'autre des VIIIe et IXe siècles... Mais ceci reste à prouver! Des vestiges plus anciens ont encore enrichi ce diagnostic. À l'opposé du camp carolingien, un four artisanal de potier gallo-romain de la seconde moitié du Ier siècle a été identifié. Même s'il existe peu d'exemples dans la région, la découverte ne présente pas en soi de caractère exceptionnel. Toutefois, à l'examen des rebuts de production, de petits couvercles attirent l'attention. Ils sont en tous points semblables à ceux retrouvés il y a quelques années sur l'emplacement d'un fanum, lieu de culte consacré à une divinité, situé à 4 km et seraient donc des objets d'offrandes à un ou des dieux. Lieu de production, lieu d'utilisation votive : pour la première fois en France, une étude pourra éclairer le lien entre les deux. ___







Découverte d'une « Vénus » paléolithique à Amiens

Le gisement exceptionnel de Renancourt, à Amiens, a livré à l'été 2019 une découverte d'une extrême rareté : une statuette de craie de 23000 ans.

À Renancourt, les investigations annuelles menées dans le cadre d'une fouille programmée depuis 2014 n'ont jamais démenti l'abondance des vestiges du Paléolithique supérieur ancien. En 2019, les archéologues ont mis au jour une statuette d'une extrême rareté. Elle constitue le point d'orgue d'une série de quinze, toutes retrouvées sur le même site au fil des ans. Contrairement aux précédentes, fragmentées par l'effet du gel, lors de leur fabrication ou intentionnellement, cette « Vénus » paléolithique de 23 000 ans, haute de 4 cm et taillée dans un seul bloc de craie à l'aide de silex, a été découverte entière et achevée. Elle est dite « stéatopyge » c'est-à-dire avec des attributs féminins exagérément développés, seins, ventre, fessier. Ses jambes sont ébauchées et, au-dessus de ses bras à peine esquissés, sa tête, représentée sans trait, porte une « coiffe » formée de fines incisions organisées en quadrillage. Elle a été façonnée sur place comme le suggère la présence de nombreux fragments de craie sur les lieux. Si la signification de ces figures féminines a longtemps fait débat, il semble toutefois possible d'y voir un symbole de fécondité. Celle de Renancourt fait partie de la poignée de Vénus de style gravettien découvertes en Europe et, avec les autres silex et restes d'animaux retrouvés sur le site, elle atteste la présence d'Homo sapiens à la fin de l'ère glaciaire dans le nord de la France.

- 1 Vue aérienne de la fouille 2019.
- © Clément Paris, Inrap
- 2 Fouille du niveau paléolithique.
- © Clément Paris, Inrap
- 3 La statuette gravettienne.
- © Stéphane Lancelot, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

_

RESPONSABLE
DE RECHERCHES
ARCHÉOLOGIQUES
Clément Paris

DÉPARTEMENT Somme

PROPRIÉTAIRE DU TERRAIN INSTITUTIONS
PARTENAIRES
Drac Hauts-de-France

Perre Antoine, Olivier Bignon-Lau, Sylvie Coutard, Paule Coudret, Vincent Delvigne, Emelir Deneuve, Jean-Pierre Fagnart, Caroline Font, Silvia Gardin, Nejma Goutas, David Hérisson, Lacarrière, Marine Michel, Olivier Moine, Caroline Peschaux

RÉCIT Lille / Nord

Habata vous invite dans sa maison... de deux millénaires

Vases, broche à rôtir, outils de couture... Les objets archéologiques présentés dans les expositions nous parlent... mais pas toujours. À l'université de Lille, scientifiques et scénographes ont dépassé cette difficulté.

Dès l'origine, le projet de recherche Habata, mené par une vingtaine d'archéologues de différents organismes, a souhaité servir la communauté scientifique autant que le grand public. Les différentes contributions ont permis d'associer la tenue d'un colloque international consacré à l'habitat dans la région des Haut-de-France depuis l'âge du Bronze jusqu'à La Tène ancienne (2200-250 avant notre ère), à celle d'une exposition ouverte à tous. Les scénographes et commissaires scientifiques ont rassemblé méthodiquement objets et éléments didactiques qui caractérisent l'architecture, le milieu naturel et son exploitation, la maison et l'artisanat. Mais ils ont aussi offert aux visiteurs la possibilité de devenir les hôtes des habitants d'une maison et de vivre ainsi « *in situ* » un passé millénaire. Une expérience immersive qui s'enrichira de nouveaux outils numériques avec l'itinérance de l'exposition.

Vue de l'exposition. © Yann Lorin, Inrap



L'expérience immersive : donner à vivre pour comprendre

Le visiteur doit être l'acteur de sa recherche d'informations et de ses découvertes, c'est notre conviction. Et pour cela, quoi de mieux que de coupler les explications et les artefacts présentés au dynamisme du numérique ? Il s'agit en quelque sorte « d'incarner » ces objets afin que chacun puisse en comprendre et en voir l'utilisation quotidienne. Ainsi, après avoir parcouru les espaces consacrés au milieu naturel (élevage. végétation, cultures, alimentation...) et à l'habitat, le visiteur pénètre dans une « vraie » maison, en fait une bâche sur poteaux, en chaussant un casque de réalité virtuelle. Il découvre alors, une jeune fille surveillant un chaudron sur le foyer central, une femme travaillant à un métier à tisser, l'hôte se réchauffant au feu, un homme dormant... L'expérience immersive crée une intimité avec les personnages, conduit à croiser leur regard, à évoluer dans la pièce... Les objets manipulés sont ceux qui sont présentés en vitrine: pesons, fusaïole ou navette pour le tissage, récipients de cuisine... Ainsi s'établit un dialogue entre les vestiges et la vie passée. Nous nous sommes concentrés sur des objets retrouvés dans les Hauts-de-France et puisés dans plusieurs fonds muséaux. Quant aux informations manquantes, comme les couleurs des étoffes ou l'aspect des tissus, nous les avons cherchées dans les publications relatant les découvertes dans des régions comparables. C'est donc un travail de vulgarisation certes,

mais dans le respect de la vérité scientifique. Nous avons été très soutenus par nos institutions respectives mais aussi par la Drac et la direction de la valorisation de la recherche de l'université de Lille, qui a permis que d'autres laboratoires conçoivent un autre dispositif numérique de réalité augmentée pour animer les éléments consacrés à l'architecture. À l'occasion de l'itinérance de l'exposition première étape à la Maison de l'archéologie de Dainville à partir du 19 septembre 2020 -, l'expérience s'enrichira d'holo-grammes en 3D. Un projet à nouveau passionnant qui s'annonce!

Emmanuelle Leroy-Langelin,

archéologue au département du Pas-de-Calais, et **Yann Lorin**, responsable de recherches archéologiques, Inrap, co-commissaires de l'exposition «Habata»

Faire rayonner le travail des chercheurs

L'exposition « Habata » était au cœur de nos objectifs; nous souhaitons en effet rendre visible, lisible et accessible le travail scientifique mené dans les laboratoires de l'université afin que tout le monde, sur notre territoire du Nord et du Pas-de-Calais, s'en saisisse et en mesure l'utilité. Nous allons au-devant du public pour qu'il reparte avec l'envie de raconter ce qu'il a vu, compris et appris. Ne disposant pas de lieu attitré, nos expositions gratuites se tiennent tantôt « hors les murs », tantôt

au sein d'espaces de l'université; ainsi « Habata », fruit de trois ans de travaux de chercheurs, était hébergée dans l'Espace culture du campus de la Cité scientifique de l'université. Influencés par la culture cinématographique populaire, nombreux sont ceux qui sont séduits par l'archéologie! Il nous faut développer leurs connaissances, sans les décevoir. Outre les panneaux explicatifs, nous avons mis à disposition un livret plus détaillé ainsi qu'un autre labellisé « Facile à lire et à comprendre » réalisé par des personnes en situation de handicap cognitif. Le principe consiste à ce qu'à chaque

phrase corresponde une seule idée et un pictogramme, de manière à s'adapter au public en déficience cognitive. Il s'avère que ce livret a été aussi plébiscité par les enfants et les familles! Habituellement actifs vis-à-vis des écoliers et collégiens, nous avons organisé pour eux des visites guidées par des étudiants de l'université formés à la médiation et aux thèmes de l'exposition, des ateliers de confection de tissus et poteries et des tables de jeu et de manipulation. Et bien sûr, l'immersion virtuelle dans la maison est vite devenue le clou de la visite, source d'enthousiasme et de bouche-à-oreille!

Camille De Visscher,

responsable de la médiation scientifique à la direction Valorisation de la recherche de l'université de Lille

55

« Nous souhaitons rendre visible, lisible et accessible le travail scientifique mené dans les laboratoires de l'université. »

Camille De Visscher, responsable de la médiation scientifique à la direction Valorisation de la recherche de l'université de Lille



Midi-Méditerranée





DIAGNOSTIC

HAUTE-GARONNE

DÉCOUVERTE HAUTE-CORSE

RÉCIT

BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction interrégionale

Nîmes

Directeur interrégional **Pierre Jouvencel**

8 centres de recherches archéologiques (Éguilles, Marseille, Nîmes, Villeneuve-lès-Béziers, Saint-Estève, Montauban, Saint-Orens)

361 agents

DIAGNOSTIC LÉGUEVIN / HAUTE-GARONNE Dans les marécages du pays toulousain

Éric Tranier, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« Le paysage n'a pas varié dans son organisation depuis le Paléolithique, même si, à partir du XI^e siècle, les hommes ont essayé de l'exploiter en dépit des marécages. » À Léguevin, située sur les terrasses de la Garonne à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Toulouse (Haute-Garonne), du Paléolithique jusqu'à la fin du XX^e siècle, le paysage s'est structuré autour de marécages.

Des vallons ponctués de zones humides : sur cette parcelle de 36 hectares aujourd'hui plane, le paysage n'a pas varié dans son organisation depuis le Paléolithique, même si, à partir du XIe siècle, les hommes ont essayé de l'exploiter en dépit des marécages. En témoignent les vestiges mis au jour dans quelques tranchées sur près de 700 creusées lors d'un diagnostic mené durant l'été 2019. Sur cette terrasse de la Garonne, les galets et pierres se trouvent en abondance et les populations préhistoriques en ont tiré parti. Tandis que des amas de débitage retrouvés puis remontés par les archéologues prouvent la présence humaine au cours du Paléolithique moyen (il s'achève il y a environ 35 000 ans avec l'arrivée de l'Homme moderne), les couches géologiques tourmentées de l'époque montrent que les terres se sont déplacées sous l'effet du ravinement. Les archéologues attribuent ce phénomène à la présence d'eau dans des cuvettes, premier indice de l'existence d'anciennes zones humides. L'occupation humaine s'interrompt ensuite jusqu'au Moyen Âge où la Commanderie hospitalière de Castel Nouvel s'installe à proximité (XIe siècle) et décide d'exploiter cet emplacement, en lieu et place de la forêt de Bouconne des périodes gauloise et antique. Les fossés médiévaux découverts, peut-être attribuables aux XIIe-XIIIe siècles, dessinent les parcelles de cultures qui, contrairement aux usages, s'incurvent par endroits; outre qu'ils délimitent les lopins de terre, ils drainent aussi la zone. La route qui mène de Léguevin à la Salvetat-Saint-Gilles, proche du site, ainsi que les chemins au sein de l'emprise du diagnostic épousent ces courbes destinées à contourner les marécages. La mise en valeur du terroir perdure jusqu'à l'Époque moderne et la trame de découpage reste immuable jusqu'à la fin du xx^e siècle. On note bien quelques tentatives de remblaiement ici ou là au XIX^e siècle pour niveler le terrain, mais les moyens techniques de l'époque demeurent insuffisants pour parvenir à constituer un ensemble asséché, plan et d'un seul tenant. Le paysage reste le même. Seule la mécanisation permet d'araser toute la surface afin d'obtenir, en 1980, un grand terrain plat agricole doté d'un immense réservoir de stockage d'eau de pluie. C'est sur cette zone aplanie que plus de mille logements individuels et un gymnase s'élèveront bientôt.







La tombe étrusque d'Aléria, une découverte de portée internationale

Par la richesse des vestiges et l'ampleur des moyens engagés pour les étudier, la tombe retrouvée de manière inattendue à Aléria, en Corse, apportera des connaissances inédites sur la civilisation étrusque.

Elle repose à 3 mètres de profondeur, dans une petite chambre funéraire, au bout d'un couloir de 6,5 mètres auquel on accède par un escalier. Cette femme inhumée vers 300-350 avant notre ère est étrusque et sa découverte est extrêmement prometteuse. Des fouilles anciennes, notamment sur le site voisin de Casabianda, avaient déjà révélé de nombreuses tombes de cette civilisation en Corse, colonisée à partir de 540 avant notre ère. Mais celle-ci, remarquablement conservée, mobilise nombre d'experts. La défunte, qui porte des bijoux en or, est entourée d'un cortège de mobilier de natures différentes : vases peints, cruches et autres gobelets liés au vin, miroirs de bronze et divers objets de toilette, coupelles à l'entrée de la sépulture contenant des ossements d'animaux qui évoquent un banquet funéraire. Étruscologue, anthropologue, palynologue (spécialiste de l'étude des pollens), archéologues se coordonnent pour étudier la tombe : position du corps, disposition spatiale, forme, décoration et thématique des objets, contenus des récipients... Plus de cent analyses de mobilier sont en cours. Cette étude unique par son ampleur promet des enseignements sur les pratiques funéraires étrusques, attendues par la communauté scientifique mondiale qui connaît la haute estime que les Romains portaient aux pratiques rituelles de ce peuple venu de l'actuelle Toscane.

- 1 Poteries, objets en bronze et miroir en cours d'exhumation. © Denis Glicksman, Inrap 2 Boucles d'oreilles en or serties d'un ornement
- vitreux de couleur verte. © Pascal Druelle, Inrap 3 Bague à chaton présentant un petit anima (écureuil ?) jouant avec une pelote.

© Pascal Druelle, Inrap

LE GÉNÉRIOUE

DÉPARTEMENT

AMÉNAGEUR

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT

RESPONSABLE DE RECHERCHES Laurent Vidal et Cathe Barbier-Pain, Marina Biron, Lucrèce Ecard, Philippe Vianney Forest Tosselvne

Marina-Lou Mizael, Kewin Peche-Quilichini, Pierre-Hubert Pernici, Christophe Ranché, Stéphanie Federica Sacchetti (Drac Paca), Pierre Séjalon, Florian Soulas, Thomas Terracol, Pascal Verdin

RÉCIT

MARSEILLE / BOUCHES-DU-RHÔNE

De Massalia à Marseille : histoire de la cité phocéenne

Fondée par les Grecs 600 ans avant notre ère, Marseille entretient naturellement des liens avec l'archéologie. Ses sols, peu à peu ouverts, ont révélé aux habitants des vestiges qu'ils apprennent à chérir.

1967: entre Vieux Port et Canebière, des fortifications grecques émergent de la terre à la faveur de la première fouille de sauvetage en milieu urbain menée en France. Les édifices mis au jour rendent tangible la création de Massalia par les colons grecs venus de Phocée, en Asie mineure, uniquement connue jusqu'alors par les textes. Marseille devient ainsi un des berceaux de l'archéologie préventive et les vestiges retrouvés sont sauvegardés sur le site du Port antique. Depuis les années 1960, les investigations multiples éveillent la curiosité des Marseillais. L'accord-cadre entre l'Inrap et la municipalité, via le Musée d'histoire de Marseille, marque la volonté de développer les connaissances sur la cité phocéenne et de faire découvrir leur patrimoine aux Marseillais. En 2019, l'Inrap en partenariat avec Gares & Connexions, propose une exposition photos de vestiges dans la gare Saint-Charles.

L'exposition «Il était une fois Marseille » réalisée par l'Inrap en partenariat avec Gares et Connexions a été présentée à la gare Saint-Charles à Marseille. © Denis Gliksman, Inrap



L'actualité archéologique, ferment d'intérêt des Marseillais pour leur passé

Où que l'on creuse, des vestiges émergent.

Marseille est vieille de 2600 ans et il reste tant à découvrir! Chaque année, nos opérations d'archéologie préventive, diagnostics et fouilles, dessinent peu à peu la cartographie de l'évolution chronologique de l'urbanisme. Chargés notamment du suivi des travaux de la requalification du centre-ville, nous avons particulièrement surveillé en 2019 le réaménagement du Port antique. Nous souhaitions compléter les relevés des années 1960 et vérifier que les travaux n'affectent pas les vestiges. Le site d'un hectare est le cœur de la création de la ville réunissant ses principaux monuments: porte, voie, bassin d'eau douce, mur de Crinas, fortifications, terrasse funéraire du IVe siècle avant notre ère... Cette dernière, siège de sépultures de notables, était connue pour être habillée sur deux faces de triglyphes, ornements de frise dorique en forme de cannelures verticales saillantes. Nous avons mis au jour une troisième face décorée, la mieux conservée et qui est rendue désormais visible. C'est un nouvel atout pour le Musée d'histoire de Marseille dont le Port antique représente la première salle à ciel ouvert du parcours chronologique. Je constate avec bonheur que les Marseillais s'emparent de plus en plus de leur passé grâce à l'archéologie. Ils se montrent curieux, se mobilisent et, s'il est vrai que le musée réalise

avec succès de nombreuses opérations de valorisation de nos découvertes, je suis convaincu que cet intérêt passe aussi par les relations de proximité, avec les riverains. Raison pour laquelle, dès que cela est possible, nous ouvrons nos chantiers au public!

Philippe Mellinand, responsable de recherches archéologiques, Inrap

De l'archéologie à la valorisation du patrimoine

Jusqu'en 1666 et l'agrandissement de la ville imposé par Louis xIV, l'édification de Marseille s'est faite dans l'espace contraint de la ville antique et médiévale. Les habitants démantelaient les bâtiments et réutilisaient les matériaux pour en construire de nouveaux. C'est pourquoi, contrairement à d'autres villes méridionales, peu de vestiges en élévation subsistent. À partir du XVIIe siècle, Marseille s'est donc élargie puis réaménagée en permanence. Pour les archéologues, cette histoire riche et complexe constitue un champ d'investigation très stimulant. Pour nous, cela exige d'éveiller l'intérêt des Marseillais sans pouvoir montrer d'éléments architecturaux monumentaux comme dans d'autres cités. C'est là que le partenariat avec l'Inrap prend son sens. Notre travail commun quotidien s'effectue dans une atmosphère de confiance.

Par leurs nombreuses interventions, les archéologues de l'Inrap renouvellent les découvertes et l'actualité archéologique de la ville; nous nous appuyons sur cela pour attirer l'attention des Marseillais sur les traces de leur passé, depuis la Préhistoire jusqu'à l'Époque contemporaine, par une politique de médiatisation et de médiation dynamique. Je prends un exemple: pour les Journées nationales de l'archéologie en juin 2019, nous avons proposé un vaste « Village de l'archéologie » avec stands d'infor-mation sur les métiers et spécialités, animations costumées, ateliers pour les enfants, mais aussi ouverture de nombreux lieux culturels en relais, dans toute la ville (sites archéo-logiques, musées, bibliothèques ou visites thématiques de monuments emblématiques comme le Château d'If). Malgré la concurrence avec de nombreux événements à cette période de l'année, nous avons accueilli 12 000 visiteurs. Cette belle performance démontre l'intérêt vif et croissant des Marseillais pour le patrimoine enfoui de leur ville. Cela nous donne également de la légitimité pour proposer aux élus d'autres actions de valorisation. Ainsi le point d'orgue de 2019 restera la requalification du site du Port antique, témoin de l'histoire de l'archéologie, des années 1960 à aujourd'hui.

Catherine Dureuil,

conseillère culturelle en charge de la valorisation du patrimoine, direction de l'action culturelle de la Ville de Marseille

61

« Par leurs nombreuses interventions, les archéologues de l'Inrap renouvellent les découvertes et l'actualité archéologique de la ville ; nous nous appuyons sur cela pour attirer l'attention des Marseillais sur les traces de leur passé. »

Catherine Dureuil, conseillère culturelle en charge de la valorisation du patrimoine, direction de l'action culturelle de la Ville de Marseille



Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

DIAGNOSTIC KOUROU / GUYANE

MARIPASOULA / GUYANE



GUYANE

DÉCOUVERTE

CREUSE

RÉCIT

GUYANE

DIAGNOSTIC

Bègles

Directeur interrégional

David Buchet

6 centres de recherches
archéologiques (Poitiers, Limoges,
Campagne, Bègles, Cayenne,
Gourbeyre)

220 agents

Direction interrégionale

DÉCOUVERTE REMARQUABLE

LA SOUTERRAINE / CREUSE

DIAGNOSTIC
MARIPASOULA / GUYANE

Sur les traces des Amérindiens au cœur de la forêt amazonienne

Mickaël Mestre, responsable de recherches archéologiques, Inrap

« L'organisation de cette opération très particulière demande doigté et sens de l'adaptation, ce à quoi les archéologues de l'Inrap sont aguerris. » Difficile d'imaginer des archéologues sur des pirogues ou armés de machettes et progressant à pied dans la forêt tropicale guyanaise. Pourtant, c'est en s'adaptant ainsi qu'ils explorent ce territoire afin de découvrir des indices de la civilisation précolombienne.

Maripasoula, commune limitrophe du Surinam, n'est accessible qu'en pirogue ou en avion. Un barrage hydroélectrique sera bientôt construit sur la rivière Grand Inini pour accompagner sa croissance démographique. Le diagnostic, réalisé préalablement à cet aménagement, a nécessité une logistique lourde adaptée au milieu amazonien pour pouvoir peut-être découvrir des vestiges précolombiens dans une zone encore peu documentée. Il y a trois ans, la première phase de prospection, sur le tracé d'une piste à venir, s'est faite à pied dans la forêt, et a permis de trouver, dans les buttes de déracinement des arbres, des fragments de céramiques amérindiennes. En 2019, c'est le site du futur barrage, Saut Sonnelle, qui a été sondé. La pelle mécanique s'est frayée une voie dans la forêt pendant cinq jours pour y parvenir, le matériel topographique a souffert d'une tempête, l'accès quotidien au site s'est effectué en pirogue... L'organisation de cette opération très particulière demande doigté et sens de l'adaptation, ce à quoi les archéologues de l'Inrap sont aguerris. Comme souvent sur les sauts, petites cascades naturelles, ils ont observé, sur les rochers, des polissoirs amérindiens portant des traces de polissages de haches en pierre, qui sont autant de signes d'une occupation humaine et de la présence de vestiges potentiellement plus riches. Les sondages concentrés à l'aplomb de ces traces visibles à l'œil nu ont mis au jour un atelier de débitage du quartz du v^e siècle de notre ère, une trouvaille rare mais dont on ne saurait déterminer l'usage de la production car il n'existe pas d'écrit pour cette période: râpes à manioc, pointes de flèche, autres outils ? Un peu plus profondément, un dépotoir amérindien de la même époque a été révélé contenant des fragments d'objets domestiques et des charbons de bois. Ces bols, jattes et autres bassines présentent les mêmes caractéristiques que celles des céramiques trouvées lors de précédentes fouilles à proximité, sur la zone montagneuse de Yaou. Ces concordances chronologiques et morphologiques intéressent les archéologues qui y voient le signe d'une occupation précolombienne importante aux alentours de Maripasoula. Au total, outre les polissoirs de Saut Sonnelle, sept autres sites ou indices de vestiges ont été découverts, une densité qui prouve la richesse archéologique de cette zone et a justifié la prescription de fouilles à venir.





Ruralité médiévale de la Creuse

Un entrelacs de galeries souterraines, une zone d'habitat, des aires de stockage : l'association de ces trois types de vestiges à La Souterraine donne une belle et rare occasion d'étudier une occupation rurale médiévale complète.

Les archéologues ont d'abord révélé deux souterrains du xe siècle, des réseaux sinueux de cinq galeries s'étendant sur 400 m². Le plus remarquable est constitué de deux ramifications, creusées à 1,5 mètre de profondeur, dont l'une plonge brutalement pour rejoindre ensuite la première, formant ainsi une sorte de 8. S'il est doté de niches pour des lampes à huile, sa faible hauteur de plafond laisse à peine le passage pour un homme courbé. Quel est son usage ? Difficile de se prononcer à ce stade : trop petit et dépourvu d'aménagement, il ne pourrait servir de refuge au-delà de quelques heures. Le stockage de grain paraît envisageable mais en faible quantité, à peine quelques sacs. Cette fonction interroge d'autant plus qu'il communique avec un bâtiment en dur en surface. Un second bâtiment semi-enterré, ayant servi de cave et de support à une habitation en bois abritait des silos. Le deuxième souterrain n'a pu être observé que partiellement. Quatre aires de stockage ont été aussi retrouvées sur le site, composées de nombreux silos de conservation des récoltes à des fins de consommation ou de réensemencement. Chacun de ces trois ensembles est délimité et pourtant leur fonctionnement semble lié. Reste à savoir comment. C'est tout l'objet de l'importante étude scientifique qui débute.

1 Vue vers l'ouest d'un des deux souterrains avec bâtiment de surface associé. © S. Guillin, Inrap

2 Silos. © J. Antenni-Teillon, Inrap

LE GÉNÉRIQUE

DÉPARTEMENT

AMÉNAGEUR

communes Monts et Vallées Ouest Creuse

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT

RESPONSABLE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES

Jonathan Antenni Teillon.

Laurent Bernard, Béatrice Boret David Cabanes Manon Desvignes, Marie Marie-Hélène Jamois

eguin, Farid Sellami,

RÉCIT Kourou / Guyane

Le « Patrimoine archéologique précolombien et amérindien » exposé au Centre spatial guyanais

Le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Inrap, avec le soutien de la direction Culture, Jeunesse et sport de Guyane, ont coproduit une exposition exceptionnelle mettant en lumière les découvertes de l'archéologie préventive sur le site spatial de Kourou.

L'exposition a été conçue comme un parcours remontant le temps, depuis le XIX^e siècle jusqu'à 6 000 ans avant notre ère. Elle sauvegarde et valorise un patrimoine précolombien et amérindien précieux, expliquant l'évolution d'un territoire, des Hommes qui l'ont occupé et des relations entre les civilisations amérindiennes et européennes. Le Grand conseil des peuples amérindiens, qui en a eu la primeur en août 2019 avant l'ouverture au public en septembre, a apprécié ce lieu rare d'évocation chronologique de son histoire et les questions lors des visites guidées témoignent de l'appétence des visiteurs. Tous les acteurs du projet, dont le Centre spatial guyanais (CSG), son initiateur et Cap Sciences en charge de la conception et de la scénographie, ont travaillé en équipe pendant trois ans pour faire naître cette exposition permanente qui éclaire les enjeux citoyens de l'archéologie*.

1 et 2 Visite du Grand conseil coutumier de Guyane. © CNES

^{*} Que soient ici remerciés pour leur implication dans la mise en œuvre de ce projet : Nathalie Chevalier (Inrap/Cap Sciences), Frédéric Barreau (Cap Sciences), Lynda Obydol (CSG), Marina Biron (Inrap), Lydie Joanny (DAC Guyane).





Des trouvailles au nécessaire partage

Lors de la dernière fouille préventive menée au CSG, nous avons observé trois niveaux d'occupation. Le plus récent (XVIIe-XVIIIe siècles), un village amérindien, témoigne des premières relations entre Amérindiens et colons européens, avec des objets propres à chacune des cultures utilisés pour les échanges (monnaies, perles de verre coloré...). Un collier de perles de coquillage a été retrouvé dans une sépulture, le second connu en Guyane. Dans un deuxième niveau, plus difficile à déchiffrer, nous avons identifié un habitat sédentaire (IIe-Ier siècles avant notre ère) et des signes d'occupations successives de populations nomades et semi-nomades du Néoindien ancien (entre 1500 et 750 avant notre ère). Enfin, nous avons découvert des vestiges de 3 000 ans avant notre ère (Mésoindien récent), et notamment des amas de blocs ou de galets de quartz certains ressemblent à des foyers - ainsi qu'un demi-disque de granit portant des résidus de cuisson, probablement une plaque à cuire, ancêtre la plus éloignée de celles encore utilisées aujourd'hui. Cette fouille est importante parce qu'elle éclaire d'un jour nouveau les datations effectuées sur nos opérations antérieures sur la base du CSG... et parce qu'elle a déclenché le projet de cette exposition qui était un travail enthousiasmant et nécessaire pour le patrimoine local.

Sandrine Delpech, responsable de recherches archéologiques

Mettre les découvertes en perspective

Les investigations sur le vaste domaine du centre spatial de Kourou ont débuté en 2004 et se sont concentrées sur la zone sublittorale préalablement à l'édification des pas de tir de Soyouz et d'Ariane 6. L'intérêt ne réside pas dans telle ou telle opération mais dans la mise en perspective de la multiplicité des découvertes, des observations et des études scientifiques. Et de ce point de vue, le bilan est très positif car nous disposons désormais d'une vision, certes toujours améliorable, mais relativement bonne de l'occupation de ce territoire sur une longue période, d'environ 3800 avant notre ère jusqu'à la période de colonisation européenne. Cette exposition en est le reflet. Sa réalisation est le fruit d'un travail d'équipe dont le résultat est accessible à un public de néophytes très demandeur et esthétiquement tout à fait réussi. Indirectement, elle révèle aussi l'engagement et l'investissement des acteurs de l'archéologie de Guyane qui, à des degrés divers et au fil des investigations, sont tous intervenus sur le site du CSG.

Matthieu Hildebrand,

ingénieur-archéologue, service de l'Archéologie de Guyane, direction Culture, Jeunesse et Sport

S'ouvrir à d'autres horizons

Le CSG est un emblème de technologie certes, mais les découvertes archéologiques établissent un pont entre un passé millénaire et le futur parce qu'elles révèlent une humanité toujours nourrie des mêmes ambitions : aller plus loin, évoluer, explorer. Nous sommes dépositaires et témoins d'un héritage que les salariés du CGS euxmêmes ont voulu partager par ce projet de valorisation. La direction les a suivis dans cette voie car nous considérons que cette exposition participe de notre ancrage dans le territoire guyanais et dans son histoire. Le centre spatial est le deuxième site le plus visité de Guyane, accueillant 20000 personnes par an et notamment les scolaires. Malgré l'accès réglementé et complexe au lieu même de l'exposition, nous avons eu 600 visiteurs en six mois, et nous amplifierons ce mouvement en organisant les transports pour les enfants, y compris depuis les régions du fleuve, en pirogue et en autobus ; d'ailleurs, lorsque nous aurons rénové le musée de l'espace, l'exposition y trouvera sa place. J'estime en outre le mélange culturel entre les ingénieurs du CSG et les archéologues de l'Inrap enrichissant car il fait sortir de l'entre-soi et affûte ainsi les intelligences respectives. Je crois que ces deux mondes ont beaucoup à se dire et par exemple, le spatial pourrait aider à repérer de vastes sites archéologiques.

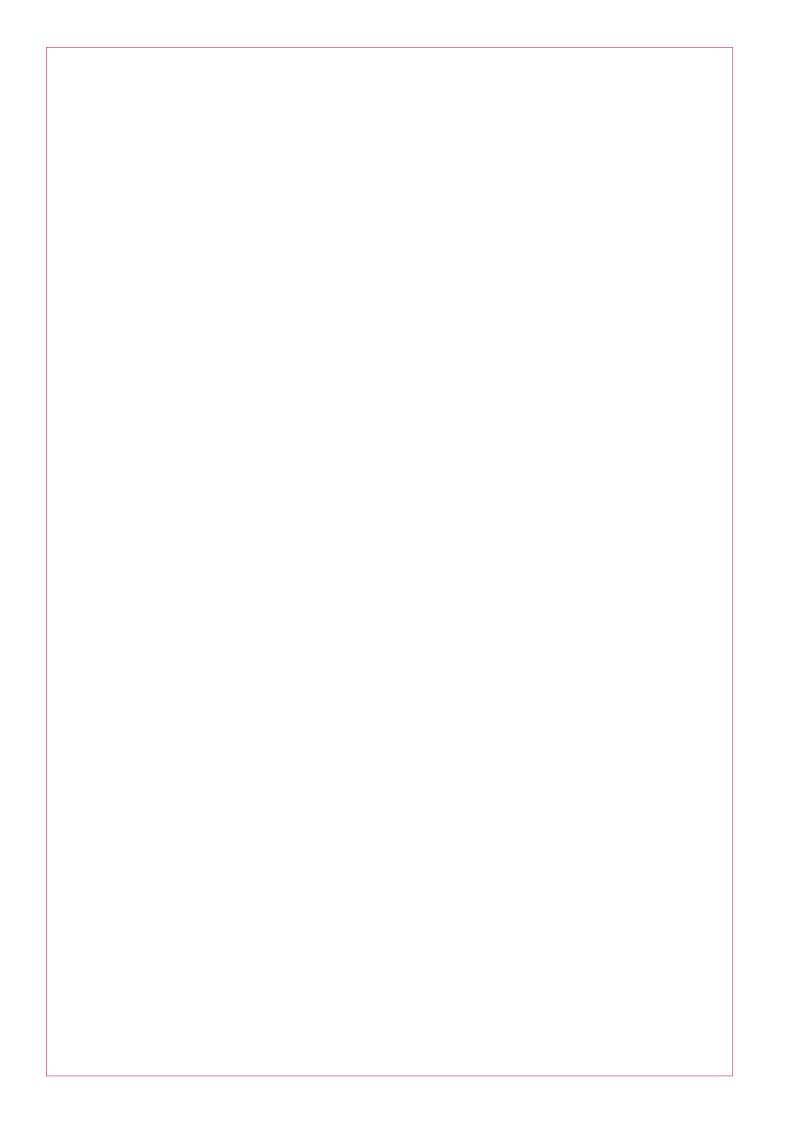
Marie-Anne Clair, directrice du Centre spatial guyanais

« Je crois que ces deux mondes ont beaucoup à se dire et, par exemple, le spatial pourrait aider à repérer de vastes sites archéologiques. »

Marie-Anne Clair, directrice du Centre spatial guyanais







Le contrat d'objectifs et de performance 2019-2022

2019 est la première année de mise en œuvre du nouveau contrat d'objectifs et de performance conclu entre l'Inrap et ses ministères de tutelle pour une durée de 4 ans. Sur ce premier exercice, les indicateurs du contrat sont atteints à plus de 90%.

La trajectoire définie par le contrat d'objectifs et de performance 2019-2022 s'oriente autour de quatre axes stratégiques:

1 conforter et amplifier la contribution de l'Inrap au service public de l'archéologie préventive;

2 Conforter la place de l'Inrap dans l'environnement de la recherche archéologique nationale et internationale;
3 Contribuer au développement durable des territoires en partenariat avec les parties prenantes externes;
4 Permettre à l'Inrap d'assurer pleinement ses missions dans un cadre opérationnel, social et économique durablement stabilisé.

Ces axes stratégiques sont déclinés en 22 objectifs et 23 indicateurs associés.

Le rapport de performance 2019, qui rend compte de la première année d'exécution du contrat, indique que l'Inrap atteint plus de 90 % des cibles fixées.

L'Inrap acteur fiable du service public de l'archéologie préventive

Les résultats obtenus témoignent de l'implication de l'Institut dans une collaboration étroite avec les autres acteurs de la politique publique d'archéologie préventive que sont les services de l'État et les collectivités territoriales. S'agissant de ses missions et de leur exercice, l'Inrap démontre sa capacité à réaliser un nombre élevé de diagnostics terrestres en phase terrain (1786), tout en maintenant un rythme très soutenu de production des rapports associés (1948), et en continuant d'améliorer ses délais d'intervention et de maîtriser ses coûts. Concernant les fouilles, l'Institut maîtrise les délais impartis à la remise des rapports (taux de remise de 87 %, supérieur à la cible), tout en maintenant un haut niveau de qualité scientifique (taux d'avis favorables rendus par les commissions territoriales de la recherche archéologiques de plus de 92 %).

L'Inrap, acteur majeur de la recherche archéologique

L'Institut remplit et dépasse les objectifs définis sur les différents volets de son activité de recherche : il maintient un niveau élevé de participation de ses agents aux activités des unités mixtes de recherche (UMR) avec lequel il est conventionné (en moyenne plus de 20 agents Inrap par UMR), de publication (1,2 publication par agent) et son implication dans l'espace européen de la recherche (engagement dans quatre projets au titre de l'année 2019). Parallèlement, l'Inrap s'investit pleinement dans la démarche de diffusion et d'ouverture des données primaires et secondaires de la recherche.

L'Inrap, impliqué et responsable, aux côtés des territoires et de ses partenaires

Établissement public à la responsabilité sociétale affirmée, l'Inrap a consolidé, en 2019, ses relations partenariales avec les organismes représentatifs des aménageurs et les collectivités territoriales. C'est à l'échelle des territoires que cette implication apparaît la plus visible, avec, notamment, 90 conventions de partenariat culturel actives avec les collectivités et plus de 1600 manifestations organisées à l'occasion de la 10^e édition des Journées nationales de l'archéologie. Parallèlement, l'Institut demeure pleinement engagé dans les actions d'éducation artistique et culturelle, avec plus de 153 000 jeunes de moins de 18 ans sensibilisé à l'archéologie au cours de l'année.

L'Inrap, mobilisé pour consolider et améliorer son modèle économique et social

L'Institut a maîtrisé l'évolution de ses charges fixes (en les maintenant en deçà de la cible déterminée pour 2019), adapte sa structure d'emploi, et conduit des chantiers de modernisation importants concernant les systèmes d'information. Plusieurs indicateurs rendent, parallèlement, compte de l'attention portée à la préservation du capital humain de l'Institut : le maintien d'une trajectoire basse concernant les accidents de travail (taux de fréquence et gravité), l'atteinte de l'objectif annuel de formation des agents permanents (plus de 50 %), ou encore, au titre de la qualité des relations de travail, le dépassement de la cible concernant le taux de réalisation des entretiens annuels. \bot

La politique partenariale

Afin de mener et développer ses missions, l'Inrap s'appuie sur des partenariats avec différents acteurs publics et privés, nationaux et territoriaux.

Les collectivités territoriales

En 2019, l'Inrap a collaboré avec

différentes collectivités territoriales (départements, communes, agglomérations, métropoles) dotées de services archéologiques, autour de deux axes principaux : la réalisation conjointe d'opérations d'archéologie préventive (une vingtaine d'opérations de fouilles ont été conduites dans ce cadre) et la conduite de projets communs de recherche (une trentaine au total comprenant la réalisation de fouilles programmées). Ces collaborations s'appuient notamment (sans que cela soit un préalable nécessaire) sur la conclusion de conventions-cadres, actuellement au nombre de 17. Plus globalement, les collectivités territoriales constituent les premiers partenaires de l'Inrap dans la conduite de ses missions de diffusion et de développement culturel (56 conventions en cours conclues dans ce domaine). Les coopérations mises en œuvre portent, notamment, sur la coproduction d'expositions. Parmi les différents projets dans lesquels s'est ainsi impliqué l'Institut en 2019, on peut notamment citer: «Les enfants de la Renaissance » au Château de Blois, « On n'a rien inventé (produits, commerce et gastronomie dans l'Antiquité) » au musée d'histoire de Marseille, ou encore « Prenez soin de vous (archéologie du soin et de la santé) » au Chronographe de Rezé (Nantes Métropole).

Les institutions culturelles nationales

L'Inrap a poursuivi son partenariat avec le Musée du Louvre, en participant notamment à la programmation de sa saison « Archéologie ».

La collaboration régulière avec le Muséum national d'Histoire naturelle s'est, quant à elle, poursuivie par

l'accueil de l'exposition « Tromelin, l'île des esclaves oubliés » et de l'Archéocapsule « Archéologie de l'esclavage colonial » au Musée de l'Homme et une première présentation en région (à Montpellier, médiathèque départementale Pierrevives) de « Néandertal, l'expo ». Coproduite avec Universcience, l'exposition « Quoi de neuf au Moyen Âge ? Tout ce que l'archéologie nous révèle», a poursuivi son itinérance au musée du Pont du Gard, puis à l'abbaye de Tournus. Ces étapes ont donné lieu à un enrichissement de l'exposition par des données archéologiques et des collections locales. Enfin, la 10^e édition des Journées nationales de l'archéologie 2019 a été l'occasion de coproduire un Village de l'archéologie avec le Musée d'archéologie nationale domaine de Saint-Germain-en-Laye.

Les aménageurs et leurs représentations professionnelles

L'Inrap a établi des partenariats avec les principales organisations représentatives des aménageurs : Fédération des Entreprises publiques locales, Union Nationale des Aménageurs (UNAM), Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI), Les Constructeurs et Aménageurs de la Fédération Française du Bâtiment (LCA-FFB), Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de construction (UNICEM), Union Nationale des Producteurs de Granulats (UNPG), Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP). Parallèlement, l'Institut coopère avec les associations représentatives des collectivités territoriales, considérées en tant qu'aménageurs publics. En 2019, l'Institut a renouvelé et renforcé son dispositif d'information et de communication de l'Inrap en direction des aménageurs, avec l'édition

d'un nouveau « guide pratique de l'aménageur », l'ouverture d'un nouvel espace numérique dédié aux aménageurs amenageurs.inrap.fr et la mise en place d'un format de réunions d'information permettant de présenter le dispositif d'archéologie préventive et d'échanger sur les bonnes pratiques mutuelles liées à sa mise œuvre. Plusieurs aménageurs ont poursuivi, en 2019, leur soutien en faveur des actions de développement culturel et de diffusion des connaissances portées par l'Institut. C'est ainsi que l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) et l'Union nationale des producteurs de granulats (UNPG) ont permis l'édition d'un atlas numérique dédié à l'archéologie des carrières. De son côté, Bouygues Travaux Publics, s'est engagé dans la coproduction d'une Archéocapsule (exposition légère) sur l'aménagement du territoire.

Les organismes de recherche

En 2019, l'Inrap et le CNRS ont renouvelé l'accord-cadre qui définit leur collaboration pour cinq ans. Avec 468 agents membres des 22 unités mixtes de recherche (UMR) partenaires, dont 37 investis dans leur coordination, l'Inrap intervient activement dans la vie de ces laboratoires, dont il alimente les perspectives de recherche, grâce à des corpus de données renouvelés. L'apport des chercheurs de l'Inrap se traduit aussi par leur implication dans des projets de recherche transversaux aux échelles nationale et internationale, organisés sous la forme de groupements de recherche (GDR Bioarchéodat, Silex...), groupements d'intérêt scientifique (GIS Irista), laboratoires d'excellence (Labex Archimède) ou de programmes financés par l'Agence nationale de la recherche (ANR Néoarabia, Introspect, Ancestra...). Dans le contexte de la réflexion autour de la

« science ouverte », l'Inrap est actif au sein des groupes de recherche nés au cours des dernières années pour répondre aux besoins de la communauté scientifique en matière de conservation et de diffusion des données numériques : le consortium COUPERIN et, au sein de la Très grande infrastructure de recherche (TGIR) HUMA-NUM, les consortia « Mémoires des archéologues et des sites archéologiques » et « 3D-Sciences humaines et sociales ». L'Institut intervient également dans

le développement d'une infrastructure européenne de partage des données archéologiques numériques, réalisée grâce au soutien de la Commission européenne dans le cadre du projet Ariadne Plus (Advanced Research Infrastructure for Archaeological Dataset Networking in Europe 2019-2022), dirigé par l'université de Florence. Enfin, des collaborations fructueuses en matière de recherche et de formation ont été poursuivies dans le cadre des activités archéologiques programmées, réalisées en France et à l'étranger, en lien avec des établissements à vocation patrimoniale (Musée du Louvre) ou de recherche (Institut français d'archéologie orientale, Institut français du Proche Orient).



Le bilan de l'activité

Avec 238 153
journées de travail,
l'Inrap augmente
de 2,32% son activité
par rapport à 2018,
soit 5 394 journées
supplémentaires,
imputables principalement à l'activité
de diagnostics.

Si l'activité du secteur concurrentiel atteint un niveau très proche de celui l'année précédente (-0,36 %), celle du secteur non concurrentiel progresse sensiblement, avec 5 874 journées de travail supplémentaires) dont 5 698 journées de travail au titre des diagnostics, soit +8 % par rapport à 2018. Cette évolution fait évoluer la répartition entre les activités de diagnostics et de fouilles qui passe de 34,9 % et 65,1 % pour 2018, à 36,82 % et 63,18 % en 2019.

Diagnostics

75 716 journées de travail ont été consacrées aux diagnostics, en hausse de près de 5 700 journées par rapport à 2018. Cette augmentation globale de l'activité a notamment été marquée pour la direction Centre-Île-de-France.

Fouilles

L'année 2019 se clôture sur un niveau d'activité de **129916** journées de travail, équivalent à celui constaté en 2018 à périmètre constant.

Pour mémoire, après une chute de plus de 35 % entre 2012 et 2017, l'activité de fouilles avait progressé de plus de 6 % entre 2017 et 2018.

Recherche

En 2019, **21 280** journées de travail ont été mobilisées au titre de l'activité recherche. Cette activité se décline en projets d'action scientifique (PAS) en France (20 437 journées de travail), actions de recherche à l'international (570 journées de travail) et fouilles programmées (273 journées de travail).

Conseil, expertise, formation

L'activité expertise a atteint **3500** journées de travail en 2019, soit une hausse de 4,26 % par rapport à 2018. Elle comprend des opérations menées en France (3 339 journées) et à l'étranger (162 journées).

Valorisation

Au total, **4031** journées de travail ont été consacrées à des actions de valorisation et de communication. Ces actions ont permis de toucher un public en hausse par rapport à 2018. En effet, près de 2,4 million de visiteurs ont participé à une opération en présentiel organisée par l'Inrap.

Gestion des vestiges et de la documentation archéologique dévolus à l'État

Les expérimentations au sein des centres de conservation et d'étude (CCE) de l'État, engagées en 2017 à la demande du ministère de la Culture, se sont poursuivies tout au long de l'année 2019. Dans ce cadre, les équipes de l'Inrap se sont investies aux côtés des agents de l'État dans la gestion et le fonctionnement des CCE de Toulouse, Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Poitiers, Nîmes, Orléans et Saint-Denis de La Réunion. Par ailleurs l'Inrap s'est impliqué dans les opérations de transfert d'ensembles mobiliers, préalablement à la création d'un futur CCE pour le département de la Sarthe. Au total, 2855 journées de travail ont été dédiées (2673 en 2018) aux travaux au sein des CCE.

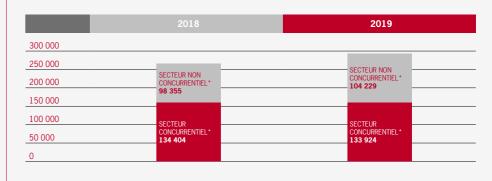


Le bilan de l'activité en journées de travail

	RÉALISÉ 2018	RÉALISÉ 2019
Diagnostics Loi 2001	264	155
Diagnostics Loi 2003	70 018	75 716
Fouilles Loi 2001	348	192
Fouilles programmées	346	273
Recherche	20 682	21 007
Valorisation	4 025	4 031
Conservation patrimoine	2 673	2 855
AFAN	430	507
Fouilles Loi 2003*	130 616	129 916
Conseil, expertise, formation	3 358	3 501
Total activité	232 759	238 153
Total secteur concurrentiel	134 404	133 924
Total secteur non concurrentiel	98 355	104 229
Total	232 759	238 153

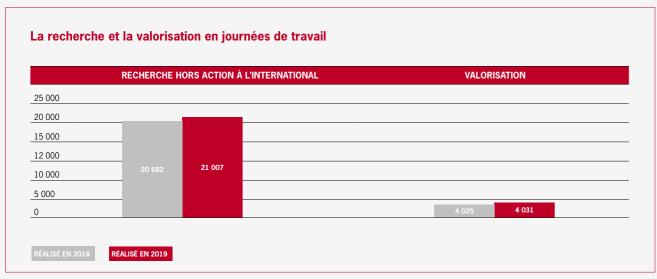
^{*} Fouilles hors gestionnaires de collections pour 2018 et 2019

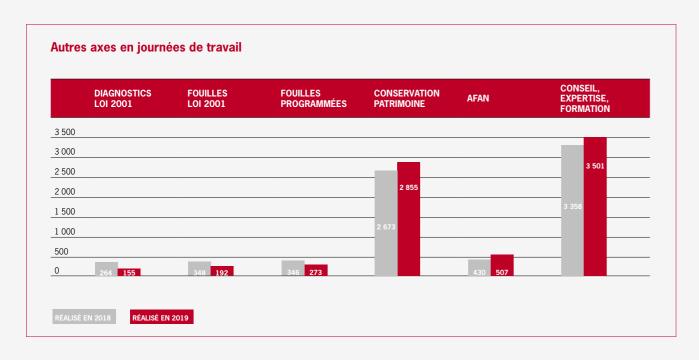
Le bilan de l'activité en journées de travail



^{*} Secteur concurrentiel : fouilles 2003 hors gestionnaires de collection pour 2018 et 2019, Afan, conseil expertise formation
* Secteur non concurrentiel : diagnostics 2003, fouilles et diagnostics 2001, fouilles programmées, recherche, valorisation, conservation vestiges







Les diagnostics

Avec 1788
opérations de terrain
achevées au cours
de l'année et 1951
rapports rendus,
l'activité de diagnostic
est demeurée soutenue
en 2019.

Des prescriptions de diagnostics terrestres qui continuent de progresser

L'année 2019 a été marquée par une nouvelle hausse (2820, soit + 6,5% par rapport à 2018) des prescriptions émises par les services de l'État et attribuées à l'Inrap, prolongeant ainsi la tendance observée depuis 2017. La surface totale prescrite (hors subaquatiques et sous-marins) augmente significativement de 14 % (de 7837 ha en 2018 à 8904 en 2019), avec une évolution régionale néanmoins hétérogène : progression très importante pour Grand Ouest Go (84 %, et jusqu'à 165 % pour les Pays de la Loire), mais diminution pour Auvergne-Rhône-Alpes ARA (-12 %) et les départements et régions d'outremer DROM (62%). Pour ces derniers, la surface totale prescrite a chuté de 742 ha, à 280 ha, en decà des 306 ha prescrits en 2017.

Des réalisations terrestres qui varient sur les territoires

Si le nombre global d'opérations de diagnostic dont les phase terrain ont été achevées au cours de l'année est en baisse (avec 1788 contre 1932) par rapport à 2018, une croissance importante est enregistrée en Centre-Île-de-France CIF (+ 28 %). La taille moyenne des opérations réalisées reste comparable à 2018. Elle est de 2,70 ha en 2019 quand elle était de 2,68 ha en 2018 et de 3,07 ha en 2017, sachant que l'Inrap n'a pas pris en charge de diagnostics liés à des «grands travaux » au cours de l'année. Le nombre d'opérations de diagnostic (40) réalisées dans les DROM est comparable à celui de 2018. Toutefois, les surfaces moyennes traitées apparaissent plus importantes (3,86 ha en 2019, contre 2,18 ha en 2018 et 1,82 ha en 2017). Au total, 1 948 rapports de diagnostics

ont été remis aux services de l'État : globalement l'Institut a été, à nouveau en 2019, en mesure de garantir un rythme de restitution des données supérieur au nombre d'opérations réalisées sur le terrain.

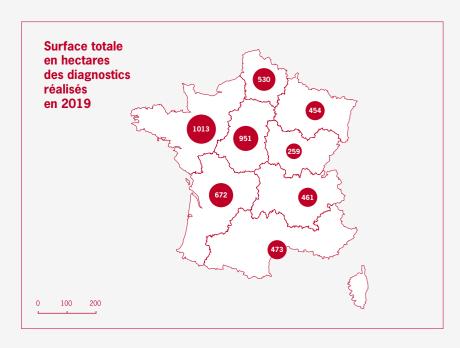
L'activité géophysique

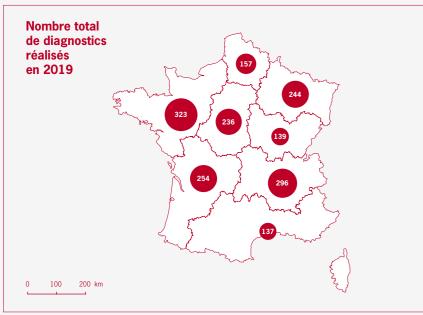
En 2019, les géophysiciens de l'Inrap sont intervenus dans 6 diagnostics (82 journées de travail). Il s'agissait principalement d'appliquer ces méthodes pour la recherche de vestiges archéologiques dans des contextes où la réalisation de tranchées à la pelle mécanique s'avérait complexe (milieu urbain notamment). La réalisation d'études géophysiques dans le but de préciser le contexte géomorphologique sur de grandes surfaces a également fait partie des problématiques auxquelles a pu répondre la cellule géophysique de l'Institut.

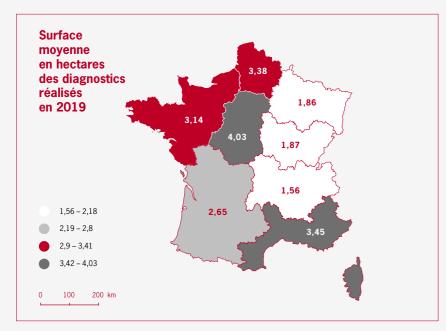
Le service des activités subaquatiques et sous-marines

En 2019, le service a reçu 11 prescriptions de diagnostic pour une surface totale de 1201 hectares. Elles correspondent à 11 projets d'aménagement, sept dans le domaine public maritime (Méditerranée, Atlantique, mer des Caraïbes) et quatre dans le domaine fluvial (le Lot, La Charente, le lac de Biscarrosse et le Dadou). Trois opérations ont été achevées : l'une sur le littoral de l'île Sainte-Marguerite (Alpes-Maritimes), l'une au large de l'île de Groix (parc éolien, Morbihan), la troisième dans le fleuve Rhône à Arles (Bouches-du-Rhône).









Nota bene

Pour ces trois cartes, les données de la Corse sont comprises dans celles de l'interrégion Midi-Méditerranée et celles des DROM dans l'interrégion Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer.

Diagnostics 2019

DIRECTION	OPÉRATIONS RÉALISÉES	RAPPORTS RENDUS	RATIO Journées De Travail/ Hectare	SURFACE MOYENNE	PRESCRIP- TIONS	SURFACE PRESCRITE
Auvergne	83	84	14	1,27	107	16
Rhône-Alpes	213	205	18	1,67	303	50
TOTAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	296	289	17	1,56	410	67
Bourgogne	75	68	15	2,71	114	25
Franche-Comté	64	65	18	0,88	74	10
TOTAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	139	133	15	1,87	188	36
Centre	118	115	16	4,38	110	49
Île-de-France	118	111	17	3,69	163	78
TOTAL CENTRE-ÎLE-DE-FRANCE	236	226	16	4,03	273	127
Alsace	48	36	22	0,56	68	2
Champagne-Ardenne	71	77	17	2,48	54	43
Lorraine	125	100	16	2,01	118	28
TOTAL GRAND EST	244	213	17	1,86	240	7!
Bretagne	87	88	19	2,54	125	3!
Normandie	107	130	13	2,75	154	4
Pays de la Loire	129	117	8	3,86	171	11-
TOTAL GRAND OUEST	323	335	12	3,14	450	19
Nord-Pas-de-Calais	57	61	12	4,73	92	4
Picardie	100	89	13	2,60	128	2
TOTAL HAUTS-DE-FRANCE	157	150	12	3,38	220	6
Corse	9	35	189	0,72	23	
Languedoc-Roussillon	47	100	23	3,52	168	5
Midi-Pyrénées	39	89	18	4,51	111	3
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	42	104	33	2,98	204	7
TOTAL MIDI-MÉDITERRANÉE	137	328	26	3,45	506	17
Aquitaine	77	69	12	3,20	128	3
Limousin	57	55	19	1,51	98	2
Poitou-Charentes	80	87	14	2,32	174	4
SOUS-TOTAL	214	211	14	2,42	400	109
Guadeloupe	18	24	56	0,69	57	!
Guyane	8	9	4	9,72	23	!
La Réunion	6	14	5	8,07	15	
Martinique	8	16	25	1,96	35	:
Mayotte	0	0			3	
SOUS-TOTAL	40	63	11	3,86	133	2
TOTAL NOUVELLE-AQUITAINE ET OUTRE-MER	254	274	13	2,65	533	13
TOTAL NATIONAL TERRESTRE	1786	1948	16	2,71	2820	87
TOTAL SUBAQUATIQUE	2	3			11	12
TOTAL NATIONAL TOUT	1788	1951			2831	99

Les fouilles

Avec 227 opérations achevées, contre 225 en 2018 et 212 en 2017, la consolidation de l'activité de fouilles se poursuit.

Une dynamique d'activité variable selon les régions

L'activité baisse de 16 % en Centre-Île-de-France CIF, 23 % en Midi-Méditerranée MIDI-MED, 25 % en Bourgogne-Franche-Comté BFC, et 33 % en Auvergne-Rhône-Alpes ARA. Elle augmente au contraire de 13 % en Grand Ouest Go, 50 % en Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer NAOM, 56 % en Hauts-de-France HDF et jusqu'à 118 % en Grand Est GE. Avec 11 opérations en 2019, contre 7 en 2018, les départements et régions d'outre-mer (Drom) connaissent également une hausse importante de l'ordre de 57 %. C'est la Guadeloupe qui présente l'évolution la plus marquée, passant de 3 fouilles en 2018 à 7 en 2019. Pour autant, le nombre de journées de travail mobilisées pour les fouilles loi 2003 (129 916) est en légère baisse, pour retrouver le niveau de 2017 (129 925). 183 rapports de fouille ont été remis aux services régionaux de l'archéologie, à rapprocher d'un nombre d'opérations en phase terrain achevées en 2017 de 212.

Cellule d'intervention sur les structures archéologiques profondes (Cisap)

Après quatre années d'exercice, le bilan de la Cisap confirme une activité importante avec 40 interventions réalisées sur l'ensemble du territoire national. Le nombre de missions réalisées reste stable, avec une moyenne de 10 par an, pour des durées variant de 1 à 4 semaines. Mais, le volume d'activité de la Cisap en journées de travail augmente cependant chaque année passant de 223 journées en 2017, à 243 en 2018, et 287 en 2019. Les commandes de prestation sont en régulière augmentation. On constate toutefois une accélération liée au nombre croissant de prescriptions

de puits dans certaines inter régions, notamment en GO, CIF et NAOM. Le portefeuille d'activité croît ainsi chaque année de façon importante avec 15 prestations en 2017, 26 en 2018 et 30 en 2019. L'activité en 2019 s'est caractérisée par des interventions complexes : à l'intérieur de bâtiments (château de Fontainebleau, abbaye de Vendôme), structures profondes exigeant la mise en place de renforcements par boisage (puits de Villeneuve-sur-Lot, de Carhaix, d'Allonnes) et la fouille d'une galerie horizontale à 22 mètres de profondeur dans un puits du sanctuaire du Vieil Évreux pour le service de collectivité de la Mission archéologique du département de l'Eure (Made) et à Trémuson où trois statuettes et un seau d'apparat lié à des pratiques cultuelles, dans un excellent état de conservation,

Les activités géophysiques

ont été mis au jour au fond du puits

d'un habitat aristocratique gaulois.

Réalisées dans le cadre de fouilles, elles sont au nombre de 13 et représentent 53 journées de travail. Les études sur terrain décapé occupent toujours une forte proportion des interventions pour la recherche d'indices de forge.

d'indices de forge.

Les prestations externes (13 études) marquent une très forte hausse pour la troisième année consécutive (+86 % d'activité par rapport à 2018) et représentent la majeure partie de l'activité de la cellule géophysique de l'Inrap avec 205 journées de travail. Ces prestations ont permis d'étudier des sites réputés tels que le Grand Camp de César, site du siège de la bataille de Gergovie ou encore le site de la Pointe du Hoc, haut-lieu du Débarquement allié en 1944.

Recherches et découvertes remarquables

Pour la **Préhistoire**, la fouille d'Ittenheim (Bas-Rhin) témoigne de l'environnement de Neandertal et d'Homo sapiens, et atteste la présence de grands herbivores dont de jeunes mammouths. En Île-de-France, un site magdalénien a été mis au jour à Corbeil-Essonnes, et à Moussey (Aube) le plus ancien biface en contexte a été découvert. Comment ne pas évoquer la quinzième statuette d'une « Vénus » paléolithique mise au jour à Renancourt-Amiens (Somme) (*cf. supra* 1^{re} partie).

Le **Néolithique** s'est enrichi d'une découverte d'un rare habitat du Néolithique moyen (4350-4240 avant notre ère) à Aytré (Charente-Maritime) ou encore d'un hypogée à Saint-Memmie (Marne) datant de 3500 à 3000 avant notre ère qui renouvelle les connaissances sur ce type particulier de sépulture collective (*cf. supra* 1^{re} partie).

Pour la **Protohistoire**, les découvertes ont été tout aussi remarquables avec les tumuli composant un espace funéraire de l'âge du Bronze à Erquy (Côtes-d'Armor), le site d'habitat gaulois et la nécropole d'Inzinzac-Lochrist (Morbihan) des VIe et Ve siècles avant notre ère, les nouvelles fouilles de Vix (Côte-d'Or), la tombe à char d'Ifs (Calvados), ou encore l'exceptionnelle tombe étrusque d'Aléria (Corse cf. supra 1re partie). Pour l'Antiquité, la nécropole de Narbonne constitue déjà un site de référence pour l'étude des pratiques funéraires en Gaule romaine. Dans l'amphithéâtre de Nîmes, du 1er siècle de notre ère, les recherches se sont concentrées sur la salle dite « cruciforme » située sous l'arène. À Poitiers, des mosaïques du 1er siècle ont été mises au jour.

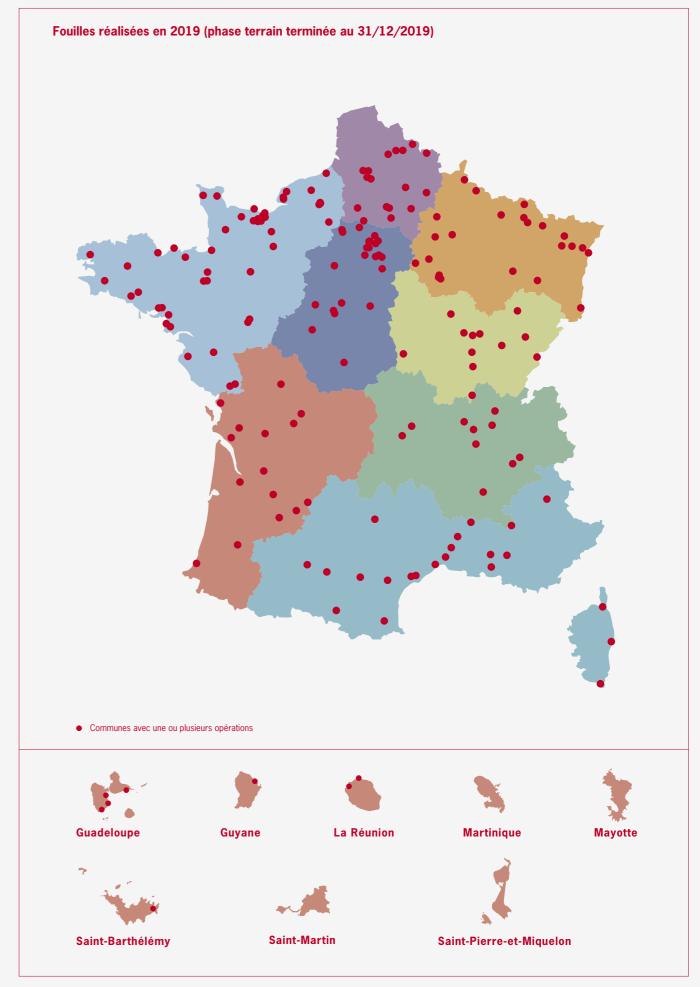
Pour le **Moven Âge**, d'importants vestiges sur un versant de la vallée de l'Esches à Chambly (Oise) ont été datés entre le VIe et le XVe siècle. Un village carolingien à Coulanges-les-Nevers a également été mis au jour et constitue une découverte notable pour le département de la Nièvre. À Montereau-sur-le-Jard (Seine-et-Marne), les archéologues ont fouillé un important hameau qui se développe à partir du VIe siècle sur un site dont les premières occupations remontent à la Préhistoire. Les connaissances de la ville médiévale et moderne de Rouen ont été enrichies par les fouilles des abords de la cathédrale, rue au Change (cf. supra 1re partie). En Bourgogne, un dépôt monétaire de la seconde moitié du xve siècle à Dijon (Côte-d'Or) est d'un grand intérêt numismatique en raison de la variété des personnages princiers représentés sur ces monnaies (cf. supra 1^{re} partie). Les fouilles du Musée des Beaux-Arts de Dijon, notamment celles de la Tour de Bar ont permis de mettre au jour des vestiges remontant jusqu'à l'époque gauloise.

Pour l'**Époque moderne**, l'année 2019 aura été marquée par l'étude des sépultures sans tête ensevelies à Tours rue du Plat d'Etain (*cf. supra* 1^{re} partie). À Saint-Paul de la Réunion, ce sont d'importants vestiges du début du XVIII^e siècle qui ont été découverts témoignant d'une grande densité urbaine peu de temps après l'arrivée en 1643 des premiers colons français.

+

Fouilles 2019

DIRECTION	OPÉRATIONS RÉALISÉES	RAPPORT RENDU
Auvergne	3	
Rhône-Alpes	11	
TOTAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	14	j
Bourgogne	9	
Franche-Comté	3	
TOTAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	12	
Centre	9	
Île-de-France	17	1
TOTAL CENTRE-ÎLE-DE-FRANCE	26	2
Alsace	9	
Champagne-Ardenne	14	1
Lorraine	12	
TOTAL GRAND EST	35	2
Bretagne	18	1
Normandie	29	1
Pays de la Loire	12	1
TOTAL GRAND OUEST	59	4
Nord-Pas-de-Calais	6	
Picardie	16	
TOTAL HAUTS-DE-FRANCE	22	1
Corse	4	
Languedoc-Roussillon	11	
Midi-Pyrénées	5	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	7	
TOTAL MIDI-MÉDITERRANÉE	27	2
Aquitaine	11	
Limousin	1	
Poitou-Charentes	9	
SOUS-TOTAL SOUS-TOTAL	21	2
Guadeloupe	7	
Guyane	1	
La Réunion	3	
Martinique	0	
Mayotte	0	
SOUS-TOTAL	11	
TOTAL NOUVELLE-AQUITAINE ET OUTRE-MER	32	;
SOUS-MARIN ET SUBAQUATIQUE	0	
TOTAL GÉNÉRAL	227	18



La programmation scientifique et culturelle

L'Inrap mène une politique de recherche active, répondant à une volonté de valorisation scientifique des données archéologiques issues de ses opérations et de partage du contenu de ces dernières avec l'ensemble de la communauté scientifique. Cette diffusion s'étend également en direction du public le plus large. En 2019, la riche programmation culturelle proposée par l'Institut aura permis de toucher plus de 2 millions de personnes.

La recherche à l'Inrap

Avec plus de 200 000 journées de travail consacrées aux diagnostics et fouilles d'archéologie préventives en 2019, l'Inrap a très largement contribué à l'avancée de la recherche archéologique nationale. Source constante de renouvellement des connaissances sur les sociétés du passé, depuis la Préhistoire jusqu'à l'Époque contemporaine, ces opérations constituent un laboratoire d'expérimentation de nouvelles procédures d'acquisition, de traitement et d'analyse des vestiges archéologiques. À leur issue, un rapport final d'opération, élaboré par l'équipe de chercheurs, livre à la communauté scientifique une synthèse diachronique de l'histoire archéologique du site, tout en présentant, sous une forme raisonnée, la documentation scientifique produite au long de l'opération. Ainsi, en 2019, le catalogue en ligne Dolia, qui depuis 2006 collecte l'ensemble des rapports d'archéologie préventive, a agrégé 5012 nouveaux rapports, résultat de l'aboutissement de travaux de recherche s'étalant parfois sur plusieurs années et mobilisant des chercheurs aux spécialités diverses. Alors qu'il clôture l'opération archéologique, le dépôt d'un rapport ouvre une nouvelle phase de la recherche.

Les données collectées dans le cadre d'une opération d'archéologie préventive peuvent aussi être mises en relation avec d'autres ensembles de données, archéologiques ou non, afin de répondre à des problématiques de plus longue haleine, voire transversales, s'inscrivant dans les axes de la programmation nationale du Conseil national de la recherche archéologique ou de la Stratégie nationale de la recherche. Contribuer à ces questionnements est au cœur de la mission de service public de l'Inrap et l'essence même du travail

mené quotidiennement par ses agents sur le terrain et en laboratoire. C'est pourquoi l'Inrap promeut chaque année une multiplicité d'actions en soutien de la recherche, dont la plupart donnent lieu à des publications et des communications dans le cadre de colloques ou autres manifestations d'intérêt scientifique. Ces actions de valorisation scientifique que l'Inrap met en œuvre en puisant dans ses ressources propres, se traduit par la mise à disposition de journées de travail et, ponctuellement, d'aides financières, aux agents qui en font la demande. Ainsi, en 2019, les actions scientifiques réalisées à l'échelle nationale ont représenté une enveloppe de 20437 journées de travail, auxquelles s'ajoutent 570 journées pour les actions scientifiques à l'étranger et 273 journées pour les fouilles programmées. Cet investissement équivaut à plus de 130 agents travaillant à temps plein pendant un an.

Publications

En 2019, 382 projets de publication ont été soutenus pour un total de 7379 journées de travail. La collection « Recherches archéologiques » s'est enrichie de trois nouveaux volumes: Les enceintes néolithiques à pseudo-fossé : Monuments cérémoniels danubiens dans la plaine d'Alsace, sous la direction de Philippe Lefranc; Produire et travailler le fer : Les ateliers de l'est du Bassin parisien, sous la direction de Marc Leroy et Luisella Cabboï et Les formes de l'habitat rural au Moyen Âge en Limagne septentrionale et Sologne bourbonnaise, sous la direction de Julie Charmoillaux et Sébastien Gaime. En 2019, l'Inrap a également participé au financement des publications mettant en exergue les données issues de l'archéologie préventive et

l'activité de recherche des agents :

– actes du 41° colloque international
de l'Association française pour l'étude
de l'âge du Fer (AFEAF), 4-7 mai 017,
Rennes ;

- actes des 37^{cs} journées de l'Association française d'archéologie mérovingienne (AFAM), octobre 2016, Saint-Dizier (Mémoires de l'AFAM);

- « Le balnéaire antique de Cinais (Indre-et-Loire) », par Thomas Boucher, Fabrice Couvin et Thomas Lepaon, 72^c Supplément à la *Revue archéologique du Centre de la France*;

- actes du 32^c colloque interrégional sur le Néolithique : « Statut des objets, des lieux et des Hommes au Néolithique », novembre 2017, Le Mans (Association des Publications chauvinoises) ;

- « Du royaume Goth au midi mérovingien », 34^{es} journées internationales de l'AFAM, 6-8 novembre 2013, Toulouse (Mémoire Ausonius);
 actes des rencontres d'archéobotanique 2018 : « La carpologie et l'interdisciplinarité approches intégrées » (Presses universitaires de Franche-Comté);
- actes du XI^e Congrès international de la Société d'archéologie médiévale, moderne et contemporaine : « L'objet au Moyen Âge et à l'Époque moderne fabriquer, échanger, consommer et recycler » Bayeux, mai 2015 (Presses universitaires de Caen);
- Trois sépultures mérovingiennes d'exception à Saint-Dizier -La Tuilerie (Haute-Marne), sous la direction de Marie-Cécile Truc (Presses universitaires de Caen);
- L'occupation du Néolithique final de Trémonteix (Puy-de-Dôme) et ses assemblages de mobilier, sous la direction de Sylvie Saintot (Archives d'écologie préhistorique);
- Actes du colloque « Pavements et sols en béton/mortier : vocabulaire, techniques, diffusion » 26-27 avril 2017, Aix-en-Provence les (Centre Camille Jullian);
- Construction en terre crue.

Torchis, techniques de garnissage et de finition. Architecture et mobilier. Échanges transdisciplinaires sur les constructions en terre crue. Volume 4 (École nationale supérieure d'architecture Montpellier); - L'habitat rural du Haut Moyen Âge en France (ve-XIe s.) : dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements, actes des 36es Journées internationales d'archéologie mérovingienne, 1er-3 octobre 2015, Montpellier (Centre d'archéologie médiévale du Languedoc); - Du Bronze moyen à l'aube du

- Du Bronze moyen à l'aube du Bronze final en Bourgogne orientale: analyse chrono-culturelle des styles céramiques (xv^e – xII^e s. av. notre ère), sous la direction de Franck Ducreux (Société archéologique de l'Est de la France);
- Antipolis, la ville romaine.
 Architecture et urbanisme (1^{er} siècle av. n. è.-v^e siècle de n. è.), sous la direction d'Éric Delaval et Robert Thernot (Éditions EPDCA);
 Les fortifications de l'oppidum
- de Gergovie, sous la direction de Yann Deberge et Thomas Pertlwieser (vol. 1 de la collection archéologique Terra Mater) (PUBP)
- Sépultures de chevaux devant Gergovie. Archéozoologie des rituels gaulois, sous la direction de Sylvain Foucras (vol. 2 de la collection archéologique Terra Mater) (PUBP).

Programmes de recherche collectifs

6 418 journées de travail ont été réservées aux programmes de recherche collectifs, dont 4 080, 5 aux projets collectifs de recherche (PCR). La plupart d'entre eux s'inscrivent dans une dynamique de synergies avec d'autres acteurs de la recherche, publics (CNRS, universités, ministère de la Culture, services archéologiques de l'État et

des collectivités territoriales...). L'éventail de thèmes traités est très large, depuis l'étude de classes spécifiques d'objets (« La céramique entre Loire et littoral du 1er s. av. J.-c. au VIe s. ap. J.-c. », sous la direction de Sébastien Thebaud), à celle de sites emblématiques (« La tombe princière et le complexe funéraire monumental de Lavau « Zac du Moutot » dans l'Aube », sous la direction de B. Dubuis). C'est le cadre privilégié de la construction de synthèses diachroniques à l'échelle régionale ou suprarégionale («Espace rural et occupation du sol de la région nîmoise, de la Préhistoire récente à l'Époque moderne », sous la direction de Jean-Yves Breuil; « Milieu et peuplement en Languedoc occidental du Néolithique à l'âge du Bronze » sous la direction de Muriel Gandelin; «Blois, ville et territoire ligérien depuis les premières installations humaines jusqu'à nos jours », sous la direction de Didier Josset). Ces projets qui sont à l'origine de nombreuses publications, offrent également la possibilité de développer des projets d'archéologie expérimentale, comme dans le PCR sur les techniques d'ensilage souterrain préindustriel, dirigé par Cécile Dominguez.

Participation aux manifestations scientifiques nationales

1292 journées de travail ont été allouées aux agents pour présenter leurs travaux dans le cadre de manifestations d'intérêt scientifique, et/ou pour participer à leur organisation. En 2019, l'Inrap a également soutenu financièrement l'organisation de colloques impliquant un nombre important de ses agents:

— colloque « Vivre pendant la dernière glaciation » 10-12 avril 2019, Toulouse;

— 40es journées internationales de l'Association française d'archéologie mérovingienne » du 3 au 5 octobre 2019 à Nantes;

- table ronde « Architecture et construction en terre crue. Approches historiques, sociologiques, économiques. Échanges transdisciplinaires sur les constructions en terre crue » les 23 et 24 octobre 2019 à l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier (Ensam) ;
- colloque « Les échanges transatlantiques entre la France et ses colonies d'Amérique à travers le mobilier du xv1° au début du x1° siècle », 14-15 novembre 2019 à la Maison de la recherche en sciences humaines de l'université de Caen Normandie :
- rencontre internationale « Les mégalithes dans le Monde », 9-14 septembre 2019, Lucs-sur-Boulogne; - colloque international des 20 ans de l'Association pour la promotion des recherches sur l'âge du Bronze (Aprab), 19-22 juin 2019, Bayeux; - « Six millénaires en Centre Corse: archéologie, histoire, architecture, toponymie, géologie », 4^e colloque du Laboratoire régional d'archéologie corse, 15-17 novembre 2019, Corte; - colloque international « Quaternaire Q12 », 3-5 février 2020, Paris; - 11^e rencontre du Gaaf, 3-5 juin 2019, Tours;
- journées d'étude internationales interdisciplinaires. Le banquet cérémoniel entre archéologie et ethnologie de l'Association d'ethnologie de Strasbourg, 12-13 mai 2020, Strasbourg;
- 33° colloque Internéo, les 8 et
 9 novembre 2019 à Saint-Dié-des-Vosges ;
- 34° rencontres de l'Association française pour l'archéologie du verre (AFAV), 27-29 septembre 2019, Troyes.

Autres actions

Afin de soutenir son rayonnement scientifique, l'Inrap en 2019 a favorisé la participation de ses chercheurs à des instances scientifiques (514 journées de travail), des universités (enseignement, encadrement de travaux universitaires) (223 journées), des laboratoires de recherche (1755 journées) et des fouilles « programmées » (822 journées).

Ces dernières ont souvent été réalisées dans le cadre de partenariats interinstitutionnels avec notamment des associations et des collectivités territoriales.

Séminaires scientifiques et techniques

Les opérations archéologiques sont une occasion privilégiée de réfléchir à la façon dont les données archéologiques sont produites, organisées puis rendues disponibles à la communauté scientifique. Pour consolider et partager ces avancées, l'Inrap organise chaque année des séminaires scientifiques et techniques. En 2019, la rencontre - « Bioarchéologie : minimums méthodologiques et référentiels communs, nouvelles approches », Sélestat 28-29 novembre 2019 a eu comme objet l'archéologie environnementale. Organisé en partenariat avec Archéologie Alsace et la direction du GDR 3644 Bioarcheodat, ce séminaire a permis de dresser un état des évolutions récentes de la bioarchéologie et de proposer un « minimum méthodologique commun » permettant de garantir la qualité scientifique minimale de ces études y compris dans le cadre de l'archéologie préventive.

L'archéologie des Temps modernes : une troisième saison réussie

La saison « Temps modernes » s'est ouverte avec l'exposition « Tromelin, l'île des esclaves oubliés », coproduite par l'Inrap, qui a terminé son parcours itinérant au musée de l'Homme où elle a attiré plus de 50 000 visiteurs en 4 mois. Actualisée par de nouvelles recherches de l'Inrap et enrichie d'objets originaux, l'exposition a permis, par-delà les découvertes réalisées sur l'îlot, de sensibiliser le public à l'archéologie de l'esclavage, un champ d'étude qui s'est beaucoup élargi ces dernières années grâce à la multiplication des opérations d'archéologie préventive outre-mer. Un autre objet d'étude que s'est récemment approprié l'archéologie

est celui des grands conflits de l'ère contemporaine. Cette thématique a fait l'objet du colloque « De Verdun à Caen, l'archéologie des conflits contemporains », à Verdun et au mémorial de Caen, au cours duquel des chercheurs de tous horizons et de toutes nationalités se sont réunis pour dresser un état des lieux des méthodes, des apports et enjeux de l'archéologie pour traiter les grands conflits contemporains et notamment les deux guerres de masse du xxe siècle. À signaler également dans ce domaine, une étude archéologique et historique de la bataille de Montfaucon (1918) et une étude de prospection sur le célèbre site de la Pointe du Hoc (6 juin 1944), toutes deux réalisées par l'Inrap pour l'American Battle Monuments Commission, chargée de l'entretien des monuments et cimetières militaires américains hors des États-Unis. L'année 2019 était celle du 75e anniversaire du Débarquement en Normandie. À cette occasion, plus de 500 000 visiteurs se sont déplacés sur le site de la Batterie de Longuessur-Mer (Calvados) pour découvrir l'exposition « Archéologie du Jour J et du Débarquement » conçue par l'Inrap. Vincent Carpentier et Cyril Marcigny, les deux archéologues commissaires scientifiques de cette exposition, sont les co-auteurs de l'ouvrage Archéologie du Débarquement et de la Bataille de Normandie, réédité en 2019 dans une version augmentée (Inrap/ Ouest-France). Toujours dans le cadre de cette archéologie de la Seconde Guerre

mondiale, « Refuge 44 », le projet expérimental mené depuis 2015 par l'Inrap sur la carrière-refuge de Fleury-sur-Orne (qui a accueilli près d'un millier de personnes pendant les bombardements alliés de Caen de juin-juillet 1944), a été présenté au public au travers d'un documentaire, Le Refuge oublié, diffusé sur France 3 et primé aux Rencontres de la Narbonnaise (prix des collégiens et prix du jury). En région parisienne, la mise au jour d'un abri de la Seconde Guerre mondiale à Nanterre est un autre témoignage de l'intérêt que les chercheurs portent à des structures qui, il y a quelques années, étaient systématiquement

démolies. Ces vestiges sont parfois découverts à l'occasion de fouilles sur des sites concernant d'autres périodes et domaines de recherche. Pour exemple, les vestiges de la Seconde Guerre mondiale découverts cette année à l'occasion de fouilles aux abords de la Cathédrale de Rouen ou à l'emplacement de l'ancien château de Valognes. L'Inrap a clôturé la saison en consacrant son colloque annuel à un domaine d'actualité : l'archéologie judiciaire ou forensique. En effet, depuis quelques années, des archéologues de différentes spécialités interviennent sur le terrain à la demande de la justice sur des scènes de crime ou pour interpréter des analyses de laboratoire. En partenariat avec le Tribunal de Paris, le colloque « Archéologie et enquêtes judiciaires » a réuni les 22 et 23 novembre dans un auditorium comble des experts nationaux et internationaux, médecins, anthropologues ainsi que magistrats et représentants des différents corps de métiers rattachés à la justice, gendarmes, policiers, militaires. Les interventions sont disponibles sur inrap.fr. Parallèlement, plusieurs manifestions dont l'Inrap était partenaire ont permis de sensibiliser le public aux multiples aspects de cette archéologie des temps récents, ainsi une exposition « Enfants de la Renaissance » au Château royal de Blois sur le thème de l'enfance et de l'éducation de la fin du xve au début du xvIIe siècle, ou, dans un domaine plus contemporain, deux expositions au Musée départemental d'art ancien et contemporain d'Épinal, « Les fouilles du Déjeuner sous l'herbe de Daniel Spoerri » et « Des archéologues de l'Inrap ont retrouvé la sépulture de Dracula ». Par ailleurs, dans le cadre des projets pédagogiques menés par l'Inrap auprès des jeunes

publics, un Parcours d'éducation

artistique et culturelle (Péac) a permis

à des classes de collège de Seine-Saint-

Denis de s'initier à cette archéologie

des Temps modernes en étudiant

d'argenterie Christofle. À signaler

également la publication des actes

du colloque Archéologie de la Santé,

Anthropologie du soin, dont plusieurs

les vestiges de l'ancienne usine

contributions sont dédiées aux

Époques moderne et contemporaine et questionnent la problématique du soin, de la santé et du handicap dans les sociétés actuelles. Enfin, sur inrap.fr, de nombreuses fouilles illustrent les temps moderne et contemporain. Elles sont mises en valeur dans deux grands dossiers thématiques : « Archéologie de la Grande Guerre » et « Temps modernes ». Parmi elles, les fouilles réalisées cette année d'une ancienne auberge de voyageur à Linas (Essonne, xvII^e-xx^e siècle), de la « gare des tacots » de Dijon (xxe siècle), de l'usine Christofle en Seine Saint-Denis (XIXexx^e siècle), d'un cimetière d'hôpital du XIX^e siècle à Tours, ou des différentes occupations qui se sont succédé sur le site des « Vieilles Infirmeries » à Marseille (xvie-xxe siècle), témoignent de la grande diversité des sujets d'étude de cette archéologie venue questionner l'histoire, la mémoire et le territoire et renouveler la perception de l'espace archéologique.

2019 : 2,4 millions de visiteurs

2,4 millions de visiteurs ont participé à une action culturelle de l'Inrap en 2019. Ce nouveau record de fréquentation (+53%) témoigne du vif intérêt que les français portent à l'archéologie, et reflète l'implication importante de l'Inrap dans les projets culturels et sa capacité à irriguer le territoire. En effet, 1161 actions culturelles ont été conduites, dans 379 communes et 90 départements. 24 expositions ont été coproduites par l'Inrap, 205 visites ont été organisées sur des chantiers, 208 actions en milieu scolaire...

De nouveaux supports pour une approche renouvelée de l'archéologie en direction des publics

2019 a marqué le déploiement de nouveaux supports d'exposition, favorisant une nouvelle approche de l'archéologie : les Archéocapsules. Thématiques, itinérantes, au parti pris visuel fort, ces expositions légères mettent en perspective une question contemporaine éclairée par l'archéologie. Conçues et produites par l'Inrap, les Archéocapsules proposent une approche problématisée et diachronique directement reliée aux défis et débats sociétaux actuels. Ainsi, archéologie de l'esclavage colonial, de la santé, des migrations et de l'aménagement du territoire (thématiques déjà disponibles) ont circulé sur le territoire et ont été exposées au Chronographe à Rezé, à la Maison des Métallos et au musée de l'Homme à Paris, au musée Saint Raymond de Toulouse...

Les 10 ans des Journées nationales de l'archéologie (JNA) : une ouverture à l'Europe

En 2019, les JNA ont fêté leur dixième anniversaire et se sont ouvertes à l'Europe. En 10 ans, le succès de ces journées festives dédiées à l'archéologie n'a cessé de croître : en France, plus de 220 000 personnes ont participé à 1600 animations dans 515 communes en métropole et en outre-mer et 663 lieux. Plus de 500 organisateurs se sont mobilisés, et le site internet dédié a reçu près de 150 000 visites pendant la manifestation. Ce succès témoigne de la soif de connaissance du public! La dynamique a pour la première fois traversé les frontières françaises et dix-sept pays ont participé à ces journées. Des initiatives ont été programmées en Autriche, Allemagne, Belgique, Espagne, Estonie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, République d'Irlande, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Suisse. Plus de 110 000 visiteurs ont participé à des activités dans près de 500 lieux et 14 monuments inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ont également ouvert leurs portes à l'occasion des INA.

Le site inrap.fr : une plateforme scientifique et culturelle plébiscitée par les internautes

Avec 960 048 visites (contre 763 443 en 2018) et 2 606 534 pages vues (contre 2 218 354 en 2018), inrap.fr, le site de l'Institut, a vu

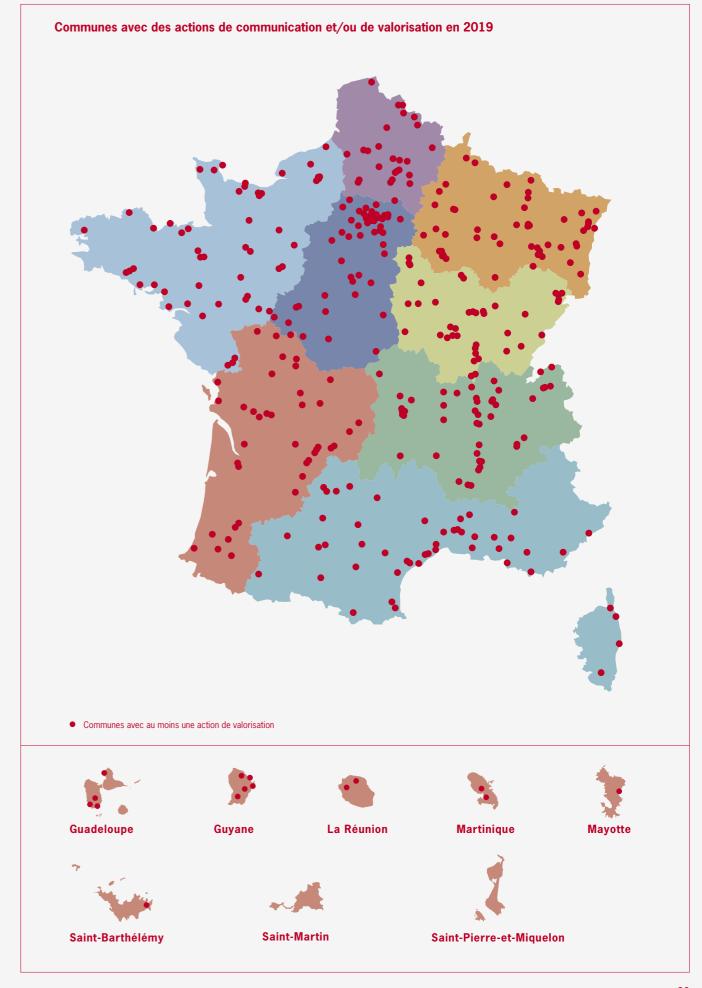
son audience augmenter en 2019 de 26 % en nombre de visites, et de 18 % en nombre de pages vues. Cette progression du trafic s'explique notamment par l'accent qui a été mis sur un renforcement de l'actualité de l'Institut en particulier sur les découvertes archéologiques (50 articles en 2019 contre 35 en 2018) qui ont attiré de nombreux lecteurs. En 2018, 35 articles consacrés aux découvertes ont ainsi généré 51461 pages vues, soit une moyenne de 1470 pages vues par article. En 2019, 50 articles axés sur les découvertes ont généré 156 085 pages vues (soit une moyenne de 3 122 pages vues par article) et ont permis à eux seuls une augmentation de 40 % du nombre de pages vues en 2019 (388180). Cette augmentation de la fréquentation du site s'explique également par le rôle des réseaux sociaux qui relaient les articles d'actualité et qui ont continué leur percée en 2019, avec une augmentation de 29 % du nombre d'abonnés sur Facebook (26000) et de 16 % du nombre d'abonnés sur Twitter (16000).

voto, l'approche anthropologique et archéologique, la maladie, la réparation du corps. Enfin, pour la première fois, des ateliers animés par une palynologue de l'Inrap (chercheur spécialisé dans l'étude des pollens) ont été proposés à l'Inja dans le cadre d'un cours de sciences de la vie et de la terre pour des premières et terminales scientifiques, mais aussi pour sensibiliser des collégiens de l'Inja à l'application de cette science en archéologie. Les élèves ont pu notamment manipuler des répliques de pollens grossies plusieurs milliers de fois afin de les identifier grâce aux éléments fournis par la spécialiste.



L'accessibilité : un axe fort de la médiation culturelle

L'Inrap poursuit l'adaptation de ses ressources pour les personnes en situation de handicap. En 2019, les films d'animation « Les experts de l'archéologie » et « Les experts remontent le temps » ont été traduits en langue des signes française et sont accessibles en ligne sur inrap.fr. Par ailleurs, deux nouveaux projets culturels spécifiques ont vu le jour - une rencontre art contemporain et archéologie et des ateliers sur la palynologie – impliquant des scolaires en situation de handicap visuel de l'Institut national des jeunes aveugles (Inja) de Paris. En lien avec l'exposition « Catharsis » de l'artiste plasticienne Prune Nourry, un projet scolaire a été mené avec une classe de quatrième du collège Montgolfier (Paris 3e) et une classe de première de l'Institut national des jeunes aveugles. Les élèves ont ainsi découvert les univers d'une artiste et d'une galerie d'art à travers une réflexion sur l'archéologie : les ex-



L'international

En 2019, l'Inrap a affirmé son implication dans l'espace européen de la recherche en poursuivant sa participation à plusieurs projets européens. Il est notamment un partenaire actif du projet européen **ARIADNE** plus pour le développement d'une plateforme numérique européenne d'accès aux données issues des recherches archéologiques.

Participation aux manifestations scientifiques nationales

La participation des agents de l'Inrap à des manifestations scientifiques à l'étranger et à des instances scientifiques internationales a été soutenue à la hauteur de 174,5 journées de travail. Des agents ont ainsi pu présenter une communication dans le cadre de 33 rencontres scientifiques.

Participation aux missions archéologiques internationales

713 journées de travail ont été consacrées à la participation à des programmes de recherche internationaux ou aux projets de publications qui en découlent : - en Namibie, l'équipe pilotée par Laurent Bruxelles a continué ses recherches sur les origines de l'humanité (Little Foot); - en Égypte, l'équipe de Nathalie Buchez a travaillé dans le delta du Nil sur la formation des premiers États; - au Sultanat d'Oman, l'équipe conduite par Vincent Charpentier a exploré les dynamiques des occupations côtières dans le cadre d'un projet soutenu par l'Agence nationale de la recherche.

Au-delà de ces missions, les partenariats institutionnels français (Universités, CNRS, Écoles françaises à l'étranger) ont sollicité les compétences scientifiques et opérationnelles des archéologues de l'Instituts, notamment avec les instituts français à l'étranger (École française d'Extrême-Orient, Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine marocain) et avec des institutions de recherche investies dans la recherche à l'étranger (Muséum national d'Histoire naturelle, Musée du Louvre).

L'Inrap dans l'espace européen de la recherche

ARIADNEplus - «Advanced Research Infrastructure for Archaeological Dataset Networking in Europe»

Le projet ARIADNEplus, coordonné

par l'université de Florence et dont l'Inrap est partenaire, a été sélectionné par la Commission européenne dans le cadre du programme H2020. Horizon 2020 est un programme de financement pour la recherche et le développement de la Commission européenne pour la période 2014-2020 pour un montant de 79 milliards d'euros. Il a débuté en janvier 2019 pour une durée de 4 ans. Il fait suite au projet ARIADNE qui s'est terminé en 2017 et a permis l'élaboration d'une plateforme numérique européenne d'accès aux données issues des recherches archéologiques et l'indexation de plus de 2000 000 de jeux de données. Cette seconde édition du projet, avec un partenariat étendu à 41 institutions d'Europe et au-delà (USA, Argentine et Japon), a pour objectif d'étendre et diversifier la communauté d'utilisateurs et les jeux de données intégrés, et de proposer des services innovants pour la recherche archéologique (visualisation 3D, annotation, text mining...). L'Inrap, principal partenaire français du projet, est en charge de coordonner les tests des potentialités de la plateforme dans le cadre de projets de recherche en archéologie et d'apporter son expertise en matière d'archéologie préventive. Le lancement officiel du projet a eu lieu le 11 février 2019 à Pise (Italie) en présence de tous les partenaires du projet et de représentants de la Commission européenne. Une session organisée par le projet à la conférence annuelle de la CAA (Computer Applications and Quantitative Methods in Archaeology) en avril 2019 a permis à l'Inrap

de présenter l'impact d'ARIADNE sur ses pratiques numériques et l'apport de l'Institut à la création de la plateforme. L'année 2019 a été essentiellement consacrée à l'organisation générale du projet et à la préparation des données en vue de leur référencement dans l'infrastructure ARIADNE.

Saving European Archaeology from the Digital Dark Age – SEADDA (COST Actions – H2020)

Cette action de coopération européenne en science et technologie (COST), dont l'Inrap est le titulaire de la subvention, a été sélectionnée dans le but de créer un réseau européen d'archéologues et de spécialistes de la gestion des données numériques. Elle a pour objectif d'établir des bonnes pratiques en matière d'archivage, de diffusion et de réutilisation des données numériques en archéologie. Constituée de 26 pays, cette action a débuté en mars 2019 pour une durée de 4 ans. > www.seadda.eu

Archaeological practices and knowledge work in the digital environment – ARKWORK (COST Actions – H2020)

L'Inrap participe à cette action COST qui vise à créer un réseau transdisciplinaire européen regroupant différentes approches de la production et de l'utilisation de la connaissance archéologique au format numérique. Financé pour une durée de 4 ans à partir d'octobre 2019, ce réseau est constitué de 25 pays. > www.arkwork.eu

The Soil Science & Archaeo-Geophysics Alliance : going beyond prospection – SAGA (COST Actions – H2020)

L'Inrap participe également à l'action COST SAGA qui a été sélectionnée en octobre 2018 par la Commission européenne pour une durée de 4 ans. Ce réseau international, constitué de 31 pays, rassemble des géophysiciens, des archéologues, des pédologues et d'autres experts afin de développer leur capacité à interpréter les données géophysiques et de promouvoir des recherches interdisciplinaires. > www.saga-cost.eu

Critical Heritage Studies and the Future of Europe (Actions Marie Sklodowska-Curie – ITN – H2020)

Depuis 2016, l'Inrap est partenaire associé du programme qui vise, dans le secteur du patrimoine, à promouvoir la formation de haut niveau, académique et professionnelle, afin de créer de nouveaux types d'emplois dans la préservation, la gestion et la promotion du patrimoine culturel. Le programme se concentre sur des thèmes tels que les futurs du patrimoine, gérer le patrimoine des villes, patrimoine culturel numérique, patrimoine et qualité de vie ou encore la participation citoyenne dans le domaine du patrimoine. Ce projet, constitué de 29 partenaires, pour une durée de 4 ans est financé dans le cadre du programme H2020 de la Commission européenne. > http://cheurope-project.eu/

+

Les ressources humaines

L'Inrap poursuit sa démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, afin de répondre aux besoins et enieux de l'archéologie préventive de demain. Egalement, dans une logique de transmission des savoirs et des compétences, l'Institut favorise la présence de formateurs internes dans de nombreux domaines.

Situation de l'emploi

L'Institut compte 2 237 agents au 31 décembre 2019 dont 1 959 en CDI, 266 en CDD et 12 apprentis. L'effectif représente en moyenne 1 944,2 équivalents temps plein travaillés (ETPT) dont près de 80 % consacrés aux opérations archéologiques.

Développement RH

Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, un travail approfondi de recensement des compétences (chrono-compétences ; compétences principales et secondaires, savoir-faire particuliers) a été effectué en lien avec les directions territoriales. Ce point de départ permet d'alimenter la réflexion sur les recrutements à venir pour disposer d'un équilibre pertinent entre archéologues généralistes et spécialistes.

Formation

L'Institut poursuit son investissement dans la formation professionnelle en 2019, dernière année du plan triennal de formation. Tout en mettant en avant les métiers scientifiques (30 % du volume en jours est consacré aux formations de ce domaine, majoritairement aux techniciens et responsables de recherche archéologique), cet investissement se porte également vers l'accompagnement des gestionnaires de collections et de documentation. L'Institut recourt de façon accrue à des formateurs internes dans ce domaine, ce qui concourt à la démarche de transmission des savoirs et compétences. Près de 60 % des agents (1276) ont suivi au moins une formation en 2019, pour un nombre total de 5 340 jours.

Les axes majeurs restent les métiers de l'archéologie (1084 participants), l'hygiène et la sécurité (833 participants) et le volet transversal (207 participants).

Prévention des risques professionnels

L'action engagée sur les principaux risques professionnels auxquels peuvent être confrontés les agents dans le cadre de leurs missions se poursuit au travers du programme de prévention des risques professionnels 2019. Les capacités de traitement et d'accompagnement des situations de retour à l'emploi d'agents éloignés pour des problèmes de santé, ont été renforcées, dans le prolongement du dispositif de prévention et de prise en charge des situations d'inaptitude, adopté en 2018.

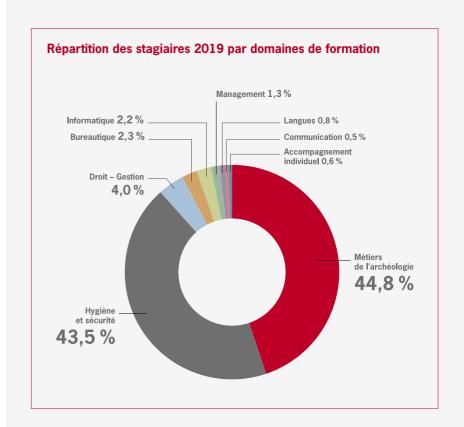
Dialogue social

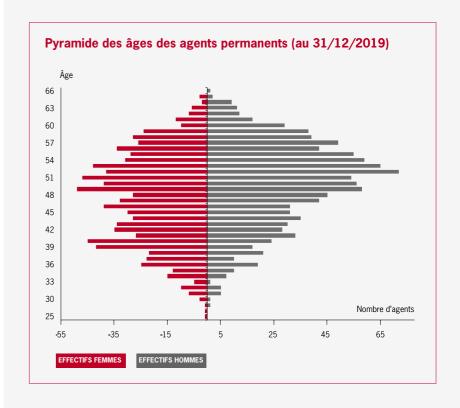
Les partenaires sociaux ont été réunis dans 16 instances de consultation au niveau central: quatre comités techniques, trois comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, neuf commissions consultatives paritaires. Les directions régionales et interrégionales, dans la continuité de l'action nationale et de sa déclinaison dans les territoires, ont réuni une cinquantaine d'instances spéciales. Le plan de la formation, les plans de mutation et de promotion des agents ou encore l'évolution du régime indemnitaire ont fait partie des sujets à l'ordre du jour des instances centrales. Le dialogue social s'est, par ailleurs, poursuivi sur des sujets comme le télétravail, l'amélioration du contrat de mutuelle, afin de permettre aux CDD de bénéficier d'une portabilité de leur contrat après son achèvement, durant trois mois.

Action sociale

Pour aménager les postes de travail qui le nécessitaient, 37 matériels bureautiques et administratifs ergonomiques (sièges, écrans, accessoires...) ont pu être fournis grâce au subventionnement pour partie du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). Les aides financières allouées dans le cadre des neuf commissions de secours tenues en 2019 et dans celui d'études hors commission en cas d'urgence, ont permis de répondre favorablement à 73 dossiers pour un montant de 85 700€ ce qui correspond à un montant moyen d'aide de 1127.







Équivalent temps plein travaillé (ETPT) moyen annuel 2019 permanents et non permanents — Répartition par domaine et direction

	ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN TRAVAILLÉ									
	CDI			CDD		APPRENTIS			TOTAL	
DIRECTION	0*	F**	TOTAL	0	F	TOTAL	0	F	TOTAL	
ARA	107,0	33,1	140,1	23,3	3,0	26,3		0,5	0,5	166,8
BFC	86,6	22,5	109,1	5,3		5,3		0,3	0,3	114,7
CIF	246,2	47,3	293,4	12,5	3,0	15,5	0,5		0,5	309,4
GE	161,4	35,3	196,7	13,4	2,7	16,1				212,8
GO	236,2	42,2	278,4	39,6		39,6				318,0
HDF	143,8	27,5	171,4	9,9	1,0	10,9				182,3
MED	225,8	44,2	270,0	24,6	3,8	28,4				298,4
NAOM	129,9	39,0	168,9	11,4	2,4	13,8		0,5	0,5	183,1
SIEGE		134,4	134,4	1,8	8,2	10,0		5,0	5,0	149,4
Réserve	6,7	2,7	9,3							9,3
Total	1 343,6	428,0	1 771,7	141,7	24,2	165,8	0,5	6,2	6,7	1 944,2

^{*} **0**: Opérationnels ** **F**: Fonctionnels

Effectifs inscrits permanents et non permanents (au 31/12/2019) — Répartition par domaine et direction

PERSONNES PHYSIQUES										
		CDI			CDD			APPRENTIS		TOTAL
DIRECTION	0*	F**	TOTAL	0	F	TOTAL	0	F	TOTAL	
ARA	126	29	155	22	3	25		2,0	2,0	182
BFC	95	23	118					1,0	1,0	119
CIF	281	48	329	20	2	22				351
GE	184	36	220	23	5	28				248
GO	267	43	310	69		69				379
HDF	161	32	193	19	1	20				213
MED	263	46	309	49	3	52				361
NAOM	142	38	180	35	3	38		2,0	2,0	220
SIEGE		145	145	4	8	12		7,0	7,0	164
Réserve										
Total	1 519	440	1 959	241	25	266		12,0	12,0	2 237

^{*} O · Onérationnels

La gestion financière et comptable

2019 confirme l'effectivité du redressement économique de l'Institut, avec un chiffre d'affaires en progrès de 25% depuis 2016 et de 5% entre 2018 et 2019.

Stratégie financière

L'exécution du budget 2019 de l'établissement confirme les effets de la stratégie initiée dès 2016 avec un résultat bénéficiaire de 2,85 M€, résultant à la fois d'une augmentation du chiffre d'affaires de l'activité de fouilles et d'une maîtrise des charges. En particulier, sous le double effet volume et prix, le chiffre d'affaires progresse de 25 % entre 2016 et 2019, dont 5 % sur la seule année 2018 et 2019.

Stratégie immobilière

En 2019, l'Institut dispose de 56 implantations pour une surface de plus de 66 000 m². Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) de l'établissement pour la période 2019-2023, entériné par le conseil d'administration de l'établissement en mars 2019, est mis en œuvre et répond aux objectifs d'amélioration des conditions de travail des personnels tout en assurant l'optimisation du fonctionnement de l'Institut et la maîtrise des coûts d'exploitation de son patrimoine immobilier. Le SPSI est composé de trois volets : - une stratégie patrimoniale destinée à maîtriser le nombre d'implantations, les coûts associés et à s'engager dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale forte; - une stratégie d'organisation visant au déploiement d'outils, à la programmation pluriannuelle de travaux et à la professionnalisation de la fonction immobilière; - une stratégie d'intervention afin de garantir la préservation du parc immobilier et le moderniser.

Pour cette première année de mise en œuvre, l'Institut a initié et engagé des actions structurantes notamment pour sécuriser et améliorer ses implantations, optimiser les baux et poursuivre ses projets d'implantation.

Conformément à l'objectif de maîtrise du nombre d'implantations, les sites non pérennes de l'Îled'Espagnac, de Croix-Moligneaux et des Escamotières à Châlons-en-Champagne ont été supprimés. En parallèle, l'Inrap s'est engagé, grâce à l'appui des services de l'État (préfecture de la Marne, responsables de la politique immobilière de l'État, délégué régional aux restructurations des sites «Défense») et des élus de l'agglomération, dans un vaste projet de relocalisation de son actuelle implantation de Saint-Martinsur-le-Pré sur le site d'une caserne militaire de Châlons-en-Champagne. L'ouverture de ce nouveau centre est prévue à l'horizon 2020.

Stratégie achat

En 2019, 82 marchés ont été notifiés. Outre le renouvellement des marchés de cantonnement après celui des terrassements en 2018, l'Inrap s'est attaché en 2019, à intégrer de nouveaux segments d'achats opérationnels (marchés de location de bateau support de plongeurs et d'acquisition de données géophysiques sous-marines pour l'activité subaquatique, marché de formation au pilotage de drones...). Parallèlement, la politique achat continue de contribuer directement à la stratégie de responsabilité sociétale de l'Institut, avec 43 % des marchés conclus en 2019 avant fait l'objet de l'insertion d'une clause sociale et 62 % d'une clause environnementale.

Le budget en chiffres

Les produits 2019 s'élèvent à 157,03 M€ et les charges à 154,18 M€. Après intégration du crédit impôt recherche le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 2,85 M€. L'activité de fouilles exprimée en journées de travail,

^{**} F: Fonctionnels

demeure à un niveau équivalent à celui de 2018, soit 129916 journées. Le niveau des recettes associé atteint 64,48 M€, conséquence du ratio moyen de recettes par journée de travail, plus élevé qu'en 2018. Ainsi, le ratio moyen de recettes par journée de travail a atteint 496€ en 2019, rapportés à 419€ en 2016. Il a augmenté de plus de 18 % en trois ans, soit une progression linéaire de 6 % par an depuis 2016.

Parallèlement les dépenses sont en hausse de 5,49 M€ par rapport au réalisé 2018 (dont + 0,70 M€ en personnel et + 4,80 M€ pour les autres dépenses de fonctionnement) en lien avec l'activité opérationnelle.

Le montant 2019 des frais de personnel exécutés est de 96,19 M€ contre 95,52 M€ en 2018. Les moyens opérationnels de l'établissement ont augmenté de 15 équivalent temps plein travaillé (ETPT) par rapport au réalisé

2018 sous l'effet du renforcement des moyens en contrat à durée déterminée (CDD) accompagnant à la progression du niveau d'activité globale. Pour autant, la répartition entre contrats à durée indéterminée (CDI) et déterminée reste très favorable à l'emploi pérenne avec un ratio de 91,1 % de CDI. Les investissements réalisés en 2019 représentent 2,23 M€, en hausse de 0,43 M€ par rapport à l'année précédente.

L'excédent brut d'exploitation est en retrait de 0,27 M € par rapport à 2018. L'exercice 2019 se clôt sur un apport au fonds de roulement de 6,56 M € et porte le fonds de roulement à fin 2019 à 90,70 M €. Le solde trésorerie à fin 2019 s'élève à 22 M € pour un solde à fin 2018 de 14,10 M €. L'année 2019 dégage une capacité d'autofinancement de 7,22 M € soit une amélioration de 1,57 M € par rapport au réalisé 2018.

Le budget du Fonds national pour l'archéologie préventive (Fnap)

L'Inrap gère le budget du Fnap pour le compte du ministère de la Culture. En 2019, le montant des recettes est de 22,84 M€, dont 22,62 M€ au titre de la subvention versée par le ministère de la Culture dans le cadre de la « budgétisation » de la Redevance d'archéologie préventive (RAP). Le montant total des dépenses s'élève à 25,90 M€. Le fond de roulement à fin 2019 est porté à 28,60 M€, à l'identique du solde de trésorerie.



Gestion financière et comptable de l'Inrap

Recettes	EXÉCUTION 2018	EXÉCUTION 2019	ÉCART EN M€€	VARIATION EN %
Fonctionnement	149 865	157 029	+7 164	4,78%
Total fonctionnement	149 865	157 029	+7 164	4,78%

Dépenses	EXÉCUTION 2018	EXÉCUTION 2019	ÉCART EN € €	VARIATION EN %
Fonctionnement – hors personnel	53 168	57 996	+4 827	9,08%
Personnel	95 524	96 187	+663	0,69%
Total fonctionnement	148 692	154 183	+5 490	3,69%
Résultat de l'exercice	1 173	2 847	+1 673	

Total investissement	1 791	2 229	+438	24,44%
Investissement	1 791	2 229	+438	24,44%
Dépenses	EXÉCUTION 2018	EXÉCUTION 2019	ÉCART EN M€€	VARIATION EN %



Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2019

Président

Dominique Garcia

Autres membres siégeant avec voix délibérative

7 représentants de l'État

- La secrétaire générale du ministère chargé de la Culture, Marie Villette ou ses représentants
- Le directeur général des patrimoines,
 Philippe Barbat ou son représentant,
 Arnaud Schaumasse, sous-directeur
 de l'Archéologie
- Le directeur général pour la Recherche et l'Innovation au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Bernard Larrouturou ou son représentant Francis Prost, chargé de mission à la DGRI
- La directrice générale pour l'Enseignement supérieur et l'Insertion professionnelle au ministère chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Anne-Sophie Barthez ou sa représentante, Monique Poulot, conseillère scientifique à la DGESIP
- La directrice du Budget, Amélie Verdier ou ses représentants,
- Le directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, Francois Adam ou son représentant Jean-Baptiste Butlen, sous-directeur de l'Aménagement durable
- Un conservateur régional de l'archéologie, Stéphane Deschamps, conservateur régional de l'Archéologie au service régional de l'Archéologie d'Île-de-France

2 représentants des organismes de recherche et d'enseignement supérieur

 Le directeur général du Centre national de la recherche scientifique, Antoine Petit, président-directeur général du CNRS ou son représentant Stéphane Bourdin, directeur adjoint scientifique INSHS

 Le président de la Conférence des présidents d'université, Gilles Roussel ou un autre membre de cette instance désigné par lui, Hélène Velasco-Graciet, présidente de l'université Bordeaux Montaigne

2 représentants de collectivités territoriales

Titulaires

- Élisabeth Robert-Dehault,
 maire de Saint-Dizier
- Catherine Joffroy, vice-présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne du conseil départemental du Loiret

Suppléants

- Jacqueline Pedoya, conseillère départementale de la Sarthe
- Sophie Rigault, maire de Saint-Michelsur-Orge

2 représentants des personnes publiques et privées concernées par l'archéologie préventive

Titulaires

- Rémy Moroni, membre de l'Union nationale des producteurs de granulats (UNPG) et président de l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) de Champagne-Ardenne
- Camille Roccaserra, membre de la Fédération des Entreprises publiques locales (EPL)

Suppléants

- Alexandra François-Cuxac, présidente de la Fédération nationale des Promoteurs immobiliers (FPI)
- Arnaud Pautigny, membre de l'Union nationale des Aménageurs (UNAM)

4 membres élus par et parmi les personnels de l'Inrap

Titulaires

- Frédéric Joseph (CGT)
- Séverine Hurard (CGT)
- Sylvie Serre (Snac FSU)
- Emmanuel Laborier (SUD)

Suppléants

- Stéphane Augry (CGT)
- Brigitte de Luca (CGT)
- Sophie Clément (SNAC FSU)
- Céline Capdeville (SUD)

4 personnalités qualifiées dans le domaine de l'archéologie

Personnalités désignées par le ministre chargé de la Culture

- Vincent Guichard, directeur général du site de Bibracte
- Laure Barthet, conservatrice du Patrimoine, directrice du Musée Saint-Raymond à Toulouse

Personnalités désignées par le ministre chargé de la Recherche

- Estelle Herrscher, chercheure au CNRS, directrice de l'UMR 7269 (Lampéa)
- Laurent Schneider, directeur de recherche au CNRS (UMR 5648, CIHAM)

Membres assistant au conseil d'administration avec voix consultative

- Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap
- Marc Bouiron, directeur scientifique et technique de l'Inrap
- Bernard Morvan, agent comptable de l'Inrap
- Monique Schwartz-Autissier, cheffe du département du contrôle budgétaire au sein du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel du ministère chargé de la Culture, ou sa représentante Laetitia Belan.

Composition du conseil scientifique au 31 décembre 2019

Président

Dominique Garcia

Anne Lehoërff, vice-présidente du Conseil national de la recherche archéologique, membre siégeant avec voix délibérative

4 personnes choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'archéologie préventive

Personnes désignées par le ministre chargée de la Culture

Titulaires

François Fichet de Clairefontaine, Frédérique Fromentin

Suppléants

Christophe Pellecuer Élise Nectoux

Personnes désignées par le ministre chargé de la Recherche

Titulaires

Martine Joly Olivier Lemercier

Suppléants

Stephan Fichtl Élisa Nicoud

7 personnes élues au sein de quatre catégories de personnels exerçant des fonctions scientifiques dans le domaine de l'archéologie

Enseignement supérieur

Titulaires

Sandrine Agusta-Boularot Jean-Pierre Bracco

Suppléants

Martial Monteil Elisabeth Lorans

Établissement de recherche

Titulaires

Yannick Miras Claude Raynaud

Suppléant

Claire Delon Laure Nuninger

Ministère de la Culture

Titulaires

Luc Francois dit Miret Benoît Ode

Suppléants

Marie-Héléne Thiault Rolande Simon-Millot

Collectivités territoriales

Titulaire

Sébastien Ziegler

Suppléante

Sophie François

5 membres élus par et parmi les agents de l'Inrap appartenant à la filière scientifique et technique

A (catégories 1-2)

Titulaire

Luc Sanson

Suppléante

Stéphanie Morel-Lecornué

B (catégorie 3)

Titulaire

Bérangèr Fort **Suppléante**

Élise Séhier

C (catégories 4-5)

Titulaires

Sophie Martin Théophane Nicolas Stéphane Venault

Suppléantes

Manon Cabanis Lamys Hachem Catherine Rigeade

Membres assistant au conseil scientifique avec voix consultative

Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap Marc Bouiron, directeur scientifique et technique de l'Inrap et toute personne dont la présence est jugée utile par le président.



Travaux et délibérations du conseil d'administration et du conseil scientifique

Conseil d'administration

Lors des séances des séances des 15 mars, 5 juillet, 27 novembre 2019, les délibérations, présentations et discussions menées au sein du conseil d'administration ont porté sur les points listés ci-après.

Délibérations

- Compte financier 2018 de l'Inrap
- Compte financier 2018 du budget annexe Fnap
- Budget rectificatif n°1 Inrap pour 2019
- Budget rectificatif n°1 Fnap pour 2019
- Budget initial de l'Inrap pour 2020
- Budget initial du Fnap pour 2020
- Dispositif de contrôles internes budgétaire et comptable : évolution de la cartographie des risques et plan d'action
- Programmation 2019 des projets de recherches scientifiques
- Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2019-2023
- Rapport annuel de performance 2018 afférent au Contrat d'objectifs et de performance (COP) 2015-201
- Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) 2019-2022 : définition de l'indicateur n°18 Maîtrise des charges fixes
- Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) 2019-2022 : dispositif de rétribution de l'effort collectif
- Rapport d'activités 2018
- Approbation d'une action en justice : assignation Inrap devant le Tribunal de commerce de Paris
- Pouvoirs délégués au président en matière d'actions en justice
- Attribution de véhicules de fonction
- Participation de l'Inrap à l'expérimentation « Pass Culture »
- Marché « Prestations d'agence de voyage » avec la société Ailleurs Business
- Marché «Tickets-restaurant»
- Indemnités d'hébergement
- Renouvellement du bail de Bron (Auvergne-Rhône-Alpes)

Points informatifs

- Liste des contrats et marchés publics conclus en 2018
- Plan d'action achats quadriennal 2020-2023
- Stratégie responsabilité sociétale des organisations (RSO): bilan 2018
- Protocoles transactionnels (Eiffage,
 Bremany Lease Ford, ville de Cahors)
- Plan d'action en matière d'éducation
- artistique et culturelle (EAC) : bilan 2018 Actions conduites en partenariat avec
- d'autres acteurs publics : bilan 2018
- Partenariats et mécénats, dons et legs : bilan 2018
- Présentation des délégations de signature accordées par l'ordonnateur
- Suivi des procédures en justice pendantes et closes

Conseil scientifique

Lors des séances des 4 mars, 13 juin, 17 septembre, 21-22 novembre 2019, les délibérations, présentations et discussions menées au sein du conseil scientifique ont porté sur les points listés ci-après.

Abréviations utilisées

CS = Conseil scientifique DAST = directeur adjoint scientifique et technique

DDAST = délégué au directeur adjoint scientifique et technique

DST = Direction scientifique et technique HCÉRES = Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur PAS = Projets d'activité scientifique

Expertises et délibérations

- Demandes de congés pour travaux personnels de recherche : 14 dossiers
- Demandes de congés de fin de thèse :
 6 dossiers
- Échanges de personnels Inrap/CNRS :4 dossiers
- Demandes de PAS (examen par 4 commissions) :

- Paléolithique et Néolithique :
 19 dossiers, 7 rapporteurs ;
- Âges des métaux : 22 dossiers,
 7 rapporteurs ;
- · Antiquité: 24 dossiers, 12 rapporteurs;
- Moyen Âge et Moderne : 28 dossiers, 10 rapporteurs.

Points soumis au vote

- Approbation des comptes rendus des conseils scientifiques 27 novembre 2018, 4 mars 2019, 13 juin 2019 et 17 septembre 2019.
- Règlement intérieur du CS.
- Recrutements:
- · DDAST Pays de la Loire (Carquefou);
- · DDAST Auvergne (Clermont-Ferrand);
- DDAST Midi-Méditerranée (Villeneuveles-Béziers / Saint-Estève);
- · DAST Bourgogne-Franche-Comté (Dijon);
- DAST Île-de-France (Croissy-Beaubourg);
- · DAST Île-de-France (Pantin);
- documentaliste Midi-Méditerranée (Nîmes);
- · chargé(e) de la coordination de la recherche HDF-GE-CIF (DST);
- chargé(e) de la coordination de l'activité opérationnelle (DST);
- chargé(e)s du soutien et du développement de l'activité opérationnelle et de la relation aménageur ARA, CIF,
- Programme DST 2020 (non validé).

Points d'information

Publications et manifestations scientifiques

- Politique de publication scientifique de l'Inrap et supports de publication existants de l'Institut (Archéopages, Recherches archéologiques);
- Création d'un carnet Hypothèses (OpenEdition) pour la publication des actes des séminaires scientifiques et techniques de l'Inrap;

- Création des « Documents d'archéologie préventive », une nouvelle collection en ligne, hébergée sur le site internet de l'Inrap, regroupant une sélection de rapports d'opération de fouille expertisés par les CTRA et validés sans aucune réserve majeure;
- Projet de partenariat entre l'Inrap et les DAF;
- 16° numéro de la collection Recherches archéologiques intitulé « Produire et travailler le fer. Les ateliers de l'est du Bassin parisien du v° siècle av. J.-C au x° siècle apr. J.-C », dirigé par Marc Leroy et Luisella Cabboi;
- 17e numéro de la collection Recherches archéologiques intitulé « Les formes de l'habitat rural au Moyen Âge en Limagne septentrionale et Sologne bourbonnaise », sous la direction de Julie Charmoillaux et Sébastien Gaime;
- 5° hors-série d'Archéopages intitulé
 « Les archéologues face à l'économie »
 (actes de la journée d'étude interdisciplinaire co-organisée par l'Inrap et l'UMR AOrOC à l'occasion des 10 ans d'existence de la revue);
- Publication du colloque annuel de l'Inrap « Archéologie de la santé, anthropologie du soin », sous la direction d'Alain Froment et Hervé Guy (coédition Inrap-La Découverte).

Manifestations scientifiques

- Table ronde de restitution de l'expérimentation Inrap sur la gestion des CCE, les 3 et 4 avril 2019;
- Colloque annuel de l'Inrap « Archéologie et enquêtes judiciaires », les 22 et 23 novembre 2019, sous la direction de Patrice Georges et Sabine Kheris;
- Organisation du 4º séminaire scientifique et technique intitulé « Bioarchéologie : minimums méthodologiques et référentiels communs, nouvelles approches », par l'Inrap en collaboration avec le Groupement de recherche (GDR) Bioarcheodat et Archéologie Alsace, à Sélestat, les 28 et 29 novembre 2019.

Organisation interne

- Plan de promotion interne destiné aux agents permanents de l'Institut;
- Plans de recrutement externe ;
- Organisation de la DST;
- Recrutement du responsable de la cellule subaquatique à la DST.

Activités scientifiques et techniques

- Implication de l'Inrap et de ses agents dans les UMR et les GDR;
- Exemple de collaboration de l'Inrap et de ses agents dans le cadre du GDR Bioarcheodat;
- Bilan des thèses et HDR au
 31 décembre 2018;
- Politique doctorale de l'Inrap;
- Analyse du rapport d'évaluation rendu par l'Hcéres;
- Présentation du nouvel accord-cadre Inrap/CNRS;
- Point sur la ventilation des jours PAS 2019;
- Politique de l'Inrap à l'international (typologie des actions, priorités, partenariats);
- Programmation 2019 de la DST;
- Projet de programme quadriennal pour la DST (2020-2023);
- Bilan des commissions PAS 2020;
- Relations institutionnelles scientifiques entre l'Inrap et les collectivités territoriales.

Activités culturelles et de valorisation

- Bilan des Journées nationales de l'archéologie 2019;
- Première édition des Journées archéologiques en Europe
- Participation de l'Inrap à la 25^e édition du Salon international du patrimoine culturel autour du thème « Futur en héritage », du 24 au 27 octobre 2019, au Carrousel du Louvre;
- Relations institutionnelles culturelles entre l'Inrap et les collectivités territoriales.

Saison scientifique et culturelle 2020

 Saison consacrée à la mer : espace naturel, structures portuaires, archéologie navale et maritime.

Discussions

- Thématiques à privilégier en 2019 :
 Archéologie en mer ; International;
 Bioarchéologie et anthropologie ;
 Systèmes d'information géographiques
 / Archivage ; Gestion des biens archéologiques mobiliers (BAM);
- Différents sujets évoqués librement dans le cadre des discussions du CS: politique de recrutement, formation interne, problème de la pyramide des âges, transmission des savoirs et savoir-faire.



Organigramme au 1^{er} juillet 2020

		Dominiqu président	e Garcia	Bernard Morvan agent comptable	
		Daniel Gu directeur g	érin Olivier Peyratout énéral délégué directeur général délégué adjoint		
Marc Bouiron directeur scientifique	Eddie Aït délégué aux	Therésia Duvernay directrice du	Philippe Julhes directeur	Sonia Blond-Butlen secrétaire générale	
et technique Giulia de Palma	relations institutionnelles et au mécénat	développement culturel et de la communication	régional Auvergne-Rhône-Alpes	— Sébastien Gaime DAST	David Pelletier Magali Rolland DAST DAST
adjointe Richard Cottiaux adjoint	NN ingénieur·e sécurité- prévention	Laure Bromberger adjointe Corinne Curti directrice de	Laurent Vaxelaire — directeur régional Bourgogne-Franche-Comté	Adeline Thiam secrétaire générale Gérard Bataille DAST	
	protonaen	l'administration et des finances	Marie-Christiane Casala — directrice	— Pierre Vallat secrétaire général, délégué scientifique	Martine Petitjean secrétaire générale
		Christiane Berthot adjointe	interrégionale Centre-Île-de-France	Thibaud Guiot Thierry Massat DAST DAST	Catherine Marcille DAST Céline Casasoprana DAST DAST
	Marie Borgeot directrice des ressources humaines Bernard Pinglier directeur des systèmes d'information	directrice des ressources humaines Bernard Pinglier	Claude Gitta — directeur régional Grand Est	 Frédéric Maillard secrétaire général Agnès Balmelle Éric Boës DAST 	Ivan Ferrarressso Stéphane Sindonino DAST DAST
		des systèmes	Claude Le Potier — directeur interrégional Grand Ouest	 Arnaud Dumas secrétaire général Michel Baillieu Hélène Jousse DAST DAST 	Sylvain Mazet Cyril Marcigny DAST DAST
			Pascal Depaepe — directeur régional Hauts-de-France	Sandrine L'Aminot secrétaire générale Richard Rougier Laurent Sauvage DAST	je
			Pierre Jouvencel — directeur interrégional Midi-Méditerranée	Antoine Rabine secrétaire général Jean-Yves Breuil Stéphane Bien DAST DAST	Hervé Petitot DAST
			David Buchet directeur interrégional Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer	Patrick Bretagne secrétaire général Jean-Luc Boudartchouk Luc De DAST DAST	etrain Vincent Lhomme Jean-François Modat DAST DAST

DAST : directeur/directrice adjoint/adjointe scientifique et technique

Institut national de recherches archéologiques préventives

121 rue d'Alésia CS 20007 75685 Paris cedex 14 tél. 01 40 08 80 00

Suivez l'Inrap inrap.fr



Directions régionales et interrégionales

Auvergne-Rhône-Alpes

12 rue Louis Maggiorini 69675 Bron cedex tél. 04 72 12 90 00

Bourgogne-Franche-Comté

Bâtiment Equinoxe 5 rue Fernand-Holweck CS 16521 21065 Dijon cedex

Centre-Île-de-France

Immeuble « Les Diamants » 41 rue Delizy 93692 Pantin cedex tél. 01 41 83 75 30

Grand Est

12 rue de Méric CS 80005 57063 Metz cedex 2 tél. 03 87 16 41 50

Grand Ouest

37 rue du Bignon CS 67737 35577 Cesson-Sévigné cedex tél. 02 23 36 00 40

Hauts-de-France

32 avenue de l'Étoile du Sud 80440 Glisy tél. 03 22 33 50 30

Midi-Méditerranée

561 rue Étienne-Lenoir, Km delta 30900 Nîmes tél. 04 66 36 04 07

Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

140 avenue du Maréchal-Leclerc CS 50036 33323 Bègles cedex tél. 05 57 59 20 90

Réalisation

Coordination édioriale

Direction du développement culturel et de la communication

Théresia Duvernay Laure Bromberger Bénédicte Hénon-Raoul

Rédaction des textes et des interviews pour

« Nous fouillons, c'est votre histoire » Isabelle Chassaing

Secrétariat d'édition

Bénédicte Hénon-Raoul

Conception graphique et réalisation

Studio Voiture 14

Impression

Imprimerie Art et Caractère

© Inrap juillet 2020

L'Institut national de recherches archéologiques préventives remercie ses mécènes.





















Couverture : Vue aérienne du tumulus de Vix en cours de fouille. © Denis Gliksman, Inrap Avant-propos : © Jean-Louis Bellurget, Inrap. Introduction : © Mathieu Delmestre, Inrap.